



CIAN

Conseil français des investisseurs en Afrique



RAPPORT 2013

Les entreprises françaises & l'Afrique

LE MOCI Le moniteur du
commerce
international lemoci.com

Hors-série - Déc. 2012 - 25 euros

Le monde est complexe. Vos décisions ne doivent pas l'être.

Défense

Permettre aux forces armées d'acquérir et de conserver la supériorité décisionnelle et opérationnelle

Aéronautique

Contribuer à rendre le transport aérien toujours plus sûr, plus fluide, plus plaisant et moins polluant

Transport terrestre

Aider les opérateurs à améliorer la capacité et l'efficacité de leurs réseaux et le service aux passagers

Sécurité

Protéger les citoyens, les données sensibles et les infrastructures grâce à des solutions intégrées et résilientes

Espace

Optimiser les solutions spatiales pour les télécommunications, l'observation de la Terre, la navigation et la science



Partout où des décisions critiques doivent être prises, Thales est présent. Sur les marchés que nous servons – défense, sécurité, espace, aéronautique, transport terrestre – nous assurons la maîtrise de la « chaîne de décision critique » pour aider nos clients à choisir la meilleure option et à agir en conséquence. L'expertise de ses 67 000 collaborateurs, sa puissance technologique et sa présence opérationnelle dans 56 pays font ainsi de Thales un acteur clé de la sécurité des citoyens, des infrastructures et des Etats.

Pour en savoir plus, scannez le flash code ou rendez-vous sur thalesgroup.com

THALES
Together • Smarter • Safer



LE MOCI

**Directeur de la publication
et Directeur général**
Vincent Lalu

RÉDACTION

Rédacteur en chef

Christine Gilguy

Conseiller de la rédaction

Georges Rambaldi

Réalisation

Jean-François Tournoud (secrétariat de rédaction)

Delphine Miot (maquette)

Ont collaboré à ce numéro :

Bénédicte Châtel, Anne Guillaume-Gentil
(articles sur les perspectives et synthèses
de conjoncture par pays)

Conception graphique et maquette

amarena / www.amarena.fr

Impression

Imprimerie de Champagne

Directeur délégué

Pierre Bessièrre

Directrice du développement

Delphine Chêne

Fabrication

Robin Loison

Commission paritaire.

Publication n° 0916 T 81051

ÉDITEUR Sedec SA

11, rue de Milan, 75009 Paris

Téléphone : 01 53 80 74 00

www.lemoci.com

CONSEIL FRANÇAIS DES INVESTISSEURS EN AFRIQUE



CIAN

Conseil français des investisseurs en Afrique

45, rue de la Chaussée d'Antin,
75009 Paris
Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76
Fax : +33 (0)1 42 56 79 33
Email : relationcian@cian.asso.fr
Site : www.cian.asso.fr

Fondateur du rapport

Jean-Pierre Prouteau †

Comité de rédaction

Anthony Bouthelier
Alix Camus
Stephen Decam

Notre chance est là **5**

Avant-propos par Alexandre Vilgrain,
président du CIAN

Les faits marquants de 2012 **6**

Échanges franco-africains **8**

Chiffres-clés et tendances marquantes

Enquête : L'Afrique, risques ou opportunités ? **12**

La perception des risques africains

Des opportunités à revisiter **16**

Perception et coût du risque toujours élevés **20**

Entretien avec Pascal Boniface (Iris) **22**

La perception du risque par les entreprises

Les entreprises françaises en quête d'une nouvelle
stratégie africaine **24**

Comment les assureurs-crédits pèsent sur
la perception du risque ? **26**

Vues des autres pays émergents, des opportunités
qui en valent la peine... **28**

La solution des entreprises

La responsabilité sociétale des entreprises (RSE) :
faux semblant ou vraie réponse ? **30**

Trois questions à Paul-Emmanuel Huet (Rougier) **34**

Entretien avec François Sibille (Afnor) **35**

Entretien avec Fabienne Pouyadou (Care France) **36**

Analyse économique par zone et par pays **38**

Les résultats 2012 de l'enquête CIAN **39**

Afrique du Nord **42**

Afrique de l'Ouest **52**

Afrique centrale **78**

Afrique australe, orientale et océan Indien **92**

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2013 DU CIAN

Les actions et les projets du CIAN

PREMIER CABINET D'AVOCATS D'AFFAIRES EN FRANCE

**UNE PRISE EN COMPTE DES BESOINS
SPÉCIFIQUES DE L'AFRIQUE**

**ACCOMPAGNEMENT ET CONSEILS
AUX ENTREPRISES AFRICAINES
ET ÉTRANGÈRES**

**APPUI AUX INSTITUTIONS
MULTILATÉRALES DE
DÉVELOPPEMENT QUI
INVESTISSENT EN AFRIQUE**

**ASSISTANCE TECHNIQUE ET
CONSEILS AUX GOUVERNEMENTS
AFRICAINS DANS LA MISE
EN PLACE DE CADRES
JURIDIQUES REQUIS**


DROIT
FISCAL


DROIT
DES SOCIÉTÉS


DROIT
SOCIAL


CONCURRENCE
DISTRIBUTION


PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE
TECHNOLOGIES
DE L'INFORMATION


DROIT DU
PATRIMOINE


RÉGLEMENT DES
CONTENTIEUX


DROIT
PUBLIC



Notre chance est là !

La connotation passéiste de la présence de nos entreprises en Afrique perdure et notre contribution à l'économie des pays africains est souvent perçue comme le vestige d'une histoire lointaine.

Mais si l'Afrique était plutôt notre avenir ?

La grande vague d'investissements de nouveaux venus offre de puissantes opportunités à nos entreprises, qui possèdent l'atout de l'expérience due à une longue présence.

Cette vague d'investissements d'opérateurs du monde entier confirme, qu'à notre porte, se joue aussi notre avenir grâce à nos entreprises, bien ancrées en terre africaine.

C'est une chance pour notre pays, et une fierté pour nos sociétés, d'avoir cru en ce continent dont l'envol ne fait plus de doute. Déjà plus de 17 % de nos exportations se dirigent vers lui assurant en France des dizaines de milliers d'emplois.

Mais au-delà des considérations hexagonales, il y a aussi la fierté de relever le défi du développement.

À cet égard, nos filiales disposent d'une expertise singulière car avec le temps, elles ont appris l'Afrique en acquérant de précieuses compétences dans leurs relations avec les populations locales et l'environnement.

Nombre d'entre elles sont des précurseurs en matière de responsabilité sociétale devenant des références mondiales pour les promoteurs de la RSE.

Le positionnement exceptionnel de nos entreprises dans des pays africains en plein essor est une grande chance pour tous, puissent tous les acteurs concernés agir de concert !

*Alexandre Vilgrain
Président*

Janvier

- **Egypte.** Le Parti Liberté et Justice, issu de la confrérie des Frères musulmans, et le parti salafiste Nour, remportent plus des deux tiers des sièges de l'Assemblée du peuple, la chambre basse du Parlement. Malgré leur prédominance, les Islamistes sont loin de présenter un front uni. Les Frères musulmans semblent soucieux de préserver leur image de modérés, en se démarquant des salafistes partisans d'une stricte application de la loi islamique : la charia. D'importantes manifestations ont lieu contre le régime militaire qui assure le pouvoir par intérim.
- **Nigeria, Ouganda, Tanzanie.** La suppression des subventions gouvernementales provoque une flambée de 40 à 50 % des prix des carburants et de l'électricité. Au Nigeria, le président Goodluck Jonathan assure que la suppression de la subvention est nécessaire à la réforme de l'économie et annonce la mise sur pied d'une commission chargée de s'assurer que les fonds économisés grâce à cette suppression seront bien utilisés, notamment pour lutter contre la pauvreté. Une grève générale s'en est suivie.
- **Mali.** Des affrontements éclatent entre l'armée malienne et des rebelles touaregs dans le nord du pays. Au 20 janvier, on déplore déjà 47 morts. Un demi-millier de Touaregs ayant combattu dans les rangs des pro-Kadhafi se sont réfugiés au Mali fin 2011, lorsque le régime libyen s'est effondré.

Février

- **Libye.** Pour la première fois en 40 ans, on vote en Libye, à Misrata, pour le Conseil local. L'exploration pétrolière redémarre.

Mars

- **Mali.** Le président Amadou Toumani Touré est renversé par un putsch militaire.

Avril

- **Sénégal.** Après que Abdoulaye Wade a admis fin mars sa défaite à l'élection présidentielle sénégalaise, Macky Sall prête serment comme quatrième président du Sénégal.



Le FMI annonce en mai 2012 les taux de croissance économique prévisionnels 2012 : 7,1 % pour les pays africains exportateurs de pétrole (contre 6,1 % en 2011) ; 3,5 % pour les pays à revenu intermédiaire (après 4,1 % en 2011) ; + 5,9 % pour les pays à faible revenu. La BAD voit la croissance africaine à 4,5 % en 2012 et 4,8 % en 2013 (après 3,4 % en 2011).

Mai

- **Agriculture.** Syngenta, n°1 mondial de l'agrochimie, annonce investir 500 millions de dollars en Afrique pour développer un business de 1 milliard de dollars en 10 ans en transformant l'agriculture africaine. Monsanto s'engage sur 550 millions de dollars dans le cadre du New Vision for Agriculture Initiative, the Grow Africa Partnership et la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition. L'agroindustriel Diageo investit 1,5 million de dollars en Éthiopie et 2 millions de dollars en Tanzanie.

Juin

- **Côte d'Ivoire.** Le FMI et la Banque mondiale annulent 3,87 milliards de dollars de dettes et le Club de Paris 1,77 milliard de dollars, soit quasiment toute la dette publique ivoirienne. Sur le premier semestre, la Côte d'Ivoire a réussi à lever 340 millions de dollars pour des projets d'infrastructure.

Juillet

- **Chine.** Pékin annonce s'engager à doubler ses prêts aux pays africains ces trois prochaines années, et porter le montant à 20 milliards de dollars.

Août

- **Gaz.** Selon l'Institut d'études géologiques des États-Unis, l'Afrique de l'Est abrite 441 100 milliards de m³ de gaz naturel.
- **Afrique du Sud.** La police anti-émeute ouvre le feu sur des mineurs en grève armés de machettes et de bâtons près de la mine de platine de Marikana, propriété du groupe britannique Lonmin. Trente quatre grévistes sont tués, ce qui ne s'était jamais produit depuis la fin de l'apartheid en 1994 et a créé un véritable choc. En septembre, des grèves chez Anglo American Platinum suivent. En octobre, le mouvement de grève s'étend à 20 000 salariés du secteur des transports.

Septembre

- **Soudan & Sud Soudan.** Les deux pays concluent un accord sur la sécurité à leur frontière permettant la reprise des exportations de pétrole. Les vols aériens entre les deux pays reprennent. Parallèlement, le Sud Soudan nomme son 1^{er} ambassadeur à l'ONU, Francis Deng.
- **Islam.** La diffusion sur You Tube de *L'innocence des musulmans*, film islamophobe et outrancier tourné au États-Unis, donne lieu à de très violentes réactions dans le monde musulman. Des ambassades américaines sont attaquées notamment en Libye, à Benghazi, où l'ambassadeur est tué, mais aussi à Tunis, au Caire, à Karthoum.

Novembre

- **Cote d'Ivoire.** Le président Alassane Ouattara procède à un changement de gouvernement, Daniel Kablan Duncan redevient Premier ministre et prend le portefeuille de l'économie et des finances.
- **Kenya.** Le Kenya décide de légiférer sur le nucléaire en 2013 et de construire sa première centrale. En février, en Afrique du Sud, EDF avait soumissionné avec la Chine dans l'appel d'offres sud-africain pour le nucléaire.



COURTAGE D'ASSURANCES ET DE REASSURANCES



ASSURANCES TOUTES BRANCHES
ENTREPRISES
ET **PARTICULIERS**

Vos Risques, Nos Solutions

Africa Desk

ascoma-international@ascoma.com

www.ascoma.com

Le Groupe  en Afrique

Abidjan - Accra - Antananarivo - Bangui - Bata - Brazzaville - Bujumbura - Casablanca
Conakry - Cotonou - Dakar - Douala - Kigali - Kinshasa - Libreville - Lomé - Malabo
Ndjaména - Niamey - Nouakchott - Ouagadougou - Pointe-Noire - Port-Gentil - Yaoundé

Chiffres clés et tendances marquantes

Au regard de l'évolution des flux d'importations des pays africains, ils sont incontestablement porteurs, malgré des à-coups, notamment politiques, que traversent certains d'entre eux. Dans ce contexte, les entreprises françaises tirent leur épingle du jeu mais font face à une concurrence de plus en plus exacerbée.

Boom des importations en Afrique

Le caractère porteur de l'Afrique, dans le contexte de conjoncture déprimée que traverse l'Europe, se vérifie sans conteste dans les statistiques d'importations les plus récentes, comme en témoignent celles compilées par la base de données Global Trade Navigator (GTA) de la société GTIS. Sur les 6 premiers mois de l'année 2012, alors que la plupart des grands marchés d'importations accusaient un net ralentissement, voire des reculs, beaucoup de pays africains affichaient des progressions de leurs achats très dynamiques, voire à deux chiffres. Quelques exemples significatifs :

- **L'Afrique du Sud**, premier marché import africain (71,8 milliards d'euros d'import en 2011), est sur une tendance de + 14 % au 1^{er} semestre 2012
- **L'Égypte**, 2^e marché d'import africain (44,7 milliards d'euros en 2011), malgré le contexte politique est sur + 29 % au 1^{er} semestre

Citons encore le Kenya (10,4 milliards d'euros en 2011), + 23,1 % ; le Ghana (8,87 milliards d'euros en 2011), + 35,2 %, le Sénégal (3,8 milliards d'euros en 2011) + 33,8 %. Et la Côte d'Ivoire (4,75 milliards d'euros en 2011), qui, après la crise politique du début 2011, est en passe de doubler ses achats extérieurs avec une tendance à + 137,2 % au 1^{er} semestre 2012 (à 3,56 milliards).

Sans doute plus directement affectés par la récession européenne, les marchés d'Afrique du Nord accusent le coup : + 2,2 % pour l'Algérie, 4^e marché import d'Afrique (33,9 milliards d'import en 2011), + 8,17 % pour le Maroc. Le Nigeria, 3^e marché (37,8 milliards en 2011), est moins dynamique avec une hausse de 2 % de ses importations au 1^{er} semestre 2012.

La France surfe sur le mouvement

Les statistiques douanières françaises montrent que les exportations françaises surfent sur ce mouvement, sauf à-coup conjoncturel ou politique. Elles ont progressé de 6,03 % en 2011 vers l'ensemble des clients du continent, malgré des reculs notables dans certains pays, notamment la Libye (liés à la guerre civile qui a frappé le pays l'an dernier).

Le tableau des 20 premiers clients de la France en 2011 (ci-après) montre des progressions parfois à deux chiffres sur certaines des plus grosses destinations,

le premier marché africain de la France étant sans conteste l'Algérie (5,76 milliards d'euros, + 10,97 %), suivi du Maroc (4,3 milliards d'euros, + 8,1 %) et de la Tunisie (3,6 milliards d'euros). Le premier débouché en Afrique au sud du Sahara reste le Nigeria (1,47 milliard d'euros), suivi du Sénégal (889 millions d'euros), en attendant une remontée de la Côte d'Ivoire (739,5 millions d'euros).

Des parts de marché qui s'érodent

En parts de marché, les positions françaises subissent toutefois une érosion

**LES EXPORTATIONS FRANÇAISES EN DIRECTION DE L'AFRIQUE
LES 20 PREMIERS PAYS AFRICAINS CLIENTS EN 2011 (EN EURO)**

	2010	2011	2011/2010 (%)
Afrique du Sud	1 742 950 996	2 300 210 241	31,97
Algérie	5 238 918 027	5 766 614 809	10,07
Angola	634 958 374	585 093 060	-7,85
Bénin	398 478 989	809 097 049	103,05
Cameroun	597 583 174	633 709 000	6,05
Congo	448 498 471	490 693 859	9,41
Côte d'Ivoire	817 411 087	739 576 423	-9,52
Égypte	1 805 543 499	1 840 660 703	1,94
Gabon	566 978 230	782 491 803	38,01
Ghana	374 510 478	308 667 466	-17,58
Guinée équatoriale	176 641 646	195 510 455	10,68
Libye	980 305 415	227 413 354	-76,80
Madagascar	233 827 671	278 845 485	19,25
Mali	281 542 949	311 062 054	10,48
Maroc	3 991 373 040	4 316 480 776	8,15
Mauritanie	198 505 522	192 862 057	-2,84
Maurice	317 573 888	336 661 873	6,01
Nigeria	1 590 565 942	1 477 080 332	-7,13
Sénégal	715 159 785	889 296 205	24,35
Tunisie	3 423 206 324	3 610 905 549	5,48
Total Afrique	26 592 592 560	28 196 591 454	6,03

Source : douanes françaises



Continuons d'innover ensemble pour l'Afrique

Chez Orange, nous nous engageons chaque jour à offrir aux populations les toutes dernières innovations d'un monde en perpétuelle évolution. Nous favorisons aussi le développement sociétal au travers d'initiatives telles que **Le Prix Orange de l'Entrepreneur Social en Afrique**, qui accompagne de jeunes entrepreneurs pour réaliser leurs projets. Aussi, nous sommes fiers d'avoir été récompensés cette année dans 5 catégories aux Africa Com Awards.



- « Most innovative service » - Ile Maurice et Côte d'Ivoire - 1^{er} prix
- « Best network improvement » - Ouganda
- « Best quality user experience » - Mali
- « Best smart device for Africa » - Jordanie
- « Changing life » - Sénégal

progresser change avec Orange

LES ÉCHANGES FRANCE-AFRIQUE

LES IMPORTATIONS FRANÇAISES EN PROVENANCE D'AFRIQUE LES 20 PREMIERS PAYS AFRICAINS FOURNISSEURS EN 2011 (EN EURO)

	2010	2011	2011/2010 (%)
Afrique du Sud	1 047 460 286	956 974 046	-8,64
Algérie	2 322 722 815	4 393 678 406	89,16
Angola	1 604 181 831	1 312 098 834	-18,21
Cameroun	264 471 653	292 860 735	10,73
Congo	565 032 678	527 605 552	-6,62
Côte d'Ivoire	616 723 991	549 097 471	-10,97
Égypte	1 121 583 087	1 342 405 365	19,69
Gabon	213 878 525	116 480 329	-45,54
Ghana	242 641 239	1 341 415 325	452,84
Guinée équatoriale	280 534 424	431 715 282	53,89
Libye	4 792 253 120	1 997 454 940	-58,32
Madagascar	262 913 059	316 039 013	20,21
Maroc	2 836 908 784	3 138 394 461	10,63
Mauritanie	176 014 981	193 881 431	10,15
Maurice	259 721 775	275 977 265	6,26
Niger	196 283 331	287 600 060	46,52
Nigeria	2 559 700 463	4 345 482 234	69,77
Sénégal	83 606 640	96 169 772	15,03
Tchad	34 880 561	158 077 827	353,20
Tunisie	3 533 877 567	4 022 167 516	13,82
Total Afrique	23 711 908 388	26 786 772 807	12,97

Source : douanes françaises

nette et généralisée, liée à une vive concurrence, notamment des pays émergents comme la Chine ou l'Inde dans certains cas, mais aussi d'Européens (Allemagne, Italie, Espagne, surtout). Voici un rapide passage en revue des huit plus gros marchés africains de la France dont les statistiques sur l'évolution des parts de marchés des pays fournisseurs entre 2009 et 2011 sont disponibles dans la base GTA-GTIS :

- **En Algérie**, où elle se maintient comme 1^{er} fournisseur (devant la Chine, l'Italie et l'Espagne), suivie par la Chine, la part de marché française dans les importations du pays est passée de 15,72 à 15,07 % entre 2009 et 2011.

- **Au Maroc**, dont elle est également le 1^{er} fournisseur (devant l'Espagne et les États-Unis), sa part est passée de 15,45 à 13,62 %.

- **Au Nigeria**, dont elle est le 4^e fournisseur (derrière les États-Unis, la Chine et

l'Allemagne), elle est passée de 5,63 à 4,93 %.

- **En Afrique du Sud**, dont elle est le 11^e fournisseur derrière l'Italie (la Chine et l'Allemagne étant 1^{er} et 2^e), la part de marché française est passée de 3,11 à 2,68 % entre 2009 et 2011.

- **En Égypte**, où elle est 10^e fournisseur, elle est passée de 3,54 à 3,31 %.

- **En Côte d'Ivoire**, dont l'Hexagone est le 2^e fournisseur (derrière le Nigeria et devant la Chine), la part de marché française est passée de 14,25 % à 11,8 %.

- **Au Sénégal**, où la France est au 1^{er} rang (devant le Nigeria et la Chine), sa part de marché a chuté de 20,61 à 17,99 %.

Des IDE dynamiques

Les investissements directs en Afrique depuis la France sont en forte hausse, selon les statistiques de la Banque de France (ci-après) : les flux ont pratique-

ment doublé en 2011, à 4,4 milliards d'euros (2,6 milliards d'euros en 2010), représentant 7,1 % du total des flux d'IDE français dans le monde. L'Afrique attire : les IDE vers le continent ne représentaient que 5 % des IDE français dans le monde en 2010.

En phase avec le contexte politique perturbé qu'a connu l'Afrique du nord en 2011, lié au « Printemps arabe », les IDE français y ont fortement reculé l'an dernier (- 68 %). En revanche, ils connaissent une nette reprise en Afrique au sud du Sahara, et notamment en zone Franc, où ils ont plus que triplé (à 692 millions d'euros), portés notamment par des projets d'infrastructures ou d'exploitation de matières premières (pétrole et minerais, notamment). On note notamment les très grosses progressions des flux d'IDE français en Angola (+ 29 %), au Congo, au Gabon (+ 139 %), et au Nigeria.

LES FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS DE LA FRANCE EN AFRIQUE PAR PAYS (en million d'euros)

	2010	2011
Monde	50 136	61 858
Afrique	2 641	4 427
Afrique du Nord	667	212
Autres pays d'Afrique	1 974	4 215
Pays du Maghreb	813	406
Pays de la Zone Franc	222	692
Afrique du Sud	260	296
Algérie	214	183
Angola	878	1 132
Cameroun	25	-86
Congo	-26	407
Côte d'Ivoire	64	91
Égypte	-98	-121
Gabon	-89	213
Liberia	-1	-2
Libye	-48	-73
Kenya	-7	23
Mali	6	15
Maroc	551	217
Maurice	88	25
Nigeria	-335	1 712
Sénégal	87	43
Tchad	0	0
Tunisie	48	6

Les investissements directs en Afrique depuis la France sont en forte hausse.



TRACTAFTRIC MOTORS
Corporation



Tractaftric Motors Corporation

une nouvelle référence de la Distribution Automobile

Tractaftric Motors Corporation est né du rapprochement des entités automobiles de deux groupes très solidement implantés en Afrique: OPTORG et SDA.

Véhicules particuliers, véhicules industriels, aftermarket: Tractaftric Motors Corporation se positionne aujourd'hui en acteur de premier plan dans la distribution et le négoce automobiles en Afrique avec:

- Des enseignes commerciales réputées: Tractaftric Motors, Demimpex Motors, Africauto, ATC, AMC.
- Un portefeuille de marques diversifié: Mercedes, Hyundai, Mitsubishi, Volkswagen, Ford, Nissan,...
- Un réseau commercial établi dans 26 pays
- 45 points de vente en propre et via des distributeurs agréés
- 1350 experts au service de nos engagements clients



> Nos implantations:

Belgique | Bénin | Burkina Faso | Cameroun | Chine | Congo Brazzaville | Côte d'Ivoire | France | Gabon
Gambie | Ghana | Guinée | Guinée-Bissau | Guinée Equatoriale | Libéria | Mali | Maroc | Mauritanie
Niger | RCA | République Démocratique du Congo | Sénégal | Sierra Léone | Tchad | Togo | UAE (Dubai)

> Siège

10 rue Godefroy - 92800 Puteaux France | Tél. : +33 (0)1 49 06 44 00

> Contact:

Website: www.tractaftrictmc.com - Email: info@tractaftrictmc.com

L'Afrique, risques ou opportunités ?

L'Afrique a considérablement évolué depuis 10 ans mais sa perception, notamment en termes de risque pays, a-t-elle vraiment évolué ? À l'heure où elle suscite à nouveau un vif intérêt dans les milieux d'affaires du monde entier, le moment est bien choisi pour se poser la question.

Cela fait quasiment 10 ans que tout progresse en Afrique. De 2003 à 2012, le taux de croissance moyen du PIB de l'ensemble du continent, Afrique du Nord compris, a été de 5,15 % selon les chiffres des *Perspectives économiques en Afrique 2012*. Une croissance qui semble, de surcroît, bien arrivée puisque 4,8 % de croissance sont anticipés pour 2013 alors que les pays industrialisés sont en crise profonde, voire en récession.

Une diversification en profondeur des partenaires

Le secret ? Une ouverture sur le monde avec une diversification en profondeur de ses partenaires sur la scène mondiale, mais aussi une montée en puissance de son propre marché continental. Depuis 2009, la Chine est le premier partenaire commercial de l'Afrique avec plus de 166 milliards de dollars de biens échangés en 2011, a-t-il été souligné lors de la 5^e conférence ministérielle du Forum de coopération Chine-Afrique (FOCAC), et le président Hu Jintao s'est engagé à consacrer encore 20 milliards de dollars de prêts au cours des trois prochaines années.

Avec l'Inde, devenue deuxième partenaire commercial de l'Afrique derrière la Chine, les échanges ont été multipliés par 15 depuis 2001, atteignant 46 milliards de dollars en 2010. L'objectif des 70 milliards de dollars d'ici 2015 a été fixé par le Premier ministre indien Manmohan Singh à l'occasion du 2^e sommet Afrique-Inde qui s'est tenu à Addis Abeba en mai 2011. Et si certains évoquent aisément un pillage de matières premières à propos de la stratégie africaine de la Chine, on peut difficilement faire de même s'agissant de l'Inde

puisque cette dernière est surtout présente, certes, dans les matières premières, notamment l'or et les diamants dont les Indiens sont friands, mais surtout dans les produits pharmaceutiques et les technologies de l'information.

Loin derrière mais galopant pour rattraper son retard, le Brésil a vu son commerce avec le continent africain passer de 4 milliards de dollars en 2000 à quelque 20 milliards de dollars en 2010. Le nombre de ses représentations diplomatiques sur le continent est passé de 17 à 37 entre 2002 et 2012. Il en est de même des investissements croissants du Proche Orient dans les secteurs du tourisme, des télécommunications, de l'agriculture, entre autres. Autrefois qualifié de dossier inextricable, le foncier en Afrique ne semble, manifestement, pas faire peur à nombre de ces « nouveaux » investisseurs. Selon l'économiste Harris Selod de la Banque mondiale, un des auteurs du rapport *Rising Global Interest in Farmland* publié en 2011, 46,5 millions d'hectares à travers le monde ont été vendus ou loués à des investisseurs étrangers en 2010 contre moins de 1,6 million d'hectares en moyenne avant 2008, et 70 % de ces superficies se trouvent en Afrique.

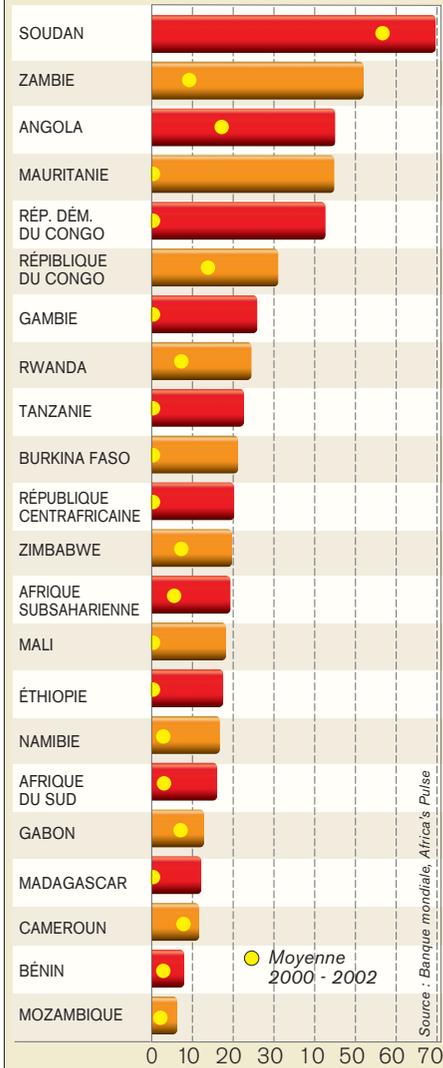
Une situation africaine métamorphosée

Le deuxième secret du succès de la croissance africaine est... l'Afrique elle-même. La population continentale a dépassé le milliard d'habitants en 2010, atteignant 1,07 milliard en 2011 selon les chiffres de la Banque africaine de développement (BAD). En 10 ans, elle aura progressé de 23 % avec une densité de population qui est passée de

Avec l'Inde, devenue deuxième partenaire commercial de l'Afrique derrière la Chine, les échanges ont été multipliés par 15 depuis 2001.

Exportations vers la Chine en 2010

En pourcentage des exportations totales



27 à 33 personnes au km². Signe de l'importante croissance, le revenu national brut per capita en Afrique sub-saharienne était de 1 165 de dollars en 2010 contre 480 de dollars (PNB) en 1998, selon les rapports sur le développement mondial de la Banque mondiale. L'inflation, fléau des économies africaines durant des décennies, demeure à un chiffre : sur l'ensemble de l'Afrique elle atteint 8,4 % en 2012 (8,5 % en 2011), selon les Perspectives économiques en Afrique 2012. Et l'endettement public est devenu une préoccupation des Européens, non plus des Africains. L'édition 2012 de Doing Business ouvre sur

Entre 1960 et 2000, on a pu recenser une vingtaine de coups d'Etat mais six seulement entre 2000 et 2010...

l'Afrique, saluant les efforts faits pour améliorer l'environnement des affaires : « Au cours des douze derniers mois, un nombre record de gouvernements d'Afrique sub-saharienne a modifié l'environnement réglementaire de leur économie pour faciliter la création et l'exploitation des entreprises locales, souligne le document. Dans une région où le cadre réglementaire faisait l'objet d'assez peu d'attention il y a huit ans à peine, 36 économies sur 46 ont mis en œuvre entre juin 2010 et mai 2011 des réformes réglementaires destinées à faciliter l'activité économique, soit 78 % des économies de la région, contre une moyenne de 56 % pendant les six années précédentes [...], un record depuis 2005. C'est une bonne nouvelle pour les entrepreneurs de la région, où les formalités de création et d'exploitation d'entreprises coûtent plus cher et sont plus complexes que partout ailleurs dans le monde. »

En parallèle de ces évolutions économiques, l'Afrique politique et sociale s'est métamorphosée en 10 ans. Selon Géopolis, entre 1960 et 2000, sur chaque décennie, on a pu recenser une vingtaine de coups d'État mais six seulement entre 2000 et 2010. Tunisie, Libye, Égypte, Sénégal, Côte d'Ivoire, Liberia, émergence des deux Soudan, normalisation croissante du Zimbabwe, Gabon... autant de pays, entre autres, qui ont enregistré d'importantes mutations, avec une société civile de plus en plus active. Le rôle moteur des nouvelles technologies dans les « printemps arabes » et des quelques tentatives ailleurs sur le continent souligne à quel point les pages ont tourné.

Une perception des risques toujours élevée

Malgré toutes ces mutations plutôt positives par rapport aux situations antérieures, un doute subsiste quant à leur réalité, leur solidité. Plus encore, la perception de l'Afrique et le coût des risques africains que lui appliquent bon nombre d'opérateurs ne semblent pas changer aussi vite que les évolutions en cours. Quels en sont les facteurs ? Premier facteur évident, la persistance de crises politiques, localisées, certes, mais qui menacent parfois la stabilité de toute une zone. Ainsi la montée de l'Islam radical attise le risque sécuritaire, avec en point de mire le conflit du nord-Mali mais au-delà l'ensemble de la bande sahélienne deve-

nue un véritable casse-tête politico-sécuritaire. Cette montée des intégrismes trouverait, selon certains analystes, un jardin fertile auprès de cette très grande partie de la population qui ne voit guère les retombées de cette belle croissance économique depuis 10 ans. Au contraire, elle voit son quotidien affecté par l'envolée actuelle des prix des denrées alimentaires, de l'électricité, de l'eau... Une flambée de prix qui se fait d'autant plus ressentir que l'Afrique continue à s'urbaniser à grands pas.

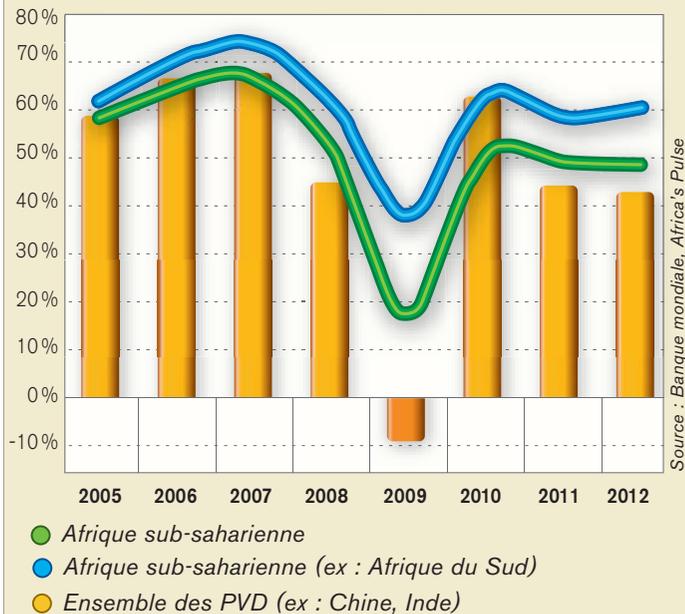
En outre, les révolutions et évolutions politiques évoquées ci-dessus, de l'Égypte à la Côte d'Ivoire, étaient, sans doute, nécessaires mais suscitent des ondes d'agitation au plan régional. Outre les populations d'Afrique du Nord souvent évoquées, quelque 150 000 Ivoiriens ont trouvé refuge au Ghana, au Liberia, en Guinée, suscitant une demande en nourriture et services que des États comme le Liberia ou la Guinée ne parviennent pas à satisfaire étant donné leur faible niveau de développement. Il en est de même des Maliens cette année, mais aussi des Soudanais. A l'instar de ce qui se passe dans le reste du monde, l'écart entre les plus riches et les plus pauvres se creuse. Visiblement, l'Afrique est dans cette période transitoire où la maturité politique et la croissance économique ne sont pas suffisamment importantes pour que la redistribution – le « trickle down effect » – puisse jouer à plein. D'où l'importance des politiques de responsabilité sociale (RSE) que certaines entreprises mettent en œuvre, véritable amortisseur des tensions sociales sur un continent en pleine mutation.

Une RSE qui en est à ses balbutiements dans son rôle de pare-feu face au défi écologique qui va de pair avec le développement économique : la bataille mondiale pour les matières premières industrielles et agricoles est en train d'être livrée sur le sol africain, bien souvent au détriment de toutes considérations sociales et environnementales. Là aussi, la RSE peut être la carte de la différenciation pour les entreprises.

Aux yeux de nombre d'observateurs, l'Afrique demeure ce continent des matières premières, dépendant des marchés extérieurs et source de corruption. Il est certain que, malgré la belle croissance économique de ces 10 dernières années, 16 des 47 pays africains recensés dans le rapport de la Banque mondiale Africa's Pulse comptaient sur une seule matière première pour assurer plus de 50 % de leurs recettes d'exportation. Et 55 % des pays africains dépendent lourdement de deux matières premières seulement. On est loin de la révolution manufacturière des premières heures du boom asiatique. Une vulnérabilité qui attise l'appât du gain chez nombre de décideurs politiques et économiques locaux et étrangers.

L'Afrique, risques ou opportunités ?

Croissance du PIB



A l'instar de ce qui se passe dans le reste du monde, l'écart entre les plus riches et les plus pauvres se creuse.

VOIR PLUS GRAND ? UN RÉSEAU D'EXPERTS POUR ASSURER VOTRE DÉVELOPPEMENT À L'INTERNATIONAL



C'EST ÇA L'ESPRIT D'ÉQUIPE

Se développer à l'international nécessite d'en maîtriser les risques. Avec Société Générale, vous n'êtes jamais seul : à chaque étape de votre projet, vous disposez d'un expert pour vous guider dans vos démarches, de la prospection de nouveaux marchés à la sécurisation de vos transactions.

Découvrez notre nouveau site importexport-solutions.fr

DEVELOPPONS ENSEMBLE

L'ESPRIT D'ÉQUIPE  SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Des opportunités à revisiter

L'Afrique est en pleine mutation et l'environnement des affaires s'est considérablement amélioré dans de nombreux pays : forte croissance, relations commerciales diversifiées, endettement réduit, population jeune... De quoi donner envie de revisiter les opportunités du continent.

Des ressources minières abondantes encore peu exploitées

« Le secteur des ressources naturelles, notamment le pétrole et les mines, constitue le secteur phare en Afrique, dernier continent qui recèle d'énormes gisements de métaux non encore exploités et dont le potentiel pétrolier, notamment offshore, demeure très prometteur », soulignent Michèle Lamarche et Julien Riant, qui dirigent Lazard Afrique, créé en septembre et destiné au conseil en Afrique. Les industries extractives tiennent le haut du pavé. Le manque d'exploration géologique fait que des données précises sur les réserves prouvées et probables ne sont pas disponibles et les estimations sûrement minorées. Toutefois, on s'accorde pour estimer que pour certains produits miniers, l'Afrique tient une place déterminante. C'est notamment le cas pour la bauxite, le chrome, le cobalt, l'or, le manganèse, le phosphate, les métaux du groupe du platine, le titane et les diamants. Ainsi, l'Afrique du Sud représente 60 % de la production du groupe de métaux du platine (38 % pour le palladium, 74 % pour le platine et 81 % pour les autres métaux dont le rhodium). La Guinée ne représente que 8 % de la production mondiale de bauxite, mais détient 25 % des réserves mondiales, ce qui en fait le numéro un mondial, suivi de très près par l'Australie. De même, le Maroc concentre 70 % des réserves mondiales de phosphate. Pour le cobalt, la RD Congo concentre plus de 50 % de la production mondiale, près de 60 % si on ajoute la Zambie, et détient les plus importantes réserves au niveau mondial. D'autres minerais, comme le cuivre ou le



fer, peuvent être importants pour certains pays, mais ne sont pas déterminants pour l'approvisionnement mondial.

Des réserves minières importantes et largement inexploitées qui suscitent l'intérêt des investisseurs. Selon un sondage réalisé en 2011 auprès de 562 décideurs par Ernst & Young, les industries extractives ont le plus gros potentiel dans les deux années à venir pour 44 % d'entre elles, suivis du pétrole et gaz (21 %) et de l'exploitation des ressources naturelles (15 %).

L'industrie pétrolière et gazière croît significativement en Afrique, et plus particulièrement en dehors des grands pays, comme l'Algérie, l'Angola, le Nigeria, l'Égypte, la Libye ou le Soudan, où les prospections et découvertes se multiplient. Des découvertes significatives ont été faites au Ghana, en Tanzanie, au Mozambique ou en Ouganda. Si l'Ouganda et la Guinée équatoriale ont bénéficié, respectivement, de 792 de dollars millions et 737 millions de dollars d'IDE

L'Afrique est le second plus grand marché mondial pour les mobiles, avec un potentiel de développement encore important.

Pour certains produits miniers, l'Afrique tient une place déterminante. C'est le cas pour la bauxite, le chrome, le cobalt...

Chaque jour, la **SOMDIAA** cultive son savoir-faire agro-alimentaire

SUCRE - FARINE - ALIMENTATION ANIMALE - ELEVAGE

En Afrique pour l'Afrique

Une présence durable sur un continent d'avenir

Expert en nouvelles techniques agricoles et agro-alimentaires en Afrique, le Groupe Somdiaa produit et vend des denrées agricoles et des produits alimentaires de base exclusivement sur les marchés africains.

Soucieuse de sa responsabilité sociétale, la SOMDIAA met en place des actions sociales et solidaires par le biais de ses fondations*.



www.somdiaa.com

39 rue Jean-Jacques Rousseau - bp 2122 - 75001 Paris
Tél : 01 40 39 55 00 - Fax : 01 40 39 55 01

(*) www.fondations-somdiaa.com

SOMDIAA

en 2011, la Cnuced observe que les futurs investissements s'élevaient à 6,1 milliards de dollars et 4,8 milliards de dollars. Au Mozambique, en 2011, les réserves en gaz, notamment en mer, ont conduit à un doublement des IDE à 2,09 milliards de dollars. *Gaz naturel en Afrique - Les frontières de l'âge d'or*, tel était le titre du dernier rapport d'Ernst & Young, qui voit en l'Afrique de l'Est l'avenir du gaz africain. Pour le pétrolier français Total, l'Afrique, qui représente 28 % de sa production totale en 2011, devrait devenir sa première zone d'approvisionnement. Si l'Afrique ne dispose que de 8 % des réserves mondiales prouvées en pétrole et 10 % des ressources en gaz, la diversification et la sécurisation des approvisionnements incitent les pays à y investir.

Agriculture : des investissements en hausse

De même, avec 60 % des terres mondiales non cultivées, « le continent africain est une clé pour la sécurité alimentaire mondiale » affirme Yannick Morillon, directeur général d'Advens. Nourrir 9 milliards de personnes d'ici à 2030 nécessitera d'accroître la production agricole mondiale de 70 % et de réaliser d'importants investissements dans l'agriculture. Selon la FAO, les investissements du secteur privé, y compris les IDE, devraient y progresser de près de 50 % pour atteindre 209 milliards de dollars par an. « L'Afrique peut se nourrir et nourrir le monde » affirmait Kanayo F. Nwanze, président du Fonds international de développement agricole (FIDA). « Le potentiel agricole de l'Afrique ne doit pas être négligé. Les politiques de développement agricole ont été remises au-devant de la scène par les institutions multilatérales suite à la crise des prix agricoles en 2008 et la disponibilité d'importants espaces agricoles utiles sur le continent laissent entrevoir une forte croissance des activités agricoles et agro-alimentaires » souligne Lazard Afrique. Ces dernières années, plusieurs investissements ont été réalisés, à l'image du groupe singapourien Olam qui investit sur toute la chaîne de valeur en Afrique, de la production jusqu'à la transformation, dans le caoutchouc, l'huile de palme, la noix de cajou, le coton, le bois, le café mais aussi le riz, les minoteries, des raffineries de sucre, les engrais...

Avec la multiplication des achats et/ou des

Avec 60 % des terres mondiales non cultivées, « le continent africain est une clé pour la sécurité alimentaire mondiale »

locations de terres sur des grandes superficies par des gouvernements et entreprises étrangères en Afrique a toutefois surgi la question de « l'accaparement des terres » et de la transparence des opérations, tout comme pour le secteur minier.

Emergence de marchés des biens de consommation et services

Résultat d'une croissance vigoureuse depuis plusieurs années, mais aussi d'une transition démographique en cours, la classe moyenne en Afrique se développe : elle était évaluée, en 2010, à un tiers de la population, soit 335 millions de personnes. Une classe moyenne qui soutient la consommation dans des domaines aussi variés que les services financiers, les télécoms, l'éducation, les biens de consommation... MacKinsey Global Institute estime que les dépenses de consommation en Afrique pourraient atteindre 1,4 billion de dollars en 2020 contre environ 860 milliards de dollars en 2008.

Le développement de la téléphonie mobile est emblématique de cette évolution. L'Afrique est le second plus grand marché mondial pour les mobiles. Avec un potentiel de développement encore important : seulement 36 % des Africains ayant un téléphone mobile, et le taux d'accès à Internet (fixe et mobile) n'est que de 15 %, selon Bearing Point. Le taux de pénétration du mobile a été multiplié par deux en 4 ans, atteignant 60 % en 2011, pour un marché de plus de 60 milliards de dollars, selon Marc Renard, directeur exécutif Afrique, Moyen-Orient et Asie, d'Orange. Dans le Top 20 des marchés en croissance clients mobile, 12 sont en Afrique. Mais la concurrence est rude et les marges moins confortables, l'accès à Internet sera le prochain relais de croissance.

Même tendance dans les services financiers. « Le secteur financier est appelé à un développement important, compte tenu de la situation de sous-bancarisation actuelle du continent d'une part, et d'au-

tre part de la nécessité de financer les économies, aussi bien au titre des investissements des entreprises que des dépenses des nouveaux consommateurs » indique Lazard Afrique.

Dans leur étude annuelle « Les 50 champions mondiaux de la grande consommation » publiée en juillet 2012, le cabinet OC & C concluait que « L'Afrique subsaharienne est la nouvelle frontière qui gagne en attention ». Démographie, taux de croissance élevé et surtout « un terrain de jeu encore relativement vierge en comparaison avec les Brics ». Il existe encore peu de leaders locaux dans ces secteurs de consommation, à l'exception du sud-africain Tiger Brands. Autant d'atouts pour les grandes sociétés de consommation qui réalisent et projettent des investissements. Les pays les plus en vue sont l'Afrique du Sud, l'Angola et le Nigeria. Nestlé a prévu d'investir 1,4 milliard de francs suisse (1,1 milliard d'euros) d'ici à 2015, SAB Miller et Heneiken, y réalisent déjà entre 11 et 15 % de leur chiffre d'affaires et poursuivent leur investissement. Fait remarquable en 2012, l'entrée du numéro un mondial de la distribution, l'américain Walmart, en prenant une participation majoritaire dans le sud-africain Massmart, numéro trois en Afrique.

Les incontournables infrastructures

Enfin, et c'est à la fois une contrainte et une opportunité, l'Afrique manque cruellement d'infrastructures au sens large : transports (routes, aéroports, ferroviaire), énergie (notamment la production électrique), distribution de l'eau. Autant de secteurs à fortes opportunités car les financements dans ces secteurs sont à nouveau en augmentation. « L'investissement dans des projets clés à l'échelle du continent s'est considérablement accéléré au cours des dernières années. En 2010, il est estimé à 85 milliards de dollars, soit proche du niveau des 90 milliards de dollars nécessaires pour combler le déficit », souligne Ernst & Young.



Au service de l'Afrique qui avance



L'Afrique est riche. Riche de sa jeunesse et de son énergie. Riche de son ambition et de sa créativité. Nous croyons en cette richesse. Nous croyons en une Afrique entreprenante où l'initiative et l'innovation sont encouragées. Nous croyons en une Afrique solidaire où le dialogue et le partage d'expérience sont une source d'enrichissement mutuel. Nous croyons en une Afrique compétitive qui prenne la place qui lui revient dans le monde et dans l'avenir.
Groupe Attijariwafa bank. Au service de l'Afrique qui avance.



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank

Perception et coût du risque toujours élevés

Les crises politiques et sociales de ces deux dernières années posent des défis aux dirigeants d'autant plus grands que la croissance non redistribuée est forte. Ce qui explique un regain d'inquiétudes sur certains risques africains. Analyse.

Que ce soit les « soubresauts d'un continent neuf », selon Jean Heinrich, président de Geos, société de management du risque, ou les manifestations de l'émergence d'une « nouvelle Afrique » mettant « en mouvement les plaques tectoniques » comme le qualifie Jacques Hogard, patron d'Epee, spécialisée en

intelligence stratégique, l'Afrique présente à maints égards des risques politiques et sociaux indéniables. Ils auraient « considérablement augmenté » depuis un an, note ce dernier. Ce qui, toutefois, ne signifie pas que les opportunités que recèle le continent ne contrebalancent pas la prise de risques qui, estime Jean

Heinrich, sont « gérables ». Dans son *Africa Outlook* daté d'août-septembre, Standard & Poor's (S & P's) souligne : « Bien que l'Afrique demeure en 2011 parmi les régions du monde à la croissance la plus forte, les risques apparaissent plus importants en 2012-2013 ».

De quels risques politiques parlent tous ces spécialistes ?

Le coup dur de la montée de l'islamisme radical et des groupes mafieux

Sans aucun doute, de la progression d'un certain islamisme radical, qui avancerait de façon tentaculaire sur l'ensemble du continent et pas seulement en Afrique du Nord. La mort de Mouammar Kadhafi, le 20 octobre 2011, a entraîné non seulement la débandade de forces armées à sa botte mais aussi l'arrêt brutal de nombreux projets et financements à travers l'Afrique, notamment dans les pays sahéliers. « Sa chute a beaucoup déstabilisé la région et a donné un regain de santé fantastique à un certain nombre de forces islamistes anti-occidentales, en permettant la naissance de "l'émirat de Tombouctou" et en établissant une connexion entre Aqmi, les groupes plus ou moins inspirés par l'Algérie comme le Mujao, Boko Haram au Nigeria et les shebabs de Somalie » analyse Jacques Hogard.

Des groupes qui s'appuient avant tout sur une activité économique mafieuse et qui se financeraient de façon croissante par les prises d'otages, selon David Cohen, sous secrétaire au Trésor américain en charge du terrorisme et de l'intelligence financière. Ces organisations auraient perçu quelque 120 millions de dollars en rançons cette dernière décennie, le montant de chaque rançon augmentant au fil des ans et s'établissant aujourd'hui en



Jacques Hogard, patron d'Epee, spécialisée en intelligence stratégique.

moyenne à 5 millions de dollars. Si ces groupes ne sont pas nombreux, relativise Jean Heinrich, ils savent faire parler d'eux en engageant des actions spectaculaires. Ailleurs en Afrique, le Kenya se trouve, contre toute attente, fragilisé par les mouvements de Somalie, tandis que le Soudan demeure un point géographique « chaud ». Quant aux deux géants d'Afrique sub-saharienne, la RD Congo et le Nigeria, ils ont toujours des pieds d'argile. Le premier a des difficultés à contrôler son immense territoire national avec, notamment, le gouverneur du Katanga qui demeure un électron libre. De son côté, le Nigeria, connaîtrait un essoufflement de son modèle fédéral, une poussée musulmane au Nord, les pogroms anti-chrétiens et « l'incapacité

du gouvernement central à faire face réellement à l'immensité des problèmes ». Même si, Pascal Boniface, directeur de l'Iris, tient à souligner que les élections se sont « mieux passées qu'autrefois ».

Un tissu social dynamique mais fragile

Le choc des « plaques tectoniques » se manifeste aussi au sein des sociétés africaines. La classe moyenne, essentiellement urbaine, très mondialisée, est prompt à revendiquer une bonne gouvernance et la moralisation des élites au pouvoir. Or, la croissance économique forte, essentiellement basée sur la hausse des matières premières, elle-même tirée en grande partie par la Chine, reste très fragile : le recentrage de la politique économique chinoise sur son marché intérieur aura un impact majeur sur les matières premières, ce qui affectera l'Afrique, estime Jean-Michel Six, économiste en chef de S & P's. Selon l'OCDE, 1 point de croissance chinoise en crée 0,3 %, dans des pays à faible revenu comme la RD Congo, le Ghana, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Rwanda, le Sénégal, le Togo ou encore l'Ouganda et jusqu'à 0,4 % pour ceux à revenu intermédiaire comme l'Angola, le Cameroun, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Soudan ou encore l'Afrique du Sud... Encore trop dépendants de leurs matières premières, nombre de pays sont ainsi à

Pour l'entreprise?

BGFIBank évidemment.



La gestion d'une entreprise, le développement des PME/PMI et le fonctionnement des institutions induisent des besoins spécifiques et requièrent une attention particulière. BGFIBank vous écoute, vous accompagne dans tous vos projets et vous facilite les opérations bancaires partout dans le monde.

www.bgfi.com



BGFIBank
Votre partenaire pour l'avenir

LA PERCEPTION DES RISQUES AFRICAINS

la merci de retournements conjoncturels. Mais le plus problématique est ailleurs. Entre cette classe moyenne émergente, et une population qui reste dans sa grande majorité très pauvre, le décalage devient abyssal. Et si la croissance économique venait à s'essouffler avant que les masses plus modestes ou pauvres n'aient commencé à ressentir ses bienfaits, la situation sociale deviendrait vite explosive. L'importance du mouvement de grève dans le secteur minier en Afrique du Sud, courant octobre, en témoigne. Soraya Oulad Benchiba, de l'Institut Amadeus, rappelle les prévisions d'UN-Habitat : en 2050, l'Afrique devrait compter 2 milliards d'habitants, dont 1,23 milliard de citadins, soit 60 % contre 15 % au début des années soixante. Kinshasa devrait franchir les 10 millions d'habitants en 2015 ; Dakar en compte 5 millions sur une population totale de 15 millions !

« L'effet collatéral le plus prononcé de la croissance urbaine est la montée flagrante de la pauvreté absolue et relative, autrefois propre aux milieux ruraux. La pauvreté est moins la conséquence directe de l'urbanisation que le résultat de lacunes de la planification urbaine » en terme d'assainissement, de traitement des déchets, de transports, etc. souligne la chercheuse dans le *Rapport MEDays 2011*.

Les entreprises françaises ont des atouts dans ce contexte

Ces risques perçus ou encourus sont-ils autant de clignotants rouges pour les investisseurs ? « Je perçois moins le risque que les opportunités à exploiter », note Jean Heinrich qui tient à souligner, s'agissant des entreprises françaises, leur « extraordinaire frilosité à prendre des risques. La grande différence entre les

investisseurs français et allemands par exemple, c'est que ces derniers y vont et ne se posent pas trop de questions ». Sans sombrer dans des considérations type « francafrique », les entreprises françaises en Afrique francophone ne sont, sans doute, pas regardées par les Africains de la même façon qu'un investisseur chinois, brésilien ou indien. En d'autres termes, note Jacques Hogard, « la France est plus visible en Afrique (francophone) que ne l'est le Brésil ou autre ». Ce qui ne signifie en aucun cas, précise-t-il, que les entreprises françaises aient un risque objectif en Afrique parce qu'elles sont françaises. En revanche, en raison de cette visibilité, elles y ont un « vrai rôle » à jouer. Un de ces rôles peut, d'ailleurs, prendre la forme d'une politique de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) plus systématique et structurée (voir pages suivantes).



Entretien avec Pascal Boniface, Institut de relations internationales et stratégiques (Iris)

Plus de stabilité politique mais plus de revendications sociales

ces derniers mois ?

LE MOCI. Comment les défis politiques en Afrique ont-ils évolué

Pascal Boniface. Les défis auxquels fait face le continent africain sont notamment, mais pas seulement, sur le plan politique. La crise ivoirienne, par exemple, sans être tout à fait résolue, a quand même eu à deux reprises une porte de sortie légale, honorable. De même, au Sénégal, alors qu'on avait craint des élections contestées et contestables, le verdict des urnes a été sans appel et a débouché sur une alternance au pouvoir. De nombreuses autres élections ont eu lieu dans tout le continent, ce qui fait que les États les plus délicats sont tout de même moins nombreux. Plus encore, lorsqu'on regarde la tendance, les scrutins contestés ont été moins contestables qu'auparavant comme, par exemple, en RDC, en Angola ou encore au Nigeria. Mais il y a des inquiétudes avec le Zimbabwe et le Mali.

LE MOCI. Ces défis politiques ont-ils changé de nature ?

P. B. En fait, on est dans une autre phase. S'il y a encore des interférences extérieures, elles sont moins nombreuses, moins acceptées et plus compliquées qu'auparavant. Donc il y a tout de même une large reprise en main de leur destin par les Africains eux-mêmes. Ce qui est un signe positif et, peut-être, l'effet secondaire d'une croissance économique globale. Le fait aussi que de nombreux

pays courtisent l'Afrique rend, d'un certain côté, les pays africains collectivement plus forts.

LE MOCI. Avec la croissance économique, le défi social est-il plus important ?

P. B. L'Afrique vit au rythme mondial. Ce qu'on a appelé le « printemps arabe » a des effets comparables dans tous les pays du continent. Par le développement des moyens d'information, les réseaux sociaux, etc. les citoyens sont de plus en plus conscients, informés. Des situations qui étaient méconnues et sur lesquelles on pensait ne rien pouvoir faire, aujourd'hui, sont contestées. Donc je ne pense pas qu'il y ait plus d'inégalités mais ces inégalités sont moins acceptées et plus contestées qu'auparavant.

LE MOCI. Comment voyez-vous l'évolution de ces risques, politiques et sociaux ?

P. B. Il y aura, je pense, une stabilisation politique et une plus grande revendication sociale. De plus en plus, en terme tendanciel, les urnes seront les arbitres du pouvoir plus que les armes en Afrique. On a plus d'élections qu'avant, plus d'alternances permises par les jeunes. Ce qui n'empêche pas que du fait d'un accès grandissant à l'information, les inégalités seront de moins en moins acceptées et qu'il y aura une contestation sociale de plus en plus forte.

Propos recueillis par Bénédicte Châtel et Anne-Guillaume Gentil



Quelle que soit votre transaction commerciale à l'international

Le Groupe Bureau Veritas, 58 000 collaborateurs dans 14 pays, vous propose une gamme étendue de services spécialisés, notamment dans le domaine de la facilitation du commerce. Certaines marchandises exportées doivent être soumises à une inspection avant expédition ou à un contrôle de conformité aux normes, selon des réglementations édictées par les Gouvernements des pays importateurs. Pour en connaître les modalités, nous vous invitons à nous contacter.

Reconnu pour ses solutions conciliant facilitation et sécurisation du commerce, le Groupe Bureau Veritas et sa filiale BIVAC vous assurent un service adapté à vos marchés exports.

Découvrez Verigates, un portail interactif sécurisé à la disposition de la communauté du commerce international (24/7) : il vous permet de déposer une demande de certificat, de consulter l'état d'avancement de vos dossiers d'inspection en temps réel et de bénéficier de nombreuses fonctions pour vous aider au quotidien.

<http://verigates.bureauveritas.com>

Bureau Veritas

Services aux Gouvernements & Commerce International

67/71 Boulevard du Château

92200 Neuilly-sur-Seine - France

Tél. : +33 1 55 24 77 72

gsit@bureauveritas.com

www.bureauveritas.com/gsit



**BUREAU
VERITAS**

Move Forward with Confidence*

Les entreprises françaises en quête d'une nouvelle stratégie africaine

Face à un continent en pleine mutation, les entreprises françaises, notamment les grands noms de l'industrie et des services, donnent l'impression d'être en repli, perdant des parts de marché. CFAO ne vient-il pas de passer sous pavillon japonais faute d'une solution française ? Alors, frilosité face à un risque toujours perçu comme élevé ou méconnaissance des nouvelles réalités africaines ? Enquête.

« L'Afrique ne doit pas être considérée comme un terrain particulier » affirme Jean-Marc Brault de Bourneville, président de la commission Afrique des Conseillers du commerce extérieur de la France (CCEF). En écho, Michèle Lamarche et Julien Riant, de Lazard Afrique, constatent que « l'Afrique n'est désormais plus un continent à part pour lequel seule une gamme très particulière de services peut être envisagée ».

Les entreprises françaises n'ont pas abandonné l'Afrique, celles qui sont déjà présentes sont vraiment mobilisées, mais « il y a davantage d'acteurs sur le terrain et donc la part relative des opérateurs et investisseurs français se réduit » souligne Benoît Coquelet, directeur général délégué de la Somdiaa. « Il n'y a pas d'ailleurs, à proprement parlé, d'érosion. Il y a plutôt une dilution dans un marché en forte expansion » estime Alain Taïeb, président de Mobilitas.

Pour lui, la bonne question est de se demander pourquoi n'y a-t-il pas assez d'entreprises françaises qui investissent en Afrique ? « Je pense que malheureusement beaucoup voient l'Afrique à travers un prisme passéiste qui ne tient pas compte de l'immense révolution économique, sociologique et politique que connaît en ce moment le continent ».

Des concurrents soutenus par leurs États d'origine

Ces gisements de croissance ont été globalement mieux perçus par d'autres puissances économiques et pays émergents. De nouveaux acteurs qui sont dans « une stratégie de conquête », « plus agressifs et plus libres », un peu comme les entreprises françaises le sont sur de nouveaux marchés, souligne Jean-Marc Brault de Bourneville, qui estime que le poids du passé peut être un peu

Aujourd'hui, l'Afrique compte 200 millions d'habitants âgés de 15 à 24 ans.

pénalisant. En outre, se pose la question de cette nouvelle concurrence des entreprises des pays émergents, souvent publiques, semi-publiques ou soutenues par leur État et dont la perception du risque est différente. Pour Lazard Afrique, « par rapport aux entreprises des pays émergents, les entreprises françaises, notamment les plus grandes, subissent des contraintes liées à leur structure d'actionariat et à leur management qui les différencient très clairement des grands conglomérats asiatiques ou des grands opérateurs sud-américains qui inscrivent souvent leur stratégie dans le long terme, avec un soutien très fort de leur État d'origine et de ses institutions financières (China Development Bank, India Eximbank, etc). Ces différences de stratégie impliquent une sensibilité plus grande aux risques de la part des entreprises françaises et européennes. En outre, la crise européenne réduit les marges de manœuvre financière de nos entreprises face aux concurrents émergents qui ne manquent souvent pas de liquidités ».

La notion de risque se perçoit selon de nombreux critères. Pour Benoît Coquelet, dont la Somdiaa va investir plus de 300 millions d'euros sur les cinq prochaines années pour accroître la production de sucre de ces cinq filiales, la question qui se pose est plutôt de savoir si le risque de ne pas faire n'est pas supérieur au risque de faire ? Sans omettre le risque politique, présent sur certains périmètres, l'une des principales préoccupations de Yannick Morillon, directeur gé-

ral d'Advens et président de Géocoton, est le risque climatique, ce qui exige des évolutions de leurs fabrications en partenariat avec des centres de recherche. « Par ailleurs, nous devons également faire face au vieillissement de la population en zone rurale, la jeune génération aspire à une vie plus urbaine. Le sujet est d'autant plus capital lorsqu'on considère qu'aujourd'hui l'Afrique compte 200 millions d'habitants âgés de 15 à 24 ans. Il faut donc les convaincre que l'agriculture peut être une source de revenus intéressante et durable ».

Les paradoxes de la présence économique française peuvent se résumer à deux constats, selon Alain Taïeb. D'une part, beaucoup d'acteurs ne s'aventurent pas en Afrique et, d'autre part, les entreprises déjà présentes ne dupliquent pas leur activité sur d'autres pays. « Interrogez-vous sur le nombre d'entreprises françaises qui ont des filiales en Afrique et le nombre de pays dans lesquels elles se trouvent ? Combien de sociétés françaises couvrent le continent ? Je pense que les doigts d'une main suffiraient largement à répondre », avance le président de Mobilitas. Transposer leur modèle de réussite aux 54 pays du continent serait une solution. À la tête du tout nouveau Comité d'échanges Afrique France, Alain Taïeb, va s'atteler à ne « plus accepter ni érosion ni dilution des positions économiques françaises en Afrique, mais au contraire faire en sorte que le succès du continent africain et des entreprises françaises qui s'y développent soit histo-



LES CLÉS DE LA RÉUSSITE POUR VOTRE ENTREPRISE.

#1 : Faites valoir l'esprit d'équipe

LE PROGRAMME **BLUEBIZ**

Découvrez BlueBiz, le programme de fidélité gratuit et généreux, proposé aux entreprises* par AIR FRANCE, KLM et leurs partenaires ALITALIA et DELTA. Quand vos collaborateurs voyagent, votre entreprise cumule des Blue Credits que vous pourrez convertir en billets d'avion et gérer en ligne, dans un espace personnalisé. Avec l'option Carte Corporate Air France-American Express, votre entreprise profite d'un bonus annuel exclusif de Blue Credits. En parallèle, vos collaborateurs continuent de bénéficier des avantages du programme Flying Blue.

100 BLUE CRÉDITS OFFERTS POUR L'ADHÉSION DE VOTRE ENTREPRISE AVEC LE CODE MCI12.

*Qui ne bénéficient pas déjà d'un accord commercial avec AIR FRANCE et KLM.
Renseignez-vous sur www.airfrance.fr, au 36 54 (0,34 € TTC/min à partir d'un poste fixe), sur afklm-newsaffaires.fr ou dans votre agence de voyages.

BlueBiz est un programme des compagnies     

Comment les assureurs-crédits pèsent sur la perception du risque ?

Peu de pays d'Afrique trouvent grâce auprès des assureurs-crédits, malgré leurs bonnes performances économiques. Alors qu'ils influent sur la perception du risque pays par les entreprises et leurs banques, comprendre leurs arguments est important. Explication à travers le cas Coface.

Sur les 42 pays africains notés par Coface, troisième assureur-crédit mondial, d'origine française, aucun pays ne figure dans la catégorie des « meilleurs risques », soit les notes A1 et A2 et seuls sept sont dans les catégories suivantes, A3 et A4. Les trois pays notés A3 sont l'Afrique du Sud, Maurice et la Namibie, les quatre pays en A4 sont l'Algérie, le Botswana, le Maroc et la Tunisie. La majorité des pays africains ont des notes de risque pays élevé ou très élevé. L'évaluation pour l'environnement des affaires est sensiblement la même, et bien souvent avec un niveau d'évaluation en dessous du risque pays. Et ce classement a peu évolué ces dernières années, alors que l'environnement économique s'est plutôt amélioré. Les assureurs-crédits – Coface n'est pas une

exception, ses homologues Euler Hermes ou Atradius, qui se partagent une grosse partie du marché européen, ayant des évaluations assez proches des risques pays africains – qui assurent les entreprises et les banques contre les risques de non paiement dans le cadre de transactions BtoB, influent sur la perception des risques financiers qu'ont leurs clients – entreprises et banquiers – et donc l'évaluation des coûts de ces risques. D'où l'intérêt de connaître les ressorts de leur approche.

Un environnement des affaires qui tire les notes vers le bas

Chez Coface, prise ici comme un exemple, cette approche aboutit à pointer de nombreuses fragilités dans les situations

africaines. Ainsi, si le continent est hétérogène, globalement des fragilités persistent en termes de risque souverain, de risque social. Suivant les pays, l'assureur-crédit observe une dépendance aux matières premières, une faible diversification économique, des déséquilibres structurels, la pauvreté de la population, l'insécurité. Très fréquemment, l'environnement des affaires, instable et peu transparent, tire la notation vers le bas. Exemple : le Nigeria, la deuxième plus grande économie du continent, est classé tant pour le risque pays que pour l'environnement des affaires en risque D, le pire. Pourtant, Coface souligne le maintien d'une croissance et d'une situation financière soutenues en 2012, un risque d'endettement faible et une réforme du système bancaire

Les risques politiques sont toujours appréciables pour Ducroire

« Après une décennie de guerres civiles et de coups d'État en Afrique sub-saharienne, les risques inhérents à la situation politique sont toujours appréciables, malgré le renforcement de la gestion publique, souligne l'assureur crédit belge Ducroire, pourtant très actif sur l'Afrique et réputé parfois plus ouvert que ses grands concurrents européens. Depuis peu, le risque politique est généralement lié au terrorisme et à la violence politique qui entourent souvent les périodes électorales comme ce fut le cas en Côte d'Ivoire, au Congo, au Togo et en Guinée. En 2012, il y a eu à la fois des succès et des échecs : le Mali et la Guinée-Bissau ont connu un coup d'État militaire alors que le Sénégal et le Malawi sont passés par un processus de transition politique pacifique. Le maintien de la stabilité après le décès du dirigeant éthiopien Meles Zenawi et les élections au Kenya auront également une influence sur les pays limitrophes ».

Tant pour le risque politique que le risque commercial, la majeure partie des pays africains se situent, comme pour Coface, dans la catégorie des risques élevés.

Au niveau du risque politique, les pays africains bénéficiant de la meilleure appréciation sont le Botswana (catégorie de

risque 1) d'une part, et le Maroc, le Sénégal, le Gabon et la Namibie (risque 2) d'autre part. En 2012, l'Égypte, l'Éthiopie, la Guinée-Bissau, le Lesotho, le Mali, le Nigeria et le Rwanda ont vu leur catégorie de risque se dégrader alors que l'Algérie, la Côte d'Ivoire, Djibouti et le Kenya ont connu une évolution inverse. Certains pays, comme le Soudan, l'Erythrée la Somalie, le Zimbabwe, ayant un risque 7, ne sont pas couverts par des opérations de crédit.

Quant au risque commercial systémique, qui influence la capacité de paiement des débiteurs*, on constate que 80 % des pays africains se retrouvent dans la plus mauvaise catégorie.

« Ce classement s'explique notamment par le climat commercial qui est l'un des plus problématiques du monde principalement en raison de la corruption et de la faiblesse institutionnelle », indique Ducroire.

* Ducroire note le risque politique selon une échelle de 1 à 7, du meilleur au pire. Il note par ailleurs le risque commercial c'est à dire le risque client lui-même, soit la capacité des entreprises d'un pays à payer leurs créances commerciales - selon trois catégories, A à C, du meilleur au pire.

en cours d'achèvement. Mais ces facteurs positifs sont entravés par la dégradation de l'environnement des affaires et la corruption.

Outre, la corruption et la faiblesse de la réglementation, l'information financière est peu ou pas disponible, notamment en raison du secteur informel, et quand elle existe, elle n'est pas fiable. « L'absence d'éléments financiers est une difficulté pour arbitrer sur l'Afrique. Mais il faut relativiser dans la mesure où Coface a une présence sur place avec une collecte d'informations, ce qui nous permet de contourner l'absence d'obligation de publication des comptes pour les entreprises locales », indique Olivier Foulonneau, Risk underwriting manager à la Coface.

Vu du côté de l'affacturage, qui consiste à offrir aux exportateurs des garanties sur leurs créances commerciales et la possibilité de les financer, les risques en Afrique ont relativement peu évolué ou ont varié en fonction des vicissitudes des pays. En dehors des situations de crise politique caractérisée, comme le Mali ou le Prin-

temps arabe, Olivier Foulonneau remarque que depuis une dizaine d'années, les encours sur l'Afrique sont stables, alors qu'ils ont cru plus rapidement en Asie, au Moyen-Orient ou en Amérique latine. « Il y a un intérêt peut-être moindre des exportateurs français à travailler sur ces pays, constate-t-il. Nous avons des assurés qui travaillent de longue date avec l'Afrique et qui y réalisent une part importante de leur chiffre d'affaires, mais il y a relativement peu de prospection sauf cas précis où il peut y avoir un développement très important lié à une découverte de pétrole, à l'ouverture d'une mine » C'est le cas du Ghana récemment mais aussi, dans les années 2000, lorsqu'une partie des entreprises françaises, quittant la Côte d'Ivoire, s'est redéployée dans ce pays.

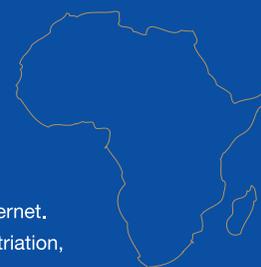
En termes d'encours, les pays les plus importants pour Coface sont aujourd'hui le Maroc, l'Afrique du Sud, l'Algérie. Ils sont suivis de la Tunisie, le Cameroun, le Sénégal, le Gabon, le Kenya, l'Île Maurice et le Ghana. Jusqu'en 2009, l'Algérie se situait à la première place avec une progression

continue des encours depuis le début des années 2000. Mais une loi de Finances de 2009 obligeant les sociétés algériennes à avoir recours au crédit documentaire pour payer les produits importés – mesure prise dans le cadre d'une volonté du gouvernement de réduire les importations – a fait chuter l'activité. « Il existe un certain découragement des sociétés françaises à travailler avec un pays dont la réglementation est mouvante et change peut-être trop souvent et de manière brutale » observe Olivier Foulonneau.

Un indicateur clé du risque pays du point de vue des assureurs-crédits est également à prendre en compte : la sinistralité, c'est-à-dire le taux de sinistres par rapport aux primes d'assurance-crédit encaissées. Le fait est que celui-ci est un peu plus élevé que sur les autres continents, mais surtout, les délais de paiement sont relativement longs en Afrique, oscillant entre 90 et 180 jours. A comparer à la moyenne européenne, plutôt proche des 30 jours. Des délais qui affectent la trésorerie des sociétés exportatrices.

LE SPÉCIALISTE DU RECRUTEMENT DE CADRES ET DE DIRIGEANTS SUR L'AFRIQUE

- Plus de 1 000 recrutements réalisés dans 38 pays Africains au cours des 5 dernières années.
- 48 consultants spécialisés sur l'Afrique combinant la double expertise métier/marché.
- Une approche combinant plusieurs méthodes de recherche : fichier, approche directe, annonces presse et internet.
- PageGroup : plus de 35 ans d'expérience du recrutement à l'international (164 bureaux - 34 pays) pour l'expatriation, le détachement, le recrutement local et l'intérim management.



Contact : Paul Mercier
Téléphone : +33(0)1 41 92 44 88

Pour vos recrutements : relationsclients@michaelpage.fr
Pour votre évolution de carrière : afrique@michaelpage.fr

Paris ♦ Londres ♦ Johannesburg ♦ Le Cap ♦ Casablanca ♦ Alger ♦ Le Caire ♦ Tunis



Vues des autres pays émergents, des opportunités qui en valent la peine...

Les risques et les obstacles à l'investissement sont les mêmes pour toutes les entreprises. Alors pourquoi les opérateurs des pays émergents osent l'Afrique là où les Européens, particulièrement les Français, restent à la traîne ?

Inutile de regarder dans une boule de cristal pour tenter de percevoir ce que les autres – Chinois, Indiens, Brésiliens, Arabes, mais aussi Turcs, etc. – voient dans l'Afrique et qui nous aurait échappé, nous, Français, vieux routards du continent, et qui expliquerait leur actuel engouement, malgré les risques, et notre relative frilosité. « La question n'est pas tant la perception du risque que la volonté d'aller de l'avant », souligne Jean Heinrich, président de Géos. Car le risque africain est, peu ou prou, le même pour tous.

Cette volonté « d'aller de l'avant » et donc d'investir en Afrique est bien souvent animée par des considérations économiques mais aussi politiques voire stratégiques (comme l'appui à la réforme du Conseil de sécurité à l'ONU) qui ne sont pas celles de l'Europe, plus particulièrement de la France. Sans oublier la nécessité pour les pays émergents à la croissance dynamique de se tourner vers la dernière région du monde à potentiel. « Le Brésil est maintenant la sixième puissance économique mondiale et nous avons de nouvelles responsabilités dans ce monde globalisé », a dit il y a peu l'ancien président brésilien Luiz Inacio Lula

da Silva, cité par le Financial Times (FT). L'Afrique ne se résume pas à ce vaste gisement de matières premières à exporter, mais est aussi une région où investir. Même la stratégie de la Chine – qu'on targue encore volontiers d'exploiteur, à bon compte, de matières premières africaines – évolue vite, souvent plus vite que la perception qu'on en a.

Si les investissements des entreprises des pays émergents ne sont pas toujours à la hauteur des discours de leurs politiciens devenus très volontaristes à l'égard de l'Afrique, il n'en demeure pas moins qu'ils se développent très rapidement, signe d'une perception autre de l'Afrique. Voici un bref panorama.

Le pari chinois sur l'Afrique

En juillet dernier, lors de la 5^e conférence ministérielle du Forum de coopération Chine-Afrique, la Chine a annoncé doubler ses crédits à l'Afrique et consacrer 20 milliards de dollars aux projets d'infrastructures, d'agriculture et d'industrie manufacturière. Son pari sur le continent se confirme donc. Évidemment, il est très difficile d'évoquer la perception du risque en matière d'investissements chinois en

Afrique, étant donné que « la Chine opère sous forme de "package deals", sorte de contrats de troc négociés d'État à État combinant investissements publics, semi-publics et privés, aides directes et dons, prêts concessionnels ou non, appuis techniques ou financiers, soutien aux entreprises chinoises et africaines, voire coopération de type militaire ou culturel », note Laurent Delcourt, chercheur au Centre tricontinental (Cetri) à Louvain.

Si « 70 % des exportations de l'Afrique vers la Chine sont dominées par les matières premières et proviennent de pays riches en ressources minières tels que l'Angola, l'Afrique du Sud, le Soudan et la RDC, il convient néanmoins de noter que grâce aux investissements dans les projets d'infrastructure et à la création de zones économiques spéciales, la Chine apporte son soutien à l'industrialisation et la diversification économique dans de nombreux pays africains », souligne de son côté Mthuli Ncube, chef économiste de la BAD, à notre confrère Les Afriques. Et ce dernier de poursuivre : « La stratégie de la Chine d'investir dans le secteur de l'énergie et dans de grands projets d'infrastructure, sa politique étrangère de non-ingérence dans les affaires des gou-

Les freins aux investissements brésiliens

Dans le dernier classement des multinationales brésiliennes établi par la Fondation Dom Cabral (FDC), le continent africain se place en cinquième position après l'Amérique du Sud, l'Europe, l'Asie et l'Amérique du Nord. Il est troisième en termes de croissance des investissements directs brésiliens, que ce soit dans le BTP, les infrastructures, les mines ou les NTIC, notamment, en vue de satisfaire la demande des filiales d'entreprises brésiliennes installées sur le continent.

Mais selon le Centre d'études d'intégration et de développement (Centro de Estudos de Integração e Desenvolvimento, Cindes), l'environnement institutionnel serait un frein important à l'expansion de l'investissement : les règles d'implanta-

tion manquent de clarté, les entreprises n'ont, bien souvent, pas la liberté d'établir des consortiums, sans oublier le risque d'instabilité politique. La faible qualification de la main-d'œuvre et l'approvisionnement insuffisant en électricité affectent la qualité et augmentent les coûts de production, note l'étude. Le manque de routes ou de voies terrestres freine les échanges commerciaux entre pays africains, d'où la nécessité d'établir des connexions coûteuses en vue de livrer leurs produits dans d'autres pays africains relativement proches. La cote de risque établie par les agences brésiliennes de financement et d'assurance crédit est élevée.

Rosenite Alves de Oliveira

vernements africains et sa pratique qui consiste à traiter les affaires d'abord (les risques politiques et les préoccupations de financement étant relégués au plan secondaire) quitte à faire face à la critique internationale (les entreprises chinoises étant prêtes à payer des pots de vin), lui ont permis de poser ses jalons en Afrique et de mieux s'adapter à certaines contraintes locales (notamment les problématiques liées à la bonne gouvernance et à l'environnement des affaires). »

L'India-Africa Business Council sur les rails

L'Inde est aujourd'hui le deuxième partenaire commercial de l'Afrique, derrière la Chine. Leurs échanges ont été multipliés par 20 depuis 2001, atteignant 60 milliards de dollars en 2011 (contre 126,9 milliards de dollars pour la Chine en projets miniers et d'infrastructures) avec pour objectif 90 milliards de dollars en 2015. Toutefois, les investissements indiens en Afrique ne représentent que 9 % des investissements directs indiens à l'étranger, mais un coup d'accélérateur pourrait bien intervenir.

A l'instar de la Chine ou du Brésil, l'Inde ne se mêle pas de questions souveraines africaines. Elle entend développer des partenariats avec un effort majeur sur la formation et le développement de liens inter-africains. A noter que l'usage en commun de l'anglais, particulièrement dans les pays anglophones, joue en faveur de l'Inde par rapport à la Chine.

Signe de ce rapprochement, en juillet dernier, a été lancé l'India-Africa Business Council (IABC) co-présidé par Sunil

Bharti Mittal, patron de l'important groupe Bharti, et, côté africain, par Alhaji Aliko Dangote, président du groupe nigérian éponyme. Objectifs : le développement des investissements dans quasiment tous les secteurs, de l'agriculture, aux produits pharmaceutiques en passant par les mines et la bijouterie.

Mais les difficultés liées à l'Afrique sont bien présentes à l'esprit des chefs d'entreprises indiens. Interrogé en janvier 2012 par le quotidien indien *Business Today* sur les opérations télécoms d'Airtel en Afrique, Sunil Bharti faisait notamment remarquer que tout est plus cher en Afrique en raison du manque d'infrastructures, du manque de production locale, des salaires plus élevés qu'en Inde. « Vous prenez n'importe quoi, c'est plus cher. On ne s'y attendait pas », confiait-il à notre confrère.

Le Brésil entend tenir son rang

Le président Lula da Silva avait fait de l'Afrique un de ses axes stratégiques de politique étrangère afin d'asseoir son pays comme puissance mondiale et courtiser le continent comme le font d'autres pays émergents, souligne le chercheur Thomas Cooper Patriota (1). Huit années au pouvoir, 12 voyages en Afrique et 21 pays visités ; le nombre d'ambassades brésiliennes est passé de 17 en 2002 à 37 actuellement. Une politique de rapprochement qui a été poursuivie en 2011 par son successeur, Dilma Rousseff. Signe de l'ouverture, le lancement début 2012 par la banque d'investissement brésilienne BTG Pactual d'un fonds de 1 milliard de dollars consacré uniquement à

l'Afrique et destiné aux infrastructures, à l'énergie et à l'agriculture. « Ce sera le plus gros fonds que le Brésil ait levé pour des investissements hors du Brésil et ce sera aussi le plus important fonds privé dédié exclusivement à l'Afrique », a confié son directeur général Andre Esteves au FT le 3 mai dernier. Ce serait aussi la première opération hors Amérique latine que BTG effectuerait.

La perception du risque africain par les Brésiliens ? Visiblement, la question n'est guère à l'ordre du jour puisque BTG Pactual entend lever ces fonds essentiellement auprès d'investisseurs brésiliens. « Je veux que ceci soit une preuve de l'énorme potentiel que le secteur privé voit et de sa confiance en l'Afrique, témoin de l'immense affinité du Brésil à l'égard de cette importante région du monde », aurait déclaré le multimilliardaire.

Pour sa part, note Thomas Cooper Patriota, « le gouvernement [brésilien] encourage et négocie avec les entreprises (brésiliennes) afin de pousser ces dernières à employer en majorité de la main-d'œuvre locale, à se fournir en biens d'équipement et en services locaux, à réaliser des investissements productifs (par opposition à de simples acquisitions de capital), et il incite à la formation de coentreprises avec des entreprises locales, et à des investissements parallèles dans des secteurs sociaux destinés aux habitants des régions concernées par d'éventuels chantiers. »

(1) Le Brésil, un partenaire de l'Afrique qui s'affirme, *Les études de l'Ifri*, 2011.

25€
+5€
de frais de port

Atlas des risques pays du MOCI

4^{ème} édition

Le MOCI Le membre de **commerce international** **Quatrième édition**

Atlas des risques pays

Juin 2012
 Paiement, sécurité, logistique et douane

Chaque fiche fournit les informations et conseils clés dans 8 domaines : la tendance du risque pays, les meilleures sources pour se renseigner sur la solvabilité des entreprises du pays, les moyens de paiement recommandés, les conditions de paiement le plus pratiquées, les garanties bancaires locales, les solutions en cas de litige, la logistique et les douanes, et enfin le classement « Doing Business » de la Banque mondiale qui mesure pour 183 pays la facilité à y faire des affaires à travers une batterie d'indicateurs. En outre un nouvel indicateur est proposé : l'Indice de perception de la corruption de Transparency International. À l'aide d'enquêtes auprès des milieux de la société civile, Transparency International a établi un indice qui lui permet de classer 181 pays en fonction de la perception du degré de corruption dans le secteur public.

Pour tout renseignement - Tél : +33 1 53 80 74 40 - e.mail : abonnement@lemoci.com

La responsabilité sociétale des entreprises (RSE) : faux semblant ou vraie réponse ?

La responsabilité sociétale des entreprises (RSE), nouveau gadget pour acquérir une bonne conscience ou booster son marketing ? Pas tout à fait. Pour des raisons multiples, certaines entreprises essaient de mieux s'intégrer à leur environnement local car elles estiment que c'est une bonne carte à jouer à long terme. Mais la route est encore longue.

De façon générale, il existe encore « beaucoup d'hétérogénéité » dans l'« intégration par les entreprises de cette fonction sociale qui les concerne », souligne Nicole Notat, ancienne patronne de la CFDT devenue présidente de Vigeo, leader européen de la notation extra-financière des entreprises, mais « la tendance va dans la bonne direction. »

En Afrique, les choses s'accroissent

S'agissant de l'Afrique, « les choses se sont même accélérées » en matière de RSE, note pour sa part le spécialiste Thierry Téné, co-fondateur et directeur de l'Institut Afrique RSE. Et ce pour plusieurs raisons :

- **Tout d'abord, la croissance économique africaine**, qui caracole en moyenne à 6 % ces dernières années, a aiguïté la concurrence non seulement entre les entreprises mais aussi entre les bailleurs de fonds. De ce fait, la RSE est devenue « un outil de compétitivité », souligne l'expert.

- **Deuxièmement, la prise en compte du social et de l'environnemental** est devenue une préoccupation de la classe moyenne émergente africaine qui est estimée à quelque 315 millions de personnes, selon Thierry Téné. Un marché non négligeable d'autant plus que cette frange de la population est dotée d'un pouvoir d'achat et affectionne le consumérisme. « En Afrique, on voit de plus en plus de publicité qui disent : « Nos produits sont bons pour la santé, ils sont écologiques ». C'est très récent. Si les entreprises font passer ce message, cela signifie que les consommateurs sont en attente. Toutefois, une des faiblesses de la politique RSE en Afrique tient à ce que le consommateur n'exerce pas assez fort son pouvoir de sanction : le consommateur africain demeure encore assez tolé-



Thierry Téné, co-fondateur et directeur de l'Institut Afrique RSE.

rant à l'égard d'une entreprise qui pollue, qui maltraite ses salariés, qui met sur le marché un produit à bas coût. Mais, là encore, on observe des mutations. »

- **La troisième raison de l'accélération de ce processus de RSE** est le lien croissant qui est mis en exergue entre une entreprise et son pays d'origine, constate le patron d'A2D Conseil. « Mondialisation oblige, les États savent que si une de leurs entreprises a une image de "non RSE", cela va non seulement impacter l'entreprise mais aussi les autres qui sont originaires de ce pays et ce pays lui-même. Les États font donc pression sur les entreprises pour que, partout où elles se trouvent – et surtout en Afrique parce que la relance économique est au rendez-vous – elles fassent attention à leur politique de RSE. »

Et la RSE n'est pas qu'une affaire d'Occidentaux. Il ne se passe guère de jours en Asie où la RSE n'est pas évoquée. En

Afrique, les valeurs véhiculées par la RSE s'imposent souvent de l'intérieur des entreprises, note Thierry Téné, car les cadres ont souvent été formés ailleurs et ont un degré d'exigence élevé.

En outre, souligne pour sa part Nicole Notat, « il y a de plus en plus d'acteurs dans la société civile qui se font le relais d'un certain nombre de causes sociales ou écologiques et qui sont à même d'interpeller les entreprises et les mettre en mouvement par rapport à ces questions là. Au Maroc », fait-elle remarquer, « l'organisation patronale incite les entreprises – marocaines ou filiales de groupes étrangers – à se comporter de manière responsable à l'égard d'un certain nombre d'objectifs qui ont été traduits en charte. Il est demandé aux entreprises de se faire régulièrement labelliser de manière à authentifier la réalité de leur démarche. C'est une expérience assez inédite. »

Il s'agit d'être « attentive à son écosystème »

Cela dit, qu'est ce que, au juste, la RSE ?

Pour Nicole Notat, la RSE consiste « pour une entreprise d'être attentive à son écosystème, donc à ses salariés, ses

La RSE n'est pas qu'une affaire d'Occidentaux. Il ne se passe guère de jours en Asie où la RSE n'est pas évoquée.



Un réseau
international
d'experts
financiers à
votre service

**Votre réussite est
notre mission**



BICIAB - BICICI - BICIG - BICIGUI - BICIM - BICIS
Depuis des décennies, nous accompagnons des milliers d'entreprises
en Afrique en mettant à leur disposition des solutions
de financement innovantes et notre réseau mondial.

LA SOLUTION DES ENTREPRISES

fournisseurs, ses clients, ses territoires dans lesquels elle est implantée, sa capacité à prévenir les gros enjeux écologiques. »

Son écosystème... En d'autres termes, il faut bien se garder de légiférer en la matière, conviennent les deux spécialistes. « Je crois qu'il faut que le législateur se garde d'écrire à la place des entreprises le mode d'emploi de ce que couvre pour chacune d'elles sa responsabilité sociétale », souligne la patronne de Vigeo. « Car on voit bien que selon le domaine dans lequel on agit, selon le territoire sur lequel on est, si les principes et les objectifs sont les mêmes, évidemment, certains sujets sont beaucoup plus sensibles que d'autres. » « Il faut définir la RSE dans un contexte africain, ce qui aboutit à agir sur des choses "simples" », précise de son côté Thierry Téné. Respecter la loi en déclarant tous ses salariés, en élaborant des contrats de travail, en respectant le salaire minimum, en payant ses impôts, etc., peut être un début de RSE. Et payer ses impôts dans une logique de RSE implique de ne pas tenter de recourir à tous les artifices – même légaux – pour en payer moins. Au-delà, « l'environnement » de l'entreprise va jusqu'à la distribution finale au consommateur du produit. Et Thierry Téné de souligner sur ce point l'importance cruciale d'articuler le formel et l'informel (72 % des emplois en Afrique selon le Bureau international du travail) dans le cadre d'une politique de RSE digne de ce nom. « Le petit marchand qui vend à la sauvette, sans avoir de sécurité sociale, de contrat de travail, etc. favorise le business d'une entreprise qui est dans le formel en vendant ses produits. Il est un maillon de la chaîne de l'entreprise. C'est vrai aussi du secteur des télécoms : ceux qui détiennent aujourd'hui la force de frappe des industries de télécoms, ce sont tous ceux qui vendent à la sauvette des recharges dans les quartiers les plus peuplés en Afrique ! Or, eux n'apparaissent nulle part dans les rapports RSE des grandes industries et multinationales. Il faut donc les réintégrer car si ces entreprises disent qu'elles font de la RSE, il faut regarder toute la chaîne de valeur, jusqu'au petit détaillant. »

En outre, intégrer ce secteur informel dans le formel contribuerait à stabiliser



Vigeo

la scène africaine, voire à stabiliser l'environnement immédiat de l'entreprise et donc la sécuriser. Ce dont convient Jacques Hoggard, président d'Epée, société de conseil en intelligence stratégique : « La RSE fait partie d'une bonne politique de sécurité au sens large puisque l'entreprise est amenée à s'intéresser de manière ouverte à l'environnement local et à la manière dont elle peut participer à son amélioration et à son développement. »

Et Thierry Téné d'enfoncer le clou : « Le 14 janvier 2011, on a beaucoup parlé du président Ben Ali qui quittait le pouvoir. Mais on a beaucoup moins parlé des entreprises où les patrons ont été délogés par leurs salariés et les populations locales. Au même moment, toujours en Tunisie, des entreprises et leur patron ont été préservés par leurs salariés et par les populations locales contre les attaques de casseurs et voleurs. Pourquoi ? Car à y regarder de plus près, ces entreprises souvent sont un peu plus "RSE". En réalité, on se rend compte que les salariés et les populations avoisinant l'entreprise évaluent si cette entreprise créée vraiment de la richesse au sens large. »

Estimer le coût d'une politique de RSE ou d'une non politique de RSE ?

Le coût de la RSE pour une entreprise ? Il faut plutôt estimer le coût de la « non RSE », poursuit le patron de A2D Conseil. « En Afrique, on a plus de téléphones portables que de toilettes. Or,

Nicole Notat à la remise des trophées RSE au Maroc.

rechercher un endroit pour faire ses besoins prend plus de temps que se rendre à des toilettes si elles existent. De même, la pollution d'un pays comme la Tunisie, c'est 2 % du PIB de perte. L'Afrique perd chaque année entre 5 et 10 % de PIB pour des raisons de dégradation environnementale. Même les maladies en Afrique (paludisme, dysenterie, etc.) sont souvent liées aux cours d'eau qui ne sont pas entretenus, des déchets qu'on jette partout. »

En attendant, toutes ces missions de RSE ne relèvent-elles pas plutôt des attributions régaliennes plutôt que des entreprises ? Non, déclare Nicole Notat. « C'est un retour à des fondamentaux. Pour les entreprises, les notions de valeurs et de richesses ne doivent pas être comprises comme se réduisant aux seuls résultats financiers ; elles doivent aussi intégrer les valeurs sociales et environnementales. » Et en l'occurrence, l'attente des Africains à l'égard des entreprises occidentales serait plus élevée qu'à l'égard d'entreprises d'autres origines. Une opportunité, visiblement, à saisir pour se démarquer dans ce monde de concurrence attisée.

Recrutements Top et Middle Management pour l'Afrique

Contrat local - Expatriation - Missions management de transition



Une équipe multiculturelle qui s'engage :

- Des consultants qui allient un vécu en Afrique et une expertise RH
- L'implication pour porter votre projet auprès des candidats
- Le partage de notre expérience acquise sur les recrutements internationaux complexes

Notre approche :

- Une culture pragmatique liée à notre mode de facturation au résultat
- Un savoir-faire spécifique maîtrisé et processé
- La capacité à apporter une réponse précise et réactive
- Des outils et méthodes de recherche internationaux

Trois questions à Paul-Emmanuel Huet, responsable environnemental et sociétal du groupe Rougier

« Malgré ces coûts et ces contraintes, la société fait un pari sur l'avenir »

Le Moci. Quel premier bilan tirez-vous de votre politique RSE en Afrique ?

Paul-Emmanuel Huet. Lorsqu'on parle RSE, on se dit toujours qu'on pourrait faire encore mieux. Mais, au Gabon, nous avons été des précurseurs avec, dès les années 2000, une cellule d'aménagement sur chaque site, et des équipes dédiées travaillant sur les volets production forestière, environnemental et sociétal. Aujourd'hui, nous sommes leader dans les bois tropicaux certifiés africains.

Le Moci. Sur ces 10 ans, en moyenne, quel est le coût financier d'une telle politique ?

P.-E. H. C'est difficile à dire. Peut-on considérer que ce qui relève du respect de la loi est à comptabiliser dans la démarche RSE ou pas ? Si la loi est très poussée, on peut tout à fait faire de la RSE en ne faisant que respecter la loi. Et dans le processus de certification, vous avez bien entendu beaucoup d'actions relevant de la RSE. Les coûts les plus importants sont au départ, puis vous avez des coûts récurrents. Au Gabon, sur 688 000 ha certifiés FSC, les coûts minimum annuels directement liés à la certification représentent 1 million d'euros ce qui comprend tout ce qui est RH (formation, responsable qualité-hygiène-sécurité-santé-environnement, responsable gestion durable, un sociologue par site, etc), la sécurité à tous les postes, une sensibilisation aux risques professionnels, des volets santé et logement, des centres d'approvisionnement, l'achat de containers frigorifiques pour assurer la chaîne du froid depuis Libreville jusque sur les sites, le développement de projets comme la mise en place de boulangeries, une cartographie sociale systématique pour tous les villages dans la concession forestière, etc.



Rougier affirme être leader dans les bois tropicaux africains certifiés.

Le Moci. Quel est l'impact sur votre exploitation ?

P.-E. H. Le calcul d'un million d'euro par an est hors investissements initiaux et hors coûts directs liés à la baisse de production. Aujourd'hui, on a en moyenne sur les surfaces certifiées une baisse de 1 à 2 m³ à l'hectare. Avec les règles FSC, on est appelé à diminuer notre prélèvement moyen car on doit être extrêmement rigoureux sur les taux de reconstitution, la prévention de l'érosion. De même, nous devons veiller à laisser des bandes assez larges de part et d'autre des cours d'eau, etc. Malgré ces coûts et ces contraintes non négligeables, la société fait un pari sur l'avenir et se positionne d'ores et déjà comme un acteur de référence dans le commerce de produits tropicaux africains gérés de manière responsable.

Propos recueillis par Bénédicte Châtel et Anne Guillaume-Gentil

Nouvelle commission du CIAN sur la RSE

Lors de l'Assemblée générale de mars 2012, a été créée une Commission au CIAN sur la Responsabilité sociale et environnementale (RSE) portée, entre autres, par la préoccupation du ministère français des Affaires étrangères que les entreprises françaises valorisaient mal le travail qu'elles font en Afrique dans ce domaine.

Présidée par Pierre Jacquemot, ancien Ambassadeur, la Com-

mission s'attache à faire l'état des lieux des initiatives RSE des entreprises françaises en Afrique ainsi que d'identifier les éléments d'aide à la constitution d'une politique de RSE au sein d'une entreprise à partir d'échanges d'expériences. La Commission devrait publier au début 2013 un ouvrage sur les pratiques des entreprises françaises en matière de RSE et les réglementations adoptées et à venir dans ce domaine.



D.R.

Entretien avec **François Sibille,** de l'Association française de normalisation (Afnor) « ISO 26 000 est une norme d'éthique et de gouvernance qui s'applique à toutes les organisations »

Norme d'initiative volontaire qui s'applique à toutes les organisations, la norme ISO 26 000, publiée le 1^{er} novembre 2010, est une référence en matière de RSE. Elle a été pour la première fois issue d'un très large consensus international et a été amplement introduite dans les systèmes nationaux de normes. L'Afrique du Sud serait en situation d'innovation internationale sur la responsabilité sociétale tandis que l'Égypte tenterait de prendre un leadership sur la traduction de la norme pour le monde arabe. François Sibille, consultant senior en responsabilité sociétale à l'Association française de normalisation (Afnor), apporte son éclairage.

LE MOCI. Comment est née la norme ISO 26 000 ?

François Sibille. En 2001-2002, la question s'est posée à l'international car la société civile était suffisamment mûre pour établir une norme consensuelle sur ce sujet. L'ISO a réalisé une étude à la demande de sa Commission pour la consommation, qui a estimé qu'une norme de responsabilité sociétale devait être créée. En 2005, une Commission internationale, avec à sa tête le Brésil et la Suède, a travaillé sur l'élaboration de la norme. Pendant cinq ans, on n'a rien construit de nouveau en matières de contenus, parce que les droits de l'Homme préexistaient, le droit du consommateur et le droit de l'environnement aussi. La grande innovation c'est que pour la première fois on a un consensus international aussi large sur une vision intégrée de ces choses-là. L'ampleur du consensus peut se mesurer par le nombre de pays qui s'impliquent dans la construction du texte. Depuis la création de l'ISO en 1947, dans le meilleur des cas, on a eu quelques dizaines de pays sur 150 adhérents. Pour l'ISO

26 000, on en est à 99 pays, c'est du jamais vu ! En outre, dans l'année qui a suivi sa publication, il y a un grand nombre de pays qui ont intégré cette norme dans leur système de normes nationales.

LE MOCI. Comment expliquez-vous cet engouement ?

F. S. Pour la construction du référentiel ISO 26 000, on ne s'est pas appuyé que sur les États, mais sur autant de parties prenantes possibles. Au lieu de discuter le texte à 40 personnes autour de la table, on s'est retrouvé à plus de 450. On est arrivé à un consensus très large dans la mesure où le texte a été voté à plus de 70 % de votes favorables. Au départ, les associations de consommateurs ont été un peu l'aiguillon de la norme. ISO 26 000 est une norme d'éthique et de gouvernance d'initiative volontaire qui s'applique à toutes les organisations (entreprises, Ong, États, ministères). Elle se veut complémentaire de la réglementation. Le but est de proposer un mécanisme de régulation qui reconnaisse les lobbies des clients, des fournisseurs, des associations de proximité, de territoire...

LE MOCI. Elle est très récente, peut-on toutefois en tirer un premier bilan ?

F. S. Un premier bilan va être fait fin 2012 à Genève. Des bilans intermédiaires ont toutefois été réalisés. Tout d'abord, pour être tout à fait transparent, il est très difficile d'avoir de l'information dans la mesure où c'est une norme qui n'est pas certifiable, une entreprise qui se lance

dans la RSE ne le communique pas forcément tout de suite car cela n'a pas vocation à être un outil de communication. Ce qu'on est capable de dire c'est qu'il y a quelques pays dans le monde où il y a un engouement très significatif en particulier en France, Norvège, Suède, Danemark, Brésil, et dans quelques pays africains, Afrique du Sud, Maroc, Tunisie. On a aussi quelques entreprises chinoises qui dans leur rapport annuel font déjà référence à l'ISO 26 000 comme un référentiel sur lequel elles travaillent. C'est 3 % des rapports annuels chinois.

LE MOCI. Dans le contexte africain, on a tendance à pointer les Chinois comme non respectueux des normes environnementales, ou du droit du travail. Peut-être une façon aussi pour les entreprises européennes de se démarquer pour faire face à cette concurrence ?

F. S. Très clairement vous avez les deux. La Chine est un pays énorme avec de nombreux contrastes. D'un côté, vous avez un certain nombre d'implantations chinoises en Afrique qui se font en dépit des communautés locales, de l'environnement et à côté, ils font des chantiers de dépollution des très grands fleuves, comme on rêverait d'en faire. En Chine, vous avez depuis deux ans un index boursier qui sort une fois par mois le classement des 100 entreprises qui créent le plus de valeur sociétale par action.

Propos recueillis par Bénédicte Châtel et Anne-Guillaume Gentil

Le texte a été voté à plus de 70%
de votes favorables.

Entretien avec

Fabienne Pouyadou,

directrice des partenariats chez Care France

RSE : « Aujourd'hui, les entreprises en parlent toutes même si elles n'agissent pas toutes »

Pour Care, la RSE est une politique gagnant-gagnant pour l'entreprise comme pour les populations locales et c'est pourquoi l'ONG a choisi de collaborer avec les grands groupes pour les aider à mettre cette politique en place. Une collaboration qui, toutefois, n'écarte pas la vigilance, souligne Fabienne Pouyadou, directrice des partenariats chez Care France.

Le Moci. Estimez-vous que les politiques de RSE soient une mode ou une vraie mutation ?

Fabienne Pouyadou. Il est difficile de généraliser. Mais je pense que c'est une tendance de fond qui va bien au-delà d'une mode. Au cours des 10 dernières années, il y a déjà eu des évolutions assez notables. Dix années, c'est à la fois court et long. Les choses ont évolué de façon assez radicale dans l'intégration de ce type de préoccupations, schématiquement du développement durable, et de la responsabilité sociale et environnementale. Il y a 15 ans, quasiment aucune entreprise ne se préoccupait de ce type de sujet. Aujourd'hui, elles en parlent toutes même si elles n'agissent pas toutes. Nous vivons une période d'évolution passionnante, un moment assez unique de rencontre – oserais-je dire « de convergence » – entre les ONG et les entreprises. On est passé d'entreprises qui ne se préoccupaient que de leurs profits et de développer leurs affaires à une prise de conscience que vraisemblablement ce modèle n'est pas pérenne et qu'elles ont intérêt, sur le long terme, à intégrer ces problématiques sociales et environnementales. Mais il reste beaucoup à faire, pour que le développement durable soit intégré profondément dans les modèles d'entreprises. Ces 10 dernières années, j'ai pu consta-



DR

ter cette évolution d'un effet de mode, d'une opportunité de communication à des actions concrètes. Pour caricaturer : parce qu'il leur fallait publier des rapports sur le développement durable selon la loi NRE (Ndlr. Nouvelles régulations économiques) les entreprises se sont demandées ce qu'elles allaient bien pouvoir dire. Aujourd'hui, certaines ont totalement intégré cette dimension à travers leurs lignes de métier, alors que d'autres ont encore aujourd'hui un service développement durable qui est rattaché à la communication. Le positionnement des projets RSE dans l'entreprise est assez révélateur de la nature de son engagement.

Le Moci. Cela demeure-t-il une préoccupation essentiellement des grands groupes ?

F. P. Pour l'instant, oui. À l'origine, ce

sont les grands groupes qui ont été la cible des actions de plaidoyer d'ONG sur de gros dossiers comme le travail des enfants dans les industries textiles, les industries extractives, etc. Puis, la prise de conscience de l'importance de la RSE s'est généralisée sous la pression notamment des lois NRE pour les grands groupes cotés. Maintenant cela commence à se distiller à travers les chaînes de valeur, c'est-à-dire les fournisseurs, et touche ainsi les entreprises moyennes, voire les petites.

Pour moi, les entreprises sont, pour beaucoup, entrées dans la RSE par la gestion du risque de réputation, puis la contrainte de la loi. Plus récemment elles ont intégré le concept et sont passées de la gestion du risque de réputation à la perspective de dégager du positif dans leurs modèles économiques.

Et aujourd'hui, il est frappant de voir la multitude d'initiatives notamment autour du concept de « base de la pyramide » (BOP). On recherche maintenant comment développer des produits ou des systèmes de distribution adaptés aux populations les plus pauvres et qui bénéficient à la fois à l'entreprise puisque ce sont de nouveaux marchés, mais aussi aux plus pauvres qui sont intégrés dans la chaîne de valeur comme fournisseurs, distributeurs ou clients.

Le Moci. Avez-vous des exemples en Afrique ?

F. P. Oui, il y a des exemples de grands

Le RSE commence à se distiller à travers les fournisseurs et touche les entreprises moyennes, voire les petites.

groupes en Afrique mais aussi de groupes africains qui, d'ailleurs, intègrent ces principes souvent beaucoup plus naturellement que les entreprises du CAC40 français. Car ils connaissent les contextes locaux, les populations. Les grandes entreprises françaises ont du mal à aller sur ces questions-là car elles connaissent moins bien le terrain. C'est pourquoi, d'ailleurs, elles travaillent avec les ONG car nous avons des équipes locales qui connaissent ces contextes locaux et les besoins des populations. Si vous prenez le cas des banques ou des assurances, lorsqu'on parle des plus pauvres, ceux qui ont 1 dollar par jour, on est très loin de la base de clientèle des entreprises françaises en Afrique, par exemple. Quand une banque veut développer un produit pour des gens qui sont dans des villages reculés, qui ne savent pas lire, qui n'ont pas de compte bancaire, ne peuvent pas accéder physiquement à un établissement bancaire (ni même à une institution de micro-finance) elles sont très loin de leur clientèle habituelle et doivent inventer de nouvelles façons de travailler.

LE MOCI. Là, la ligne est mince entre la politique de RSE et la promotion de nouveaux produits...

F. P. Je pense que le cœur de sujet pour une entreprise reste de faire du profit. L'intérêt de ce type de modèle pour nous est la pérennité. L'entreprise poursuivra et investira si le modèle est, a minima, économiquement viable alors que tout ce qui est philanthropique n'est, par définition, pas pérenne. Du jour au lendemain, l'entreprise peut décider de ne plus mettre cet argent dans telle école ou hôpital. Mais si vous travaillez sur des modèles qui sont intégrés au business, où l'entreprise va concevoir des produits qui sont adaptés à des populations les

Des groupes africains intègrent ces principes souvent beaucoup plus naturellement que les entreprises du CAC 40 français.

plus vulnérables, qui vont leur apporter un service, c'est plus pérenne. Par exemple, les populations les plus pauvres n'ont pas d'assurance alors que ce sont souvent les plus touchées par les inondations, les catastrophes naturelles, etc. Concevoir un produit micro-assurance, c'est apporter un bénéfice social évident aux populations les plus pauvres. Du côté de l'entreprise, la vente de ce produit, a minima, ne lui fait pas perdre d'argent et même lui en rapporte un peu. Il a donc des chances d'être durable. Et c'est ce que nous recherchons : des modèles durables de développement.

Cette logique reste cependant minoritaire. Même si ces projets émergent assez nettement ces dernières années, leur échelle n'est pas encore à la hauteur des enjeux. Tout ce qui est « corporate social responsibility » a démarré dans les pays anglo-saxons. Les entreprises françaises ont démarré plus tard mais elles ont des approches aujourd'hui largement aussi sophistiquées comme chez Danone, Schneider Electric, Suez environnement, Veolia, Bic, etc. Beaucoup de projets sont des « pilotes » car il est complexe et long de trouver l'équilibre entre la viabilité économique et le bénéfice social pour les populations. Ceci dit, il est assez remarquable que la crise que nous connaissons depuis 2008 n'ait pas ralenti cette tendance. On a presque l'impression que la crise a aidé à cette prise de risque sur de l'innovation et de nouveaux marchés.

LE MOCI. Vous, ONG, ne perdez-vous pas votre âme en vous alliant ainsi aux entreprises ?

F. P. C'est une préoccupation que nous avons au quotidien. Dans le monde des ONG, Care a une approche assez spécifique. Elle se veut pragmatique et fait le pari qu'ensemble, avec les entreprises, on peut inventer de nouveaux modèles qui bénéficieront à tout le monde et avant tout aux plus pauvres. Il faut des ONG qui dénoncent et d'autres qui collaborent. Étant donné notre ancrage et nos compétences sur le terrain (Care emploie 97 % de staff local), nous avons pensé que nous étions légitimes pour travailler avec les entreprises pour développer ce genre de modèle. C'est un pari et nous dresserons le bilan le moment venu. Nous demeurons vigilants car la menace du « socialwashing » n'est jamais très loin. Mais nous pensons que c'est notre rôle d'accompagner l'entreprise pour que la valeur économique qu'elle sait créer soit accompagnée d'une valeur sociale au bénéfice des plus pauvres et nous en assumons les « risques ».

*Propos recueillis
par Bénédicte Châtel et
Anne Guillaume-Gentil*

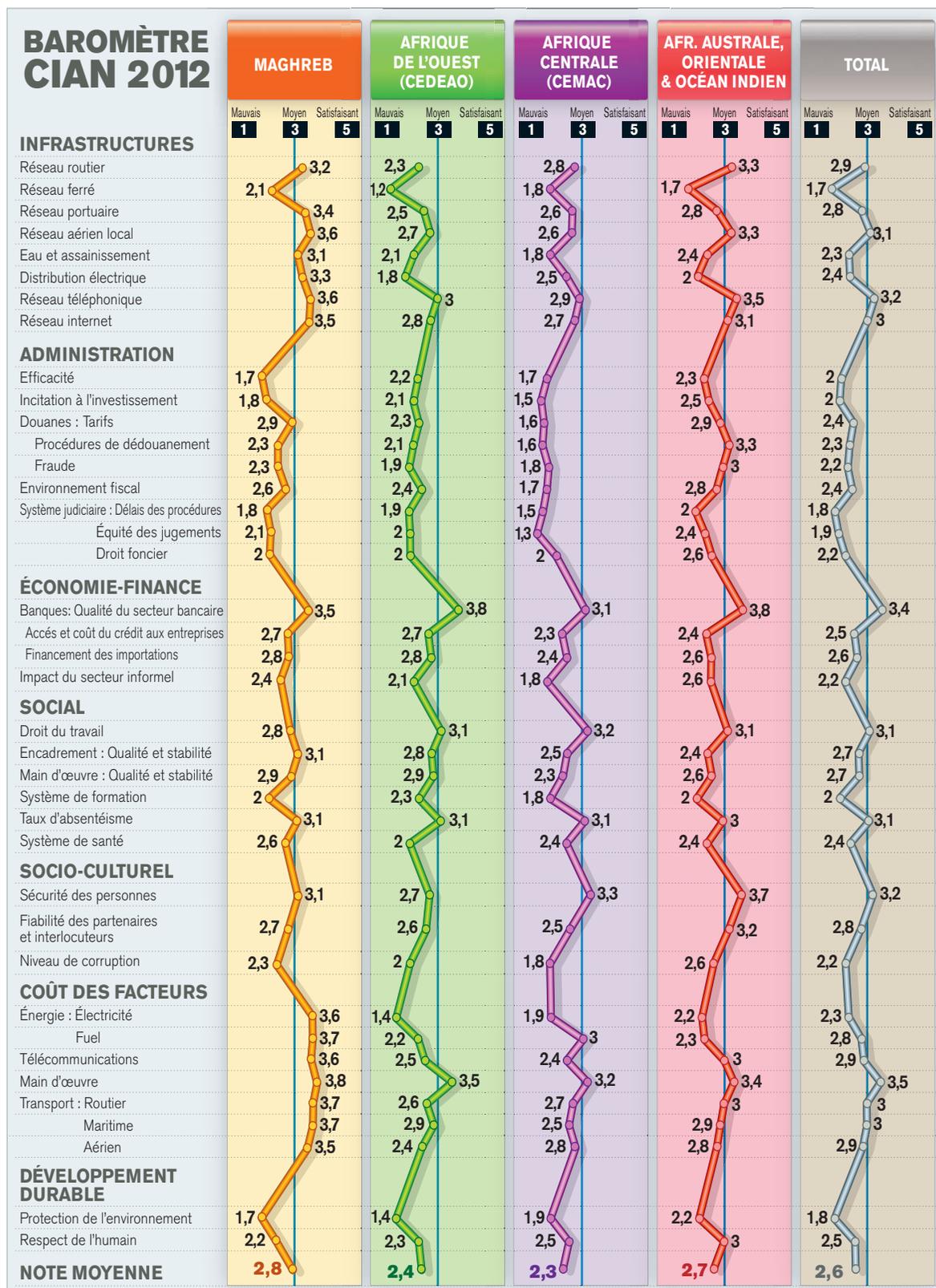
* L'article 225-102 de la loi NRE (15 mai 2001) demande aux entreprises cotées de communiquer sur les conséquences sociales et environnementales de leurs activités.

Le MOCI →
Votre GPS Business

lemoci.com



ANALYSE ÉCONOMIQUE PAR ZONE ET PAR PAYS



Les résultats 2012

de l'enquête CIAN

Le Baromètre CIAN est un véritable témoignage du terrain des opérateurs français implantés sur le continent africain. Cette 24^e édition présente leurs perspectives d'activités et leur appréciation de l'environnement des affaires dans 31 pays d'Afrique sur la période 2011-2013.

Le Baromètre CIAN repose sur une enquête menée durant plusieurs mois auprès des entreprises investies en Afrique et se divise en deux parties :

- **la première, conjoncturelle**, porte sur les perspectives d'activités sur la période 2011-2013 : chiffre d'affaires, investissements, résultats, créances sur l'État et créances sur le secteur privé local ;

- **la seconde, plus structurelle**, porte sur l'appréciation de l'environnement des affaires à travers sept postes, décomposés en 39 critères : infrastructures, administration, économie et finance, social, socio-culturel, coûts des facteurs et développement durable.

L'enquête 2012 ne montre pas d'évolution significative de la situation des entreprises sur le continent, leurs activités demeurent prospères en dépit d'un environnement des affaires difficile.

- **niveau des créances sur le secteur privé local** : élevé, normal, faible.

L'analyse des résultats de l'enquête 2012 confirme la bonne santé des entreprises investies en Afrique.

En effet, elles sont nombreuses à afficher un chiffre d'affaires en croissance et des prévisions encourageantes : 54 % d'entre elles déclarent un CA en croissance en 2011, 55 % pour 2012 et 66 % pour 2013.

Signe que l'Afrique n'est pas épargnée par la crise mondiale, notons que ces pourcentages de croissance sont sensiblement plus bas que ceux obtenus lors de l'enquête menée en 2011 où 62 % des entreprises affichaient un CA en croissance pour 2010, 63 % le prévoient pour 2011 et 73 % pour 2012. Le continent présente tout de même une forte résistance et, dans certains pays, le CA des entreprises croît de façon spectaculaire (graphique ci-dessous).

REMERCIEMENTS

Le CIAN remercie l'ensemble des entreprises qui ont répondu à son enquête 2011/2013 ainsi que les divers relais – adhérents, conseillers du commerce extérieur, chambres françaises de commerce locales, organismes patronaux, missions économiques et ambassades – qui ont assuré sa diffusion localement. Cette année, 511 réponses ont été reçues : 89 pour l'Afrique du Nord, 174 pour l'Afrique de l'Ouest, 132 pour l'Afrique Centrale et 116 pour l'Afrique Australe, Orientale et Océan Indien.

1/ L'activité des entreprises 2011-2013

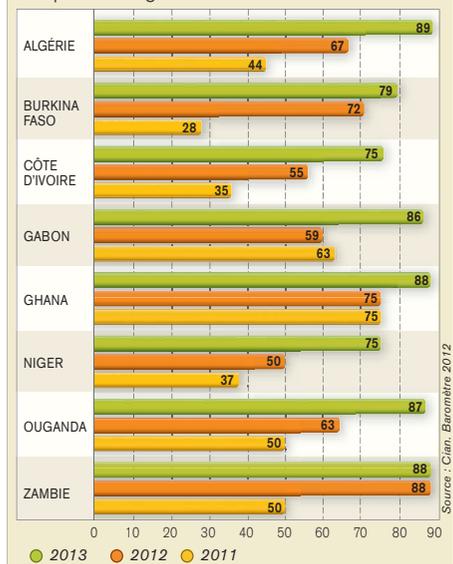
Méthodologie

L'enquête porte sur la tendance de cinq indicateurs sur les exercices 2011, 2012 et 2013 :

- **chiffre d'affaires (CA)** : croissance, stagnation, baisse ;
- **investissements** : hausse, interruption, baisse ;
- **résultats** : nettement bénéficiaires, faiblement bénéficiaires, équilibrés, faiblement déficitaires, nettement déficitaires ;
- **niveau des créances sur l'État** : élevé, normal, faible ;

Part des entreprises affichant un CA en croissance

En pourcentage



ANALYSE ÉCONOMIQUE PAR ZONE ET PAR PAYS

Dans certains pays, les entreprises ont un peu plus de difficultés à développer leurs affaires, c'est notamment le cas du Mali où, en 2011, 86 % des entreprises affichaient un CA en hausse et seulement 28 % prévoient une hausse pour 2013.

Les entreprises accompagnent ce développement d'importants investissements. En effet, seulement 25 % d'entre elles ont réduit leurs investissements en 2011, 20 % en 2012 et 15 % prévoient une diminution pour 2013.

Ces efforts sont récompensés par des taux de rentabilité très élevés. Plus de 54 % des entreprises déclarent un résultat bénéficiaire en 2011, 61 % pour 2012 et 71 % pour 2013. Elles sont moins de 9 % à prévoir un résultat déficitaire en 2013.

Dernier indicateur sur lequel les opérateurs sont invités à répondre : le niveau de leurs créances sur l'État et celui de leurs créances sur le secteur privé local. Contrairement aux idées reçues, on remarque que dans l'ensemble le niveau des créances n'obère pas particulièrement l'activité des entreprises en Afrique. Elles sont seulement 21 % à estimer que le niveau de leurs créances sur les établissements publics et privés est élevé en 2011, 20 % pour 2012 et seulement 15 % pour 2013.

2/ L'environnement des affaires

Méthodologie

L'entreprise donne sa perception sur l'environnement des affaires du pays dans lequel elle opère, en qualifiant 7 postes, répartis en 39 critères, de mauvais (1), moyen (3) ou satisfaisant (5) :

- **infrastructures** : 8 critères
- **administration** : 9 critères
- **économie et finance** : 4 critères
- **social** : 6 critères
- **socio-culturel** : 3 critères
- **coût des facteurs** : 7 critères
- **développement durable** : 2 critères

Le graphique général du Baromètre CIAN présente les résultats par grandes zones géographiques. Sur les pages suivantes, les fiches de conjoncture par pays synthétisent les points forts et les points faibles de l'environnement des affaires de chacun des 31 pays faisant l'objet d'une évaluation cette année.

La tendance globale des résultats de cette enquête ne montre pas d'évolution particulière de l'environnement des affaires, que ce soit à la hausse ou à la baisse. Ainsi les notes moyennes obtenues pour 2012 dans chacune des régions sont similaires à l'année précédente : 2,83/5 en Afrique du Nord contre 2,87/5 en 2011, 2,39/5 en Afrique de l'Ouest contre 2,41/5 en 2011, 2,31/5 en Afrique Centrale contre 2,22/5 en 2011 et 2,74 en Afrique Australe, Orientale et Océan Indien contre 2,83 en 2011.

L'appréciation globale de l'environnement est donc stable, avec une note moyenne de 2,57/5 contre 2,58/5 en 2011, et atteste que le climat des affaires reste perçu comme difficile par les investisseurs.

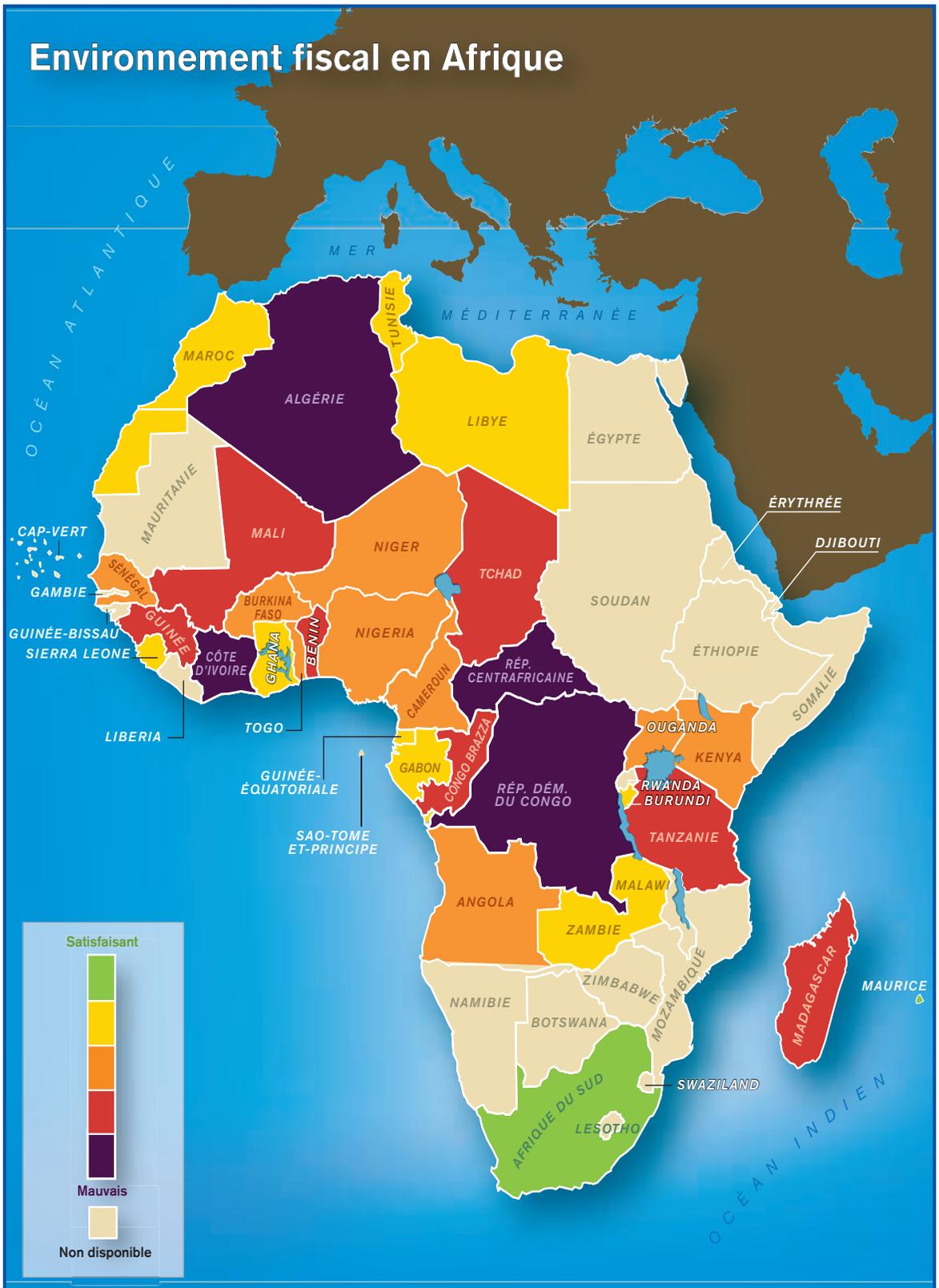
Cette année, de nouveaux critères ont été soumis à l'appréciation des opérateurs avec un accent particulier sur les aspects sociaux : accès à l'eau et infrastructures d'assainissement, système de formation, système de santé, respect de l'humain. On note de fortes disparités entre les régions sur ces critères.

Dans ces domaines, l'Afrique Centrale est à la traîne avec une note moyenne pour les infrastructures en eau et assainissement de 1,84/5, contre 3,05/5 pour l'Afrique du Nord, ou encore de 1,79/5 pour le système de formation. Le système de santé le plus mal noté est celui de l'Afrique de l'Ouest évalué à 1,94/5. Enfin, en termes de respect de l'humain, le continent affiche une moyenne plutôt satisfaisante à 2,49/5 avec notamment l'Afrique Orientale, Australe et Océan Indien notée 2,99/5.

Environnement des affaires : note moyenne 2012 par pays

> 2,5/5	< 2,49/5
Afrique du Sud, Algérie, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Ghana, Kenya, Libye, Maroc, Maurice, Niger, Sénégal, Tunisie, Zambie	Angola, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée Equatoriale, Madagascar, Mali, Nigeria, Ouganda, RCA, RDC, Sierra Leone, Tanzanie, Tchad, Togo

Environnement fiscal en Afrique



Cinq zones pour un continent





Algérie

Chef de l'État : Abdelaziz Bouteflika • Premier Ministre : Abdelmalek Sellal • Population (millions)³ : 35,98 • Superficie (km²) : 2 381 740 • PIB/hab 2011 (USD)¹ : 5 244 • Croissance réelle du PIB 2011 (%)² : 2,4 • Inflation 2011 (%)² : 4,5 • Classement IDH 2011 (sur 187)⁴ : 96

Déjouant les pronostics, le Front de libération national (FLN), l'ancien parti unique, a remporté 220 des 462 sièges de l'Assemblée populaire nationale (APN), lors des élections législatives de mai dernier. A ce premier scrutin de l'après « Printemps arabe », les islamistes modérés, l'Alliance de l'Algérie verte, étaient donnés favoris mais ne sont arrivés qu'en troisième position (48 sièges) derrière le Rassemblement national démocratique (RND) de l'ancien Premier ministre Ahmed Ouyahia, (68 sièges). Le taux de participation a toutefois été faible, avec 42,36 %.

Quatre mois après, Abdelmalek Sellal a été nommé Premier ministre. Son plan d'action, qui poursuit les réformes politiques et l'amélioration des conditions de vie de la population, a été approuvé par l'APN. Des élections municipales ont suivi le 29 novembre.

Au plan économique, la croissance demeure modeste au regard du potentiel du pays : 2,4 % en 2011, 2,6 % anticipé en 2012. En cause, la baisse de la production de pétrole et de gaz. La Sonatrach a annoncé qu'elle investirait 80 milliards de dollars jusqu'en 2016, notamment sur l'aval, avec la construction de 5 raffineries pour porter la production de produits raffinés à 52 millions de tonnes (Mt) contre 22 Mt actuellement. La loi sur les hydrocarbures est en cours de modification pour offrir un cadre plus incitatif aux investisseurs, en particulier dans les ressources énergétiques non conventionnelles et l'exploration offshore.

Pour preuve de la bonne santé financière de l'Algérie, en novembre elle a accordé au FMI un prêt de 5 milliards de dollars pour contribuer à l'effort mondial de soutien à la conjoncture. Les réserves de change restent très confortables (environ 200 milliards de dollars), la dette extérieure limitée et la balance commerciale excédentaire de près de 22 milliards à fin septembre. Toutefois, l'inflation s'est emballée à près de 9 % et le déficit budgétaire s'est accru sous la pression des importantes dépenses d'investissement et de la hausse des salaires de la fonction publique. Le budget 2013 devrait être prudent : une baisse d'environ 11 % des dépenses est envisagée.

Au niveau des investissements, « les autorités algériennes ne donnent guère de signaux encourageants quant à l'amélioration du cadre de l'investissement étranger » souligne Anima Investment Network. En août dernier, le pays a durci sa législation sur le change et les transferts de capitaux vers l'étranger en créant un fichier national des « contrevenants en matière

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,62 sur 5 ▼

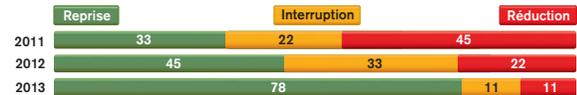
Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Réseau routier	▼	Réseau téléphonique	▼
Droit du travail	▲	Efficacité de l'administration	▼
Système de santé		Procédures de dédouanement	▶
Coût du fuel	▲	Environnement fiscal	▼
Coût de l'électricité	▼	Protection de l'environnement	▲

Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



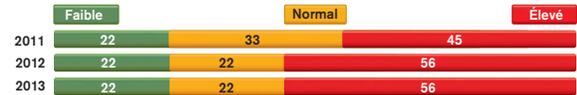
Tendances des investissements en %



Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



d'infraction à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger ». Dans les cartons depuis plusieurs mois, le projet de construction d'une usine Renault d'une capacité de 75 000 véhicules par an, ne s'est toujours pas concrétisé, malgré l'accord signé en mai. Dans les télécommunications, les conflits avec Wimpelcom et Watania n'ont toujours pas trouvé de solution. En revanche, l'Algérie et le Qatar ont créé en novembre une société mixte pour réaliser un complexe sidérurgique à Bellara d'une capacité de 5 Mt.



Libye

Président par intérim : Mohamed Al-Megaryef • Premier ministre : Ali Zeidane • Population (millions) : 6,4 • Superficie (km²) : 1 759 540 • PIB/hab 2010 (USD) : NC • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : - 59,7 • Inflation 2011 (%) : 15,9 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 64

La stabilisation de la situation politique et sécuritaire domine encore largement l'actualité libyenne en cette fin d'année 2012. Le 23 octobre 2011 était proclamée à Benghazi la libération nationale, un an après le calendrier de la transition démocratique a été globalement respecté.

Le Conseil national de transition (CNT) et son président, Moustapha Abdeljalil, ont remis le pouvoir au Congrès national général (CNG), assemblée élue suite aux élections législatives de juillet et présidée par Mohamed Al-Megaryef. La coalition libérale, l'Alliance des forces nationales (AFN), menée par Mahmoud Djibril, qui a occupé la fonction de Premier ministre pendant la guerre, a remporté 39 des 80 sièges réservés aux partis politiques tandis que ses concurrents islamistes, le Parti de la justice et de la reconstruction (PJR), émanation politique des Frères musulmans, en a remporté 17. Dans la nouvelle assemblée où les décisions les plus importantes devront être prises à la majorité des deux tiers, l'AFN et le PJR devront donc nouer des alliances avec les indépendants, à qui étaient réservés 120 sièges, et les petits partis. Contrairement à ses voisins, la Tunisie ou l'Égypte, les partis islamistes ne sont pas sortis victorieux des élections. Un gouvernement dirigé par Ali Zeidane a prêté serment le 14 novembre, amputé toutefois de 8 ministres. Ali Zeidane, né en 1950, diplomate et opposant historique au régime de Kadhafi, a indiqué qu'il se concentrerait en priorité sur le rétablissement de la sécurité dans le pays où de nombreuses milices doivent encore être désarmées. Les prochaines étapes sont la rédaction de la nouvelle Constitution et son adoption par référendum puis la tenue de nouvelles élections législatives.

Les défis sécuritaires et de réconciliation politique sont immenses. Un an après la chute de Mouammar Kadhafi, le gouvernement peine à asseoir son autorité sur les milices et les clans armés qui ont participé à la lutte contre l'ancien régime. L'assaut de Beni Walid, l'attaque du consulat américain à Benghazi où l'ambassadeur américain a trouvé la mort, l'assassinat du chef de la police de Benghazi sont les derniers événements matérialisant l'insécurité. Le pays demeure déchiré par les tensions tribales et régionales.

Au plan économique néanmoins, la reprise de la production pétrolière, qui a atteint son niveau d'avant le conflit plus vite qu'anticipé, a permis à la Libye de se redresser même si beaucoup reste à faire notamment au niveau des infrastructures. Ainsi après une contraction de 60 % en 2011, son PIB devrait progresser de 122 % en 2012. La croissance devrait demeurer

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,51 sur 5

Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Réseau portuaire		Eau et assainissement	
Environnement fiscal		Incitation à l'investissement	
Niveau de corruption		Équité des jugements	
Coût de l'électricité		Système de formation	
Coût du transport aérien		Respect de l'humain	

Bilan des entreprises

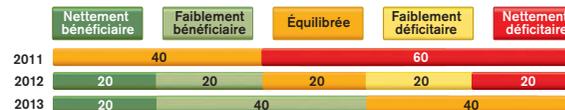
Tendances du chiffre d'affaires en %



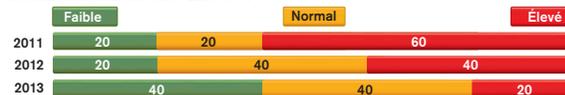
Tendances des investissements en %



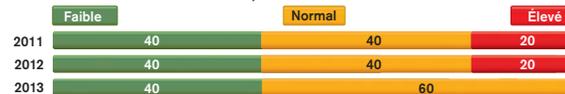
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



robuste en 2013 à 17 %. Les recettes pétrolières ont permis de dégager des excédents de 19 % du PIB pour le budget, de 22 % pour le compte-courant et de 22 % pour la balance commerciale en 2012. Cet excédent budgétaire a été obtenu alors que les dépenses ont fortement augmenté, en partie suite à la décision du gouvernement d'accroître les salaires du secteur public. Par ricochet, les salaires du secteur privé ont aussi augmenté.

La plupart des mesures de gel des avoirs étrangers instaurées suite à des sanctions de l'ONU contre l'ancien régime ont

EST-CE QUE J'AI UNE TÊTE DE SYSTÈME D'INFORMATION ?



Des solutions innovantes et des services performants. Mais avant tout, des équipes de confiance pour vous emmener vers une expérience client extraordinaire et vous accompagner dans la gestion quotidienne de votre entreprise comme dans ses grandes évolutions. Sage, des solutions à qui parler. Rencontrez-nous sur sage.fr ou contactez-nous au +33 (0)5 56 136 988

COMPTABILITÉ/FINANCE • ERP • PAIE/RH • CRM • DÉCISIONNEL

EXPÉRIENCE
CLIENT
EXTRAORDINAIRE

sage

Libye

été levées fin 2011. Ces avoirs, qui représentaient environ 200 % du PIB en 2010, ont permis à la Banque centrale de Libye de redresser la parité du dinar libyen⁽¹⁾, de fournir des liquidités en devises aux banques et de normaliser les opérations bancaires. A noter que les fonds souverains libyens, qui représentent, selon le FMI, environ 90 milliards de dollars, n'ont pas été touchés par le conflit.

Au 30 juin 2012, la production d'hydrocarbures était de plus de 1,52 million b/j, contre 166 000 b/j durant le conflit de 2011. Aujourd'hui, elle serait de 1,6 million b/j.

Début décembre 2012, l'italien Eni, première compagnie étrangère pétrolière et gazière du pays, a annoncé qu'elle avait redémarré ses activités d'exploration après le redémarrage de sa production en septembre 2011. La société espagnole Respsol, qui extrayait environ 250 000 b/j, devrait reprendre ses forages en 2013. La société Royal Dutch Shell a annoncé début novembre qu'elle restait intéressée par le pétrole et les possibilités d'exploration du gaz en Libye après l'abandon du forage de deux blocs en début d'année.

D'ici à la fin mars 2013, le président de la National Oil Corporation (NOC), Nuri Berruïen, veut porter la production libyenne à 1,72 million b/j, selon des propos tenus récemment, mais il a

indiqué que la production avait été à plusieurs reprises cette année ralentie par des mouvements de grèves. La Libye vise à augmenter la production à 2,2 millions de b/j d'ici 5 ans, une progression qui se fera essentiellement à partir des champs existants. Cependant, la NOC envisage de lancer, dès 2013, un quatrième round pour octroyer des licences d'exploration-partage de production (Exploration Production and Sharing Agreement - EPSA). La priorité sera aussi d'accroître les capacités de raffinage car bien qu'étant un des principaux producteurs de pétrole en Afrique, la Libye dépend des importations pour environ les trois quarts de sa consommation d'essence.

Au plan bancaire, la Libye a approuvé en mai une loi bancaire islamiste et espérait, d'ici à la fin de l'année 2012, offrir des services financiers conformes à la charia. Plusieurs scénarios sont aujourd'hui à l'étude. Une solution serait de permettre aux banques conventionnelles d'ouvrir des succursales ou départements de finance islamique ; une autre d'introduire une licence spéciale pour les banques islamiques. En outre, les nouvelles autorités veulent développer le système financier, dominé par quelques institutions étatiques. La Banque centrale étudie une mise à jour de la Loi bancaire de 2005, qui pourrait déboucher, pour la première fois, sur l'autorisation des banques étrangères en Libye.

(1) 1 LYD = 0,6 EUR au 4/12/2012.

Annuaire MOCI des avocats d'affaires à l'international

3^{ème} édition

L'Annuaire MOCI des avocats d'affaires à l'international a pour objectif d'aider les entrepreneurs à préparer un projet à l'international en trouvant pour chaque pays, un avocat ou un conseil juridique en langue française.

Cette 3^{ème} édition s'est enrichie de nouveaux pays avec près de 1200 cabinets et plus de 800 avocats français et francophones dans 55 pays.

Pour le commander

Tél : 01 53 80 74 40

e-mail : abonnement@lemoci.com





Maroc

Chef de l'Etat : Mohammed VI • Premier Ministre : Abdelilah Benkirane • Population (millions) : 32 • Superficie (km²) : 446 550 • PIB/hab (USD) 2011 : 3 054 • Croissance réelle du PIB (%) 2011 : 4,9 • Inflation (%) 2011 : 0,9 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 130

La croissance économique a été divisée par deux en 2012 par rapport à 2011, estimée à 2,4 %, en raison de la mauvaise campagne agricole, du ralentissement de la demande mondiale, de la baisse des transferts des Marocains travaillant à l'étranger et des recettes touristiques. La situation des finances publiques est tendue, avec sur les neuf premiers mois 2012 un déficit budgétaire qui a triplé. Il est attribuable en partie à l'accroissement des charges de compensation des prix des produits pétroliers et de certains produits alimentaires. Les réserves en devises ont diminué de 25,6 %, couvrant 5,8 mois d'importations.

En revanche, pour les investissements directs étrangers (IDE) le Maroc renforce son attractivité, surtout au regard des pays voisins. A 20,9 milliards de dirhams⁽¹⁾ à la fin septembre, ils sont en hausse de près de 6 %. Le Maroc a bénéficié en août du FMI d'une Ligne de précaution et de liquidités (LPL) de 6,2 milliards de dollars pour faire face à des facteurs de vulnérabilité comme les tensions sociales, le ralentissement de la zone euro et une fragilité de la balance des paiements.

La production céréalière, affectée par la sécheresse, a été en recul de près de 43 % (48 millions de quintaux) par rapport à 2011, entraînant des importations élevées de blé, dont le cours a fortement grimpé. L'accord agricole entre l'Union européenne et le Maroc est entré en vigueur le 1^{er} octobre 2012. Le secteur minier – en particulier les phosphates – a sur les deux premiers trimestres poursuivi sa tendance baissière démarrée en 2011. Toutefois, une reprise des dérivées de phosphate est perceptible au 3^e trimestre.

En revanche, hors secteur primaire, l'activité confirme globalement la reprise entamée en 2011. En particulier, le secteur automobile s'est considérablement développé, notamment avec la montée en puissance de l'usine de Renault à Tanger. Sur le premier semestre 2012, les exportations de voitures progressent de plus de 400 % représentant 3,2 milliards MAD. L'industrie aéronautique, qui croît entre 15 et 20 % par an, est aussi confortée avec le projet d'implantation du canadien Bombardier en 2013 (investissement de 200 millions de dollars) et l'inauguration en 2012 d'une filiale de l'équipementier Ratier Figeac (9 millions de dollars d'investissements).

Dans le cadre de l'ambitieux plan solaire marocain, la première centrale du complexe solaire de Ouarzazate (160 MW), d'un coût de 7 milliards MAD, a bouclé en novembre son financement avec un apport de plus de 50 % des Européens (BEI,

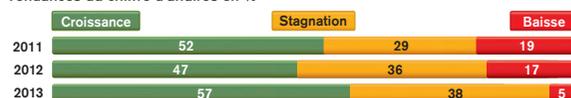
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 3,14 sur 5 ▼

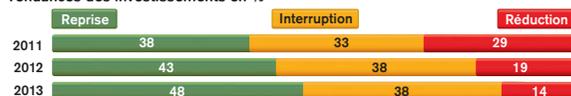
Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Réseau portuaire	▲	Efficacité de l'administration	▼
Réseau téléphonique	▼	Délais des procédures judiciaires	▼
Tarifs douaniers	▲	Equité des jugements	▼
Sécurité des personnes	▲	Impact du secteur informel	▲
Coût du transport routier	▶	Protection de l'environnement	▼

Bilan des entreprises

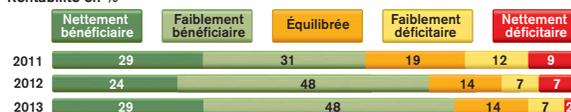
Tendances du chiffre d'affaires en %



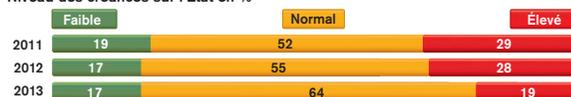
Tendances des investissements en %



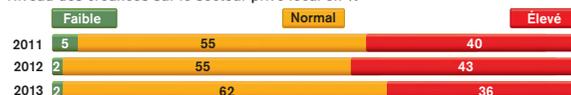
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



AFD, KfW). La réalisation a été attribuée en septembre à un consortium hispano-saoudien dirigé par le groupe ACWA Power.

La réforme de la Constitution adoptée en 2011 et les élections législatives de novembre, ont conduit à la mise en place d'un gouvernement de coalition en janvier 2012 avec à sa tête Abdelilah Benkirane, du Parti justice et développement et entraîné, de fait, une cohabitation avec le roi Mohammed VI. La croissance devrait rebondir en 2013 à 4,3 %.

(1) 1 EUR = 11,12 MAD au 3/12/2012.



Mauritanie

Chef de l'État : Mohamed Ould Abdelaziz • Premier Ministre : Moulaye Ould Mohamed Laghdaf • Population (millions) : 3,5 • Superficie (km²) : 1 025 520 • PIB/hab 2011 (USD) : 1 151 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 4 • Inflation 2011 (%) : 5,7 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 159

Selon le FMI, la croissance devrait atteindre 6,2 % en 2012, portée par le rebond de l'agriculture après la sécheresse de 2011 et le dynamisme du secteur du BTP. Pour la première fois en six ans, l'équilibre budgétaire global sera positif et les réserves de change atteindront un record de 750 millions de dollars, soit l'équivalent de 5,3 mois d'importations.

Dans les hydrocarbures, plusieurs accords ont été conclus en 2012 avec Kosmos Energy (trois accords de partage de production), Chariot Oil&Gaz (un bloc d'exploration offshore), Total (deux permis d'exploration) et Tullow (en partenariat avec Petronas et Premier Oil, développement de trois découvertes). En 2011, la Société nationale industrielle et minière (Snim) a commercialisé 11,02 millions de tonnes (Mt) de minerai de fer pour un chiffre d'affaires de 1,439 milliard de dollars. En 2012, elle anticipe des ventes de 11,8 Mt et son objectif est de porter cette production à 18 Mt en 2014 et 25 Mt en 2018.

L'achèvement cette année du nouveau port minéralier à Nouadhibou devrait y contribuer : d'ici à 2013, le volume de minerai de fer évacué va doubler à 20 Mt.

L'Union européenne et la Mauritanie ont renouvelé en juillet leur accord de pêche pour 2 ans, avec des volumes de prises de 307 400 tonnes par an pour une flotte de 30 thoniers et une compensation financière de 113 millions d'euros par an.

Le gouvernement s'est engagé à améliorer la fourniture d'énergie : construction (en cours) d'une centrale de 350 MW au butane à Nouakchott par le finlandais Wärtsilä, d'une centrale éolienne de 30 à 40 MW, d'une troisième station solaire à Nouakchott de 15 MW par Masdar, et extension de la nouvelle centrale électrique de Nouadhibou.

A noter qu'une deuxième banque islamique (après la Banque islamique de Mauritanie), le groupe Liman Ould Ebnou, a reçu en juillet l'agrément pour la création de la Banque populaire islamique de Mauritanie.

Au plan politique, la situation demeure floue après la blessure par balle, dans des circonstances peu claires, du président. Évacué en France le 14 octobre pour se faire soigner, il y est resté jusqu'au 25 novembre. En outre, l'année a été émaillée de manifestations diverses, principalement menées par la Coordination de l'opposition démocratique (COD) regroupant 12 partis politiques.

lemoci
MAGAZINES

La librairie du Moci vous propose cette semaine :

Le Moci réédite son Guide des Incoterms 2010

Le Moci réédite son Guide des Incoterms 2010

Les règles Incoterms de l'International Chamber of Commerce (ICC), sont souvent mal connues alors qu'elles servent de base pour définir, lors d'une opération internationale, des points aussi cruciaux que le partage des coûts, des responsabilités ou la fourniture des documents.

Ce guide de 50 pages, rédigé par Michel Abgrall-Lévy, décrypte le texte rédigé par l'ICC et passe au crible chacun des 11 Incoterms, avec leurs avantages, leurs inconvénients et un exemple concret de rédaction du contrat.

Véritable outil pratique, ce guide explique comment choisir le bon Incoterm à travers une grille de dix critères d'appréciation, et un tableau récapitulatif des coûts et risques pour le vendeur comme pour l'acheteur.



Pour tout renseignement Tél. : 01 53 80 74 40 - e.mail : abonnement@lemoci.com

lemoci
.COM

lemoci
MAGAZINES

lemoci
ÉVÉNEMENTS

lemoci
FORMATIONS

lemoci
CONSEIL



LE NOUVEAU NOM
DE LA PERFORMANCE



L'ACTEUR CLÉ DE LA LOGISTIQUE ET DE LA DISTRIBUTION INTERNATIONALE

Un projet industriel d'envergure : une complémentarité des activités, un réseau unique de compétences logistiques et de transports, une présence dans plus de 30 pays, une croissance maintenue depuis plusieurs années.

Ports & Logistics

Freight Forwarding

Oil & Gas

Automobile & Equipment



Tunisie

Chef de l'État (par intérim) : Moncel Marzouki • Premier Ministre : Hamadi Jebli • Population (millions) : 10,5 • Superficie (km²) : 163 610 • PIB/hab 2011 (USD) : 4 297 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : - 1,8 • Inflation 2011 (%) : 3,5 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 94

Treize mois après les premières élections libres, la situation de la Tunisie est marquée par une avancée de la transition politique mais aussi par une persistance de fortes tensions sociales dans un contexte économique difficile, notamment consécutif à la dégradation de la conjoncture en Europe, son premier partenaire.

L'Assemblée nationale constituante (ANC) n'a pas répondu à sa mission première, la rédaction de la nouvelle Constitution, préalable à la tenue de nouvelles élections. Les débats sont houleux sur des questions aussi fondamentales que la charia, la place des femmes, la déclaration universelle des droits de l'Homme. La tenue des élections présidentielles et législatives en juin 2013 est peu probable. Si le parti Ennahada, qui avait remporté les élections avec 40 % des suffrages exprimés, semble s'être radicalisé dans son discours depuis sa victoire, l'opposition s'est rassemblée notamment autour de Nidaa Tounes, avec à sa tête Béji Caïd Essebsi, et la société civile reste mobilisée, n'hésitant pas à s'exprimer.

L'économie a été fortement ébranlée par la révolution et le conflit en Libye : la récession a été de - 1,8 % en 2011. Si des signes de reprise sont palpables, le taux de chômage atteint néanmoins 19 % et plus de 40 % chez les jeunes. Les déficits budgétaire et de la balance courante se sont creusés, les réserves de change ont diminué et l'inflation s'est accélérée.

En 2012, avec la reprise du tourisme et des investissements publics et étrangers (IDE), la croissance devrait atteindre 2,7 % selon le FMI, 3,5 % selon le gouvernement. Sur les dix premiers mois de l'année, les IDE ont progressé de 24 % par rapport à 2011 (957 millions de dollars), proche de leur niveau de 2010. Sur la même période, le nombre de touristes a franchi la barre des 5 millions, soit 26,6 % de plus qu'en 2011, mais 15,5 % de moins qu'en 2010.

Toutefois, l'industrie, moteur de l'économie tunisienne, peine à se relever, l'indice de la production restant en dessous de son niveau de 2010. Le ministère de l'Industrie et de la technologie note cependant une tendance positive avec une hausse de 2,2 % des exportations industrielles sur les neuf premiers mois de 2012.

Le gouvernement devrait vendre sa participation dans six entreprises : 25 % de Tunisiana, 13 % de la Banque de Tunisie, 60 % d'Emnaki (cédée aux groupes Poulina et Amen en novembre), 100 % de Cartage International School, 37 % de Carthage Ciment et 99 % de Kia Motors. Le Qatar, qui a accordé

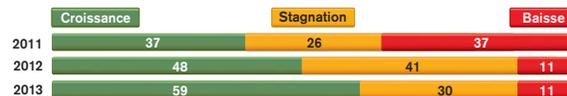
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,93 sur 5 ▲

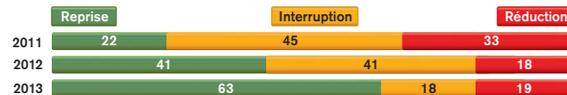
Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Distribution électrique	▲	Procédures de dédouanement	▼
Réseau téléphonique	▲	Fraude douanière	▼
Environnement fiscal	▲	Coût de l'électricité	▼
Coût de la main-d'œuvre	▲	Accès et coût du crédit aux entreprises	▼
Sécurité des personnes	▲	Niveau de corruption	▲

Bilan des entreprises

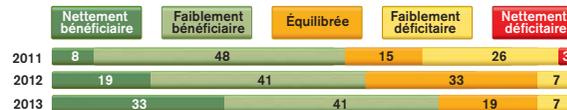
Tendances du chiffre d'affaires en %



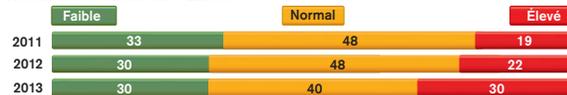
Tendances des investissements en %



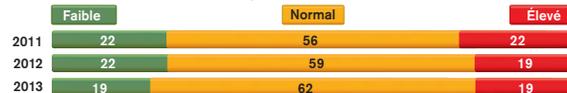
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



à la Tunisie un prêt de 500 millions de dollars, a indiqué qu'il financerait, pour 2 milliards de dollars, une raffinerie de pétrole à Skirat d'une capacité initiale de 120 000 b/j.

Pour 2013, le ministère des Finances anticipe un taux de croissance de 4,5 % et des besoins de financement de 7 milliards de dinars ⁽¹⁾. Le gouvernement prévoit d'émettre ses premiers sukus, bons de la finance islamique, pour un montant d'environ 1 milliard de dinars pour limiter l'endettement (environ 50 % du PIB), et financer notamment des projets d'infrastructures.

(1) 1 EUR = 2,04 dinars (TND) au 29/11/2012.

AUJOURD'HUI VOUS AVEZ ENCORE DE RAISONS D'INVESTIR EN TUNISIE



**ÉGALITÉ DES
CHANCES**
DANS LA LIBERTÉ
D'ENTREPRENDRE

**BONNE
GOUVERNANCE
ET ÉTAT DE DROIT**

CADRE DE VIE ET POSITIONNEMENT
STRATÉGIQUE UNIQUES EN MÉDITERRANÉE

VIVIER DE TALENTS ET DE MAIN D'ŒUVRE
HAUTEMENT **QUALIFIÉE**

INCITATIONS FINANCIÈRES ET FISCALES
MULTIPLES

INFRASTRUCTURES **DE QUALITÉ**



Agence de Promotion de
l'Investissement Extérieur
www.investintunisia.tn

APIE - FIPA TUNISIA PARIS
8, rue de la Bienfaisance
75008 Paris

Tél. : +33-1/ 45 22 68 57
Fax : +33-1/ 45 22 68 53
e-mail : fipa.paris@investintunisia-org.fr

NEW TUNISIA
NEW OPPORTUNITIES



Bénin

Chef de l'État : Thomas Boni Yayi • Premier Ministre : Pascal Irénée Koupaki • Population (millions)³ : 8,8 • Superficie (km²) : 112 622 • PIB /hab 2011 (USD)¹ : 802 • Croissance réelle du PIB 2011 (%)² : 3,5 • Inflation 2011 (%)² : 6,9 • Classement IDH 2011 (sur 187)⁴ : 167

Dans un contexte de stabilité du cadre macroéconomique, la croissance devrait se maintenir à 3,5 % en 2012. Toutefois, on note une forte reprise de l'inflation qui devrait atteindre 6,9 % en 2012 (2,1 % en 2011). Les deux poumons économiques du pays, le port autonome de Cotonou (PAC) et le coton, ont été malmenés cette année sur fond de mauvaise gouvernance.

À la suite d'un rapport d'experts indépendants sur la filière cotonnière concluant à un manque de transparence et à une mauvaise gouvernance, notamment dans la gestion des subventions, le gouvernement a décidé en avril de reprendre en main la filière coton à tous les niveaux. Le prix au producteur a été maintenu à un niveau élevé, 260 FCFA/kg⁽¹⁾ et les subventions aux intrants ont atteint 11,200 milliards FCFA. Quelque 300 000 hectares ont été emblavés en 2012/13, soit 50 % de plus, et la production devrait être d'au moins 350 000 t, soit trois fois plus qu'en 2011/12 (130 000 t). La BOAD a secouru la filière en mobilisant 115 milliards FCFA.

À propos du PAC, des dysfonctionnements et un coût jugé excessif ont amené le gouvernement en mars à suspendre temporairement le Programme de vérification des importations (PVI) « nouvelle génération », qui avait été attribué en 2011 à la société Benin Control avec l'objectif d'accroître les recettes douanières et la compétitivité du port. Le trafic des marchandises a progressé de 2,4 % en 2011 (près de 6,8 Mt), une tendance qui semble se confirmer sur les 6 premiers mois de 2012 (3,7 Mt). En revanche, le recul des activités de transit en 2011 (-12,3 %) se poursuit en 2012 (1,383 Mt fin juin). En glissement annuel, le nombre de véhicules importés et le trafic de conteneurs ont enregistré une diminution respective de -13,4 % et -17,4 % à fin juin.

En mars 2012, une licence d'exploitation neutre 3G – la première du genre – a été octroyée pour 50 milliards FCFA à MTN, leader sur le marché béninois, pour une durée de 20 ans. La privatisation du réseau de téléphonie mobile Libercom devrait être lancée prochainement. Mais avant tout lancement d'un appel d'offres, Libercom devra au préalable se détacher de Benin Telecoms SA, avec le transfert de ses actifs dans une nouvelle entité.

La construction en cours de la Nouvelle cimenterie du Bénin (Nocibe) a amorcé sa dernière ligne droite en mobilisant en janvier 70 milliards FCFA auprès d'un pool bancaire et de la BOAD. Situé à Massé, d'un coût de 170 milliards FCFA, elle aura une capacité de 1,5 Mt de ciment par an.

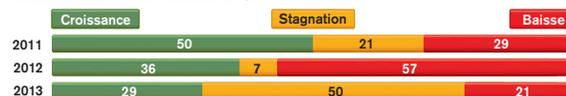
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,50 sur 5 ▲

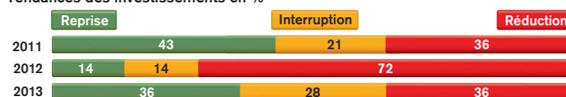
Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Réseau téléphonique	▲	Réseau ferré	▼
Qualité du secteur bancaire	▲	Fraude douanière	▲
Sécurité des personnes	▲	Impact du secteur informel	▼
Coût de la main-d'œuvre	▲	Niveau de corruption	▲
Qualité et stabilité de l'encadrement	▲	Protection de l'environnement	▲

Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



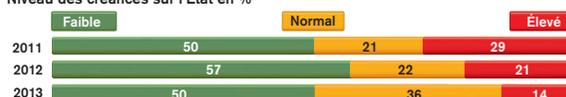
Tendances des investissements en %



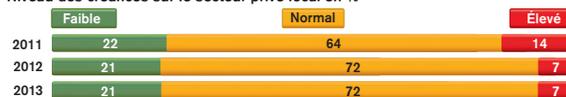
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



Le président Boni Yayi aurait été victime d'une tentative d'empoisonnement. L'instigateur serait l'homme d'affaires Patrice Talon, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt international tandis qu'ancien ministre du Commerce, le médecin personnel et une nièce du chef de l'État sont inculpés. Proche et soutien de Boni Yayi, Patrice Talon est tombé en disgrâce perdant notamment la gestion du PVI et l'approvisionnement des intrants.

(1) 1 EUR = 655,957 FCFA au 3/12/2012.



Burkina Faso

Chef de l'État : Blaise Compaoré • Premier Ministre : Luc Adolphe Tiao • Population (millions) : 16,5 • Superficie (km²) : 274 122 • PIB/hab 2011 (USD) : 600 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 4,2 • Inflation 2011 (%) : 2,7 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 181

Passé le ralentissement de 2011, consécutif en partie aux troubles sociaux, l'économie burkinabé rebondit avec une croissance estimée à 8 % en 2012.

Une reprise imputable à une bonne campagne agricole 2012/13, après la sécheresse de 2011/12, et au développement du secteur minier.

Après une campagne agricole 2011/12 déficitaire, la prochaine campagne s'annonce en effet bonne grâce à une pluviométrie satisfaisante.

La production céréalière devrait progresser de 7 % à 17 % par rapport à la moyenne quinquennale. Les premières estimations donnent 4,5 millions de tonnes.

En avril 2012 a été lancé le « Pôle de croissance de Bagré », basé sur l'agriculture et l'agro-industrie, et qui a bénéficié d'un don de 115 millions de dollars de la Banque mondiale. S'appuyant notamment sur le barrage hydroélectrique sur le fleuve Nakambé, qui crée une retenue d'eau d'une capacité de 1,7 milliard de m³, ce projet a pour but de développer la production agricole et les emplois dans cette région à l'est du pays, en attirant le secteur privé.

Avec des superficies emblavées en hausse de 47 %, à 500 000 hectares, la production de coton en 2012/13 devrait se situer entre 620 000 et 650 000 t.

La première société cotonnière du pays, la Sofitex, avec 500 000 t attendues, enregistre une progression de 50 %. En revanche, après des déboires avec les OGM, les superficies en coton Bt ont été réduites dans l'attente de semences de meilleure qualité.

Dans le secteur minier, l'essor se poursuit avec une contribution au PIB de 12,7 %, soit environ 10 milliards de dollars. Un

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,51 sur 5 ▼

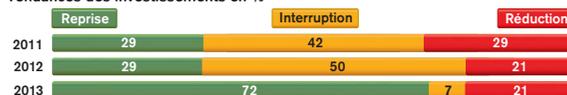
Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Eau et assainissement		Réseau ferré	▼
Qualité du secteur bancaire		Réseau internet	▼
Droit du travail	▼	Procédures de dédouanement	▼
Coût de la main-d'œuvre	▼	Système de santé	
Respect de l'humain		Coût de l'électricité	▲

Bilan des entreprises

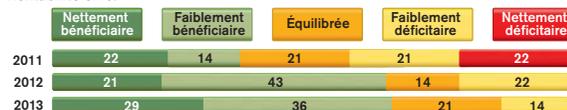
Tendances du chiffre d'affaires en %



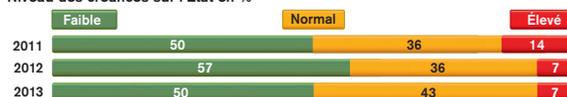
Tendances des investissements en %



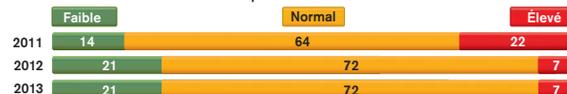
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



lemoci
MAGAZINES

La librairie du Moci vous propose cette semaine :
Le Guide Foires et salons France - monde 2013

Foires et salons France-monde 2013

3 400 Rendez-vous professionnels triés sur le volet, dont 190 en France et 3 240 dans 97 pays étrangers, et 180 des pavillons France prévus en 2013 sont ainsi détaillés dans un guide unique réalisé avec le concours de Eventseye, l'Union des foires internationales (UFI), UbiFrance, la Fédération française des foires, salons, congrès et événements de France (FSCEF) et Promosalons.

Pour tout renseignement Tél. : 01 53 80 74 40 - e.mail : abonnement@lemoci.com



Burkina Faso

chiffre qui est amené à croître avec l'ouverture fin 2012 de la mine d'or de Bissa-Zandkom (la 8^e mine du pays), fruit d'une coentreprise entre le Burkina Faso et le russe Nordgold. Six autres sont anticipées dans les années à venir, notamment la mine de zinc de Perkoa détenue par Blackthorn et Glencore, celle de manganèse de Tambao, où une convention a été signée entre le Burkina et l'américain Pan African Burkina (PAB) en août, ou encore la mine d'or de Niankorodougou, opérée par Gryphon Minerals.

Un nouveau code minier est en préparation. Le projet actuel comprend notamment une taxe de 20 % sur la vente de licence et des modifications au régime fiscal pour accroître les recettes publiques.

Après le bouclage des financements de l'UE (25 millions d'euros), de la BEI et de l'AFD, la centrale solaire de Zagtouli, qui produira 32 GWh par an, soit 6 % de la production d'électricité nationale, sera implantée en 2013. Plus grande centrale solaire d'Afrique subsaharienne, elle couvrira la consommation d'énergie d'environ 400 000 personnes.

Les résultats des élections couplées législatives et municipales, qui se sont déroulées le 2 décembre, ont donné la victoire au camp présidentiel. Le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP) est crédité de 70 sur 127 sièges à l'Assemblée nationale, avec ses alliés (28 sièges), il détient la majorité absolue. Quant aux municipales, le CDP a obtenu plus de 66 % des 18 645 sièges de conseillers municipaux à pourvoir.

Avis d'expert FIDAL. Issaka Zampaligre

L'environnement et les opportunités d'investissements privés en mode Partenariats Public Privé (PPP)

Le Burkina Faso dispose d'importants atouts, avantages comparatifs et des potentialités économiques, non encore exploitées notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'agro-industrie, des mines, de l'industrie, du tourisme et des services, attractifs pour les investisseurs nationaux et étrangers, avec une volonté politique aujourd'hui de mise en valeur.

Sa position géographique centrale au cœur de l'Afrique de l'Ouest, de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) fait de ce pays une destination de choix pour tout investisseur. Il s'y ajoute son appartenance à une zone de stabilité monétaire avec le franc CFA, monnaie librement convertible avec une parité

fixe par rapport à l'Euro, ce qui réduit considérablement les risques financiers pour les investisseurs. Avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers, le Burkina Faso a mis en œuvre au cours de ces dernières années plus de 190 réformes pour améliorer son climat des affaires. Ces réformes ont contribué à la création d'un environnement juridique et judiciaire porteur, un droit des affaires harmonisé et en constante amélioration dans le cadre de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA). L'Acte uniforme révisé portant organisation des sûretés, qui sécurise davantage l'investissement aujourd'hui, est porteur d'espoirs à cet égard. Ces réformes ont hissé le Burkina Faso au 10^e rang des meilleurs réforma-

teurs du monde selon le Rapport Doing Business 2009 de la Banque Mondiale, Leader en matière de déréglementation du marché du Travail notamment.

Aujourd'hui, pour répondre aux nombreux défis du développement, dans un contexte international marqué par la rareté des ressources financières liée à la crise financière et économique, le Burkina Faso s'est résolument tourné vers le développement de modes alternatifs de financement à travers la mise en place de PPP pour faire face notamment aux besoins du pays dans le secteur des infrastructures, de l'énergie et en matière de concession de services publics. La mise en concession prochaine du secteur aéroportuaire s'inscrit notamment dans ce processus.

First in Business



Profitez d'une expérience unique dans notre Classe Business révolutionnaire

- **Espace:** votre fauteuil se transforme en un lit parfaitement plat de 2m de long
- **Confort:** réglage du moelleux du couchage et fonction massage
- **Innovations:** commandes du siège sur écran tactile, lumière d'ambiance personnalisée
- **Divertissement:** écran extra-large de 15,3" et plus de 100 heures de vidéo à la demande

Abidjan, Banjul, Bujumbura, Conakry, Cotonou, Dakar, Douala, Entebbe, Freetown, Kigali, Kinshasa, Lomé, Luanda, Monrovia, Nairobi, Ouagadougou, Yaoundé

 **brussels airlines**

brusselsairlines.com/experience

A STAR ALLIANCE MEMBER 



Cap-Vert

Chef de l'État : Jorge Carlos Fonseca • Premier Ministre : José Maria Pereira Neves • Population : 500 000 • Superficie (km²) : 4 033 • PIB/hab 2011 (USD) : 3 798 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 5 • Inflation 2011 (%) : 4,5 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 133

La croissance devrait à nouveau ralentir en 2012 à 4,3 % (contre 5 % en 2011) en raison de la conjoncture européenne, dont le pays est fort dépendant, et plus particulièrement de l'Espagne et du Portugal, principaux partenaires du Cap Vert. **En revanche, le pays a réduit l'inflation** de 4,5 % à 2,1 %, la Banque centrale menant une politique monétaire restrictive. Dans son budget 2012, le Cap Vert avait maintenu ses dépenses dans les domaines sociaux et ses programmes d'investissements publics, tout en réduisant les dépenses de fonctionnement, mais avec un déficit d'environ 9,8 %. L'environnement extérieur continue de peser sur l'économie capverdienne. **Sorti de la catégorie des PMA** depuis 2008, après trois années de dérogation, le pays ne bénéficie plus de l'Initiative « Tous sauf les Armes » (TSA). Néanmoins, l'Union européenne a décidé en décembre 2011 d'appliquer au Cap Vert le Système de préférences généralisées + (SPG+). C'est le premier pays africain qui bénéficie d'un tel système. Le SPG+, créé en 2005, assure un meilleur accès au marché européen aux pays

qui s'engagent à mettre en œuvre efficacement 27 conventions internationales sur le respect des droits de l'Homme et du travail, de l'environnement et de la bonne gouvernance.

Après avoir obtenu une première enveloppe de 110 millions de dollars terminée en octobre 2010, le Cap Vert va recevoir un nouveau « Compact » du Millenium Challenge Account (MCA) d'un montant de 66,2 millions de dollars sur 5 ans, qui sera affecté à des projets prioritaires dans l'eau, l'assainissement et la gestion des terres. Mais si le Cap Vert est l'un des rares pays qui devrait atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD), il est confronté à un taux de chômage élevé, surtout parmi les jeunes.

Après les élections législatives et présidentielle en 2011, des élections municipales se sont déroulées en juillet 2012 et ont été remportées largement par le Mouvement pour la démocratie (MpD), qui détient maintenant 14 des 22 municipalités du pays. Le maire de Praia, Ulisses Correia e Silva, largement réélu, s'affirme comme le leader de l'opposition.



Vous voulez vous développer à l'international ?

Nous collectons vos questions puis nous contactons nos meilleurs experts en totale indépendance

Import, Export et Investissement : Droit, réglementation, fiscalité, douane, fichier de prospection ou listing d'entreprises françaises ou étrangères, transport et logistique, financements, aides, assurance-prospection, paiement, couverture des risques, change, recrutement, inter-culturalité, droit du travail, sur un ou des pays et/ou sur un ou des secteurs d'activité,

contactez-nous, tout simplement...

lemoci
.COM

lemoci
MAGAZINES

lemoci
ÉVÉNEMENTS

lemoci
FORMATIONS

lemoci
CONSEIL



GROUPE ADVENS

*Opérateur industriel
spécialisé en filière intégrée*

360 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2011
15 pays - 4700 collaborateurs



Coton

Geocoton, filiale du Groupe Advens, est depuis 1949 le partenaire commercial et industriel des sociétés cotonnières africaines.

Arachide

Suneor est le premier exploitant d'arachide au Sénégal et le leader mondial d'exportation d'huile brute et de tourteaux d'arachide

Négoce

Avec deux sociétés dédiées, Advens et Copaco, le groupe est spécialisée dans le trading de coton, de matière premières et agro-alimentaires.

Logistique

Transrail assure la liaison ferroviaire entre Dakar et Bamako. Sosea, les prestations de logistiques aériennes et maritimes en Europe, Afrique et Asie.



www.advens-groupe.com

Côte d'Ivoire



Chef de l'Etat : Alassane Ouattara • Premier Ministre : Daniel Kablan Duncan • Population (millions) : 19,7 • Superficie (km²) : 322 463 • PIB /hab. 2011 (USD) : 1 195 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : -4,7 • Inflation 2011 (%) : 4,9 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 170

Dix-huit mois après le conflit post-électoral, la Côte d'Ivoire est sur la voie du redressement, mais il s'inscrit dans un contexte sécuritaire et politique toujours précaire. Avec l'appui de la communauté internationale, la relance de l'économie a été plus rapide que prévue avec un taux de croissance de plus de 8% en 2012 contre une contraction de 4,7 % en 2011 avec une gestion macroéconomique améliorée. Impulsée par l'accroissement des investissements publics, la reprise devra être confortée par la reprise des investissements privés, au-delà des grands projets.

En juin 2012, la Côte d'Ivoire a atteint le point d'achèvement de l'Initiative PPTE conduisant à un allègement de dette de 3,1 milliards de dollars et d'un complément d'annulation de 1,3 milliard de dollars au titre de l'IADM (Initiative d'annulation de la dette multilatérale). Dans son prolongement, les créanciers du Club de Paris ont annulé 1,771 milliard de dollars et ont accordé un allègement de dette additionnel sur une base bilatérale de 4,725 milliards de dollars. La dette de la Côte d'Ivoire à l'égard du Club de Paris est donc réduite de 99,5 %. Ainsi, l'initiative permet au pays d'effacer un total d'environ 10,9 milliards de dollars sur une dette extérieure publique estimée à 12,49 milliards de dollars à la fin 2011. Une étape décisive libérant des ressources pour financer la reconstruction.

Les grandes orientations sont fixées dans le Plan national de développement (PND) sur la période 2012-15. D'un montant d'environ 22 milliards de dollars, il a été adopté en mars et ambitionne de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020. Réunis début décembre à Paris, les bailleurs de fonds ont répondu largement présents pour financer le PND en accordant 8,6 milliards de dollars, soit plus du double qu'anticipé par le gouvernement.

Sur le terrain, le troisième pont d'Abidjan est financé et sa construction par le groupe de BTP Bouygues a déjà démarré. La

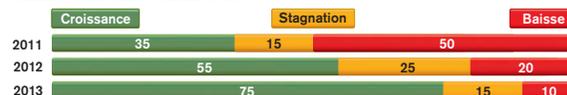
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,44 sur 5 ▲

Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Réseau portuaire	▲	Réseau routier	▲
Qualité du secteur bancaire	▲	Système de formation	
Qualité et stabilité de la main-d'œuvre	▲	Délais des procédures judiciaires	▲
Fiabilité des partenaires et interlocuteurs	▲	Protection de l'environnement	▲
Coût de la main-d'œuvre	▲	Niveau de corruption	▲

Bilan des entreprises

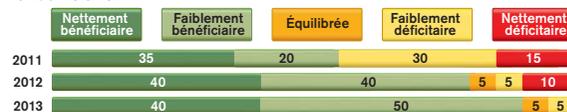
Tendances du chiffre d'affaires en %



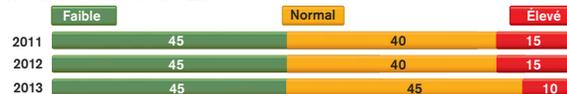
Tendances des investissements en %



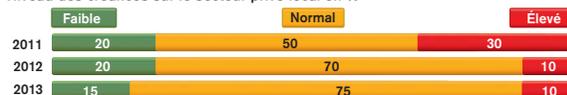
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



lemoci
MAGAZINES

La librairie du Moci vous propose cette semaine :

Le Guide des Aides à l'export pour les PME

France / Europe

Guide des aides à l'export pour les PME (France/Europe) - 1ère édition

En matière de soutiens publics à l'exportation, la France est bien dotée : de l'établissement de sa stratégie au recrutement en passant par la prospection, il ne manque pas un outil dans cette boîte à tiroirs. Reste que la boîte à outils, demande encore un mode d'emploi tout aussi fourni pour être utilisée de façon efficace ! Consultez donc ici, un véritable mode d'emploi avec les principaux contacts utiles pour vous y retrouver.



Pour tout renseignement Tél. : 01 53 80 74 40 - e.mail : abonnement@lemoci.com



La Compagnie Fruitière

produit, transporte, mûrit et distribue une large gamme de fruits : bananes, ananas, exotiques et produits issus du maraîchage, en provenance notamment d'Afrique de l'Ouest, et à destination du marché européen. Les plantations du Groupe ont mis en place une politique sociale et environnementale volontariste, comme l'attestent les nombreuses certifications qui leur ont été délivrées.



Site internet : www.compagniefruitiere.com



COMPAGNIE
FRUITIERE

Côte d'Ivoire

nouvelle compagnie aérienne Air Côte d'Ivoire, dont le capital est réparti à hauteur de 65 % pour l'État ivoirien, 20 % Air France-KLM et 15 % l'Aga Khan, est lancée.

Le groupe Bolloré a annoncé qu'il allait investir 30 milliards FCFA⁽¹⁾ par an pendant 5 ans, soit au total 230 millions d'euros. Une partie importante sera consacrée à l'accroissement de la capacité du terminal à conteneurs du port autonome d'Abidjan (PAA), dont il a la gestion depuis 2004. Un appel d'offres a été lancé pour la mise en concession de la réalisation et de l'exploitation d'un second terminal à conteneurs au PAA. Le trafic du port a progressé de 6 % au 1^{er} semestre 2012 par rapport au premier semestre 2011, à 11,22 millions de tonnes (Mt). En 2011, dans un contexte troublé, le trafic avait totalisé un peu plus de 16,5 Mt sur l'année.

Dans l'énergie, où les besoins d'investissements sont présents, plusieurs projets ont connu des avancées en 2012. Les travaux de la centrale thermique d'Abatta d'une capacité de 330 MW et d'un coût de 457 millions de dollars démarreront en 2013. Ils sont menés par ContourGlobal. Le financement de la phase A de la centrale thermique de la Compagnie Ivoirienne de Production d'Electricité (CIPREL) a été bouclé et devrait apporter 110 MW supplémentaires fin 2013. En outre, les travaux du barrage de Soubré devraient démarrer en 2013 après la signature en mars 2012 d'un avenant au contrat de Sinohydro et l'accord de prêt d'Eximbank Chine qui devrait être finalisé fin 2012.

Plusieurs contrats pétroliers ont été signés : le russe Lukoil pour explorer le block CI-524 en partenariat avec PanAtlantic (30 %) et Petroci (10 %), et le français Total pour trois nouveaux permis dans l'offshore profond. Cinq à sept forages exploratoires sont actuellement prévus après une décennie de stagnation. Actuellement, la production de pétrole, en baisse, se situe en dessous de 30 000 b/j. Un nouveau code pétrolier a été adopté en avril 2012.

La Côte d'Ivoire a ouvert en octobre les discussions avec les miniers pour une éventuelle mise en place d'une taxe exceptionnelle sur les bénéfices tirés de l'or. En novembre dernier, le gouvernement a adopté une taxe de 19 % sur les bénéfices

réalisés au-dessus d'un coût de production indicatif fixé à 615 dollars par once d'or : elle doit rapporter plus de 44 milliards FCFA au budget de l'Etat. En août, des permis de production ont été accordés aux canadiens Endeavour Mining Group et Occidental Gold, une unité de l'australien Perseus Mining Ltd. Le ministère des Mines prévoit une production de 14 t d'or en 2012, soit une hausse de 17 % par rapport à 2011 (12 t). La Côte d'Ivoire, qui souhaite développer ce secteur, anticipe une production de 25 t d'or en 2015. Les miniers déjà présents sont le sud-africain Randgold Resources, l'australien Newcrest Mining et le canadien La Mancha Resources.

Dans le secteur des télécommunications, le projet « fibre optique » a été lancé en juillet. Seront posés 6 000 km de fibre optique à travers tout le pays. Dans une première phase, 1400 km de fibre seront posés de San Pedro à Odienné. Un nouveau code des télécommunications est entré en vigueur en mars. En outre, une Agence de régulation des technologies de l'information et de la communication (ARTCI) a été créée.

Pour améliorer le climat des affaires et sécuriser les investissements, le Tribunal de commerce d'Abidjan, le premier du genre, a été créé en juillet. Une mesure réclamée de longue date par les opérateurs économiques. Un nouveau code des investissements avait été adopté en juin.

Dans l'agriculture, la réforme du cacao, une conditionnalité pour l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE, a été lancée en janvier 2012 et s'est plutôt bien déroulée, selon les observateurs. Elle marque le retour de l'Etat, vise à assurer une meilleure organisation de la filière cacao et surtout à améliorer le revenu des producteurs. La réforme repose sur trois piliers : la création d'une nouvelle instance, le Conseil du café cacao (CCC), organisme de gestion et de régulation de la filière ; la vente aux enchères par anticipation de 70 à 80 % de la prochaine récolte garantissant un prix minimum aux producteurs de l'ordre de 60 % du prix CAF ; et enfin la création d'un fonds de réserves à la BCEAO pour pallier une éventuelle chute des cours.

A l'ouverture de la campagne 2012/13, le prix des fèves au

Le MOCI
Votre GPS Business

lemoci.com



**BIAO**

CÔTE D'IVOIRE

Une banque pérenne

Un Groupe fiable

Filiale du **Groupe NSIA**, la **BIAO-CI** est une banque ivoirienne au capital de **20 milliards** de FCFA dont le siège est situé à Abidjan dans la commune du Plateau.

Depuis **1906**, la **BIAO-CI** ne cesse de pérenniser ses acquis par sa constante proximité, son écoute active, son professionnalisme et ses produits innovants.

Classée au 3^{ème} rang des banques ivoiriennes en termes de dépôt par l'Association Professionnelle des Banques (APB), la **BIAO-CI** s'engage vers un avenir serein conforté par l'expertise de ses équipes et par l'appui du **Groupe NSIA**.

La **BIAO-CI** a l'un des plus importants réseaux bancaires en Côte d'Ivoire, ainsi qu'un bureau de représentation à Paris depuis Octobre 2008. Certifiée **VISA**, la **BIAO-CI** a un réseau d'agences et de guichets automatiques en perpétuelle croissance.

Dès lors, elle se positionne comme le partenaire privilégié des Particuliers et des Entreprises. La Banque travaille aussi bien avec les petites, les moyennes et les grandes entreprises (nationales et multinationales), en les conduisant au succès par le financement de leurs projets et activités.

▶ INFOLINE + 225 20 32 11 12

www.biao.ci

**NSIA**
Assurances & Banque

www.groupensia.com

Côte d'Ivoire

producteur a été fixé à 725 FCFA le kilo, soit une hausse entre 25 et 50 FCFA par rapport à 2011/12. La production est anticipée par le secteur privé à 1,45 Mt en 2012/13 contre 1,57 Mt en 2011/12.

La production de coton se redresse. Un prix au producteur incitatif et une distribution d'engrais en temps et en heure ont incité les paysans à accroître les superficies plantées. La production devrait s'élever à au moins 300 000 t en 2012/13 (contre 220 000 t en 2011/12 et 175 000 t en 2010/11).

Au plan politique, des dissensions au sein de la coalition au pouvoir ont amené le président Ouattara à nommer un nouveau gouvernement le 20 novembre : un gouvernement resserré à 28 ministres, avec à sa tête Daniel Kablan Duncan, qui est aussi en charge du ministère de l'Economie. Les postes sont partagés entre le Rassemblement des républicains (RDR) et le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI). Alassane Ouattara conserve le portefeuille de la Défense avec une priorité : opérer la réforme de l'armée, qui n'en n'est qu'à ses balbutiements.

(1) 1 EUR = 655,957 FCFA.

Avis d'expert CMS Bureau Francis Lefebvre. Jean Jacques Lecat - Avocat Associé

Le « Plan National de Développement 2012-2015 » adopté par le Gouvernement en mars 2012, comporte un ambitieux programme de modernisation et développement des infrastructures, dont une soixantaine de projets actuellement recensés qui doivent être réalisés sur la base de partenariats public-privé. Parallèlement une refonte des textes régissant les principaux secteurs des services publics et des ressources naturelles a été entamée. Une ordonnance d'avril 2012 a modernisé le Code pétrolier de 1996. Un Code des Télécommunications a été adopté et une réforme du secteur de l'électricité est en préparation.

La passation des délégations de services publics est actuellement régie par le Code des marchés publics. Un cadre juridique et institutionnel englobant les différentes catégories de partenariats public-privé est en préparation. Un effort de simplification des procédures et de moralisation de la commande publique a été entre-

pris à travers plusieurs textes d'application du Code des marchés publics. Un code de déontologie détaillant les pratiques et comportements sanctionnables, a notamment établi.

Le nouveau Code des investissements adopté en juin 2012 et son décret d'application du 30 novembre 2012 renforcent les garanties générales données aux investisseurs notamment en matière de protection de la propriété ainsi que les avantages accordés et abaissent les seuils d'éligibilité.

La durée des exonérations fiscales à partir de l'achèvement de l'investissement varie toujours selon la zone d'investissement mais désormais trois zones sont définies. Abidjan constitue la zone A dans laquelle les entreprises peuvent être exonérées dégressivement de l'impôt sur les bénéfices et de la contribution des patentes jusqu'à la cinquième année suivant l'achèvement de l'investissement. La Zone B comprend les agglomé-

mérations dont la population est égale ou supérieure à 60 000 habitants. En sus des exonérations applicables en Zone A, les investisseurs y bénéficient, pendant huit ans, d'une réduction de 80 % du montant de la contribution sur salaires à la charge des employeurs (normalement de 2,8% pour le personnel local et de 12% sur le personnel expatrié). Dans la Zone C, regroupant les communes dont la population est inférieure à 60 000 habitants ainsi que les zones franches, les entreprises bénéficient en sus des avantages de la Zone A et pendant quinze ans d'une réduction de 90 % du montant de la contribution à la charge des employeurs, ainsi que d'une exonération de l'impôt sur le patrimoine foncier et des droits d'enregistrement en cas d'augmentation du capital. Par ailleurs, les équipements importés par les entreprises agréées bénéficient désormais, en sus d'une réduction de 40 ou 50% des droits de douane, de l'exonération totale de la TVA.

La Maison des Chefs d'Entreprise

Recrutement • Travail Temporaire

Formation • Conseil en RH



32, rue des Alizés - Zone 4C

Tél. : (225) 21 35 17 91

(225) 21 35 61 74

Fax : (225) 21 35 17 88

Email : mce@aviso.ci

cv@mce-afrique.net

formation@mce-afrique.net

travailtemporaire@mce-afrique.net

site : www.mce-afrique.net

MCE
La Maison des Chefs d'Entreprise



MCE, Une maison animée par des dirigeants et des professionnels de l'entreprise

Depuis 2002, notre équipe a réalisé en Côte d'Ivoire et à l'international des missions de Recrutement, de Formation, de Travail Temporaire et de Conseil en ressources humaines.

Nous comptons aujourd'hui des Consultants-formateurs, tous convaincus que dans notre profession, la qualité se mesure à l'amélioration de l'efficacité du travail.

Après nous avoir lu, peut-être souhaiteriez-vous en savoir plus.

Le Directeur Général
Yolande CANON

1 Domaines

- > Management,
- > Création d'entreprise,
- > Organisation administrative,
- > Personnel - législation du travail,
- > Informatique - bureautique,
- > Supply chain,
- > Techniques de conduite : tous types d'engin, conduite défensive,
- > Anglais.

2 Types d'action

- > Séminaires,
- > Cycle longs spécialisés,
- > Formations 'Intra-entreprise',
- > Recrutement / Sélection,

- > Travail temporaire,
- > Études et projets,
- > Recherche et Publications.

3 Méthodes et Moyens

- > Formation en salle,
- > Assistance technique 'terrain',
- > Atelier gestion,
- > Évaluations psychotechniques, bilan de compétences, bilan de carrières,
- > PSV 20 Assess first personnalité et compétences,
- > Analyse de procédures.



Ghana

Chef de l'Etat : John Dramani Mahama • Vice Président : (non connu à l'heure où nous mettons sous presse) • Population (millions) : 24,4 • Superficie (km²) : 238 540 • PIB/hab 2011 (USD) : 1 570 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 14,4 • Inflation 2011 (%) : 8,7 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 135

La mort brutale du président ghanéen John Atta-Mills, 68 ans, le 28 juillet à Accra, a conduit le vice-président John Dramani Mahama, conformément à la constitution, à assurer la présidence jusqu'aux élections présidentielles du 7 décembre. Porté candidat par le Congrès national démocratique (NDC), il a remporté la présidence d'une courte victoire, 50,7 % contre son principal adversaire, Nana Akufo-Addo, du Nouveau parti patriotique (NPP), qui a recueilli 47,74 % des voix.

L'économie ghanéenne est toujours robuste avec un taux de croissance de 8 % anticipé pour 2012 et 2013. Le pays a toutefois creusé son déficit budgétaire sous l'effet d'un accroissement des dépenses consécutif au paiement des arriérés publics, d'une hausse de 18 % des salaires de la fonction publique et de l'accroissement des subventions à l'énergie. La monnaie nationale, le cedi, s'est dépréciée de 20 % au premier semestre 2012 mais l'intervention de la Bank of Ghana semble l'avoir stabilisé ⁽¹⁾. L'inflation a été maintenue en dessous de 10 % en 2012.

La croissance est toutefois moins forte que prévue en raison d'une production pétrolière moindre qu'anticipée. Selon le principal opérateur du champ Jubilee, Tullow Oil, la production de pétrole a été en moyenne de 63 000 b/j sur le premier semestre 2012 et est attendue à 120 000 b/j en 2013. La production devrait s'accroître significativement à 600 000 b/j d'ici 2018, selon la Ghana National Petroleum Company (GNPC). La société sud-africaine Petro SA, en rachetant Sabre Oil and Gas Holding Ltd, s'est donnée un accès au brut du champ Jubilee. Eni, en association avec Vitol, qui a signé un memorandum of understanding avec la GNPC en août dernier pour le développement du Offshore Cape Three Points Block, a annoncé en septembre avoir fait sa première découverte significative.

Dans le domaine minier, le gouvernement n'a pas mis en œuvre la taxe exceptionnelle de 10 % sur les bénéfices des compagnies minières, prévue dans le budget 2012. Il s'interroge sur sa pertinence, le pays ayant déjà augmenté le taux d'imposition des sociétés de 25 à 35 % en 2012. Sur le premier semestre 2012, le pays a produit 1 616 501 onces d'or, en hausse de 6 % par rapport à la même période en 2011. Avec l'appréciation du cours de l'or, les revenus ont cru de 20 %, à 2,69 milliards de dollars. En revanche, la production de diamants et de manganèse a chuté respectivement de 33 % et 25 %. Globalement, les revenus miniers (or, diamant, manganèse et bauxite) au premier semestre ont progressé de 19 %, à 2,76 milliards de dollars.

La production de cacao en 2012/2013 devrait être en recul et

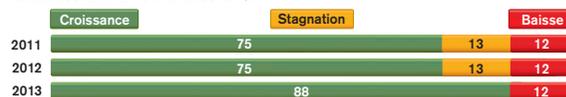
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,60 sur 5 ▼

Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Réseau aérien local	▲	Eau et assainissement	
Incitation à l'investissement	▼	Distribution électrique	▼
Environnement fiscal	▼	Droit foncier	▶
Sécurité des personnes	▼	Système de santé	
Respect de l'humain		Protection de l'environnement	▼

Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



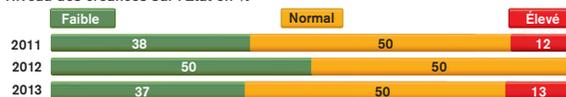
Tendances des investissements en %



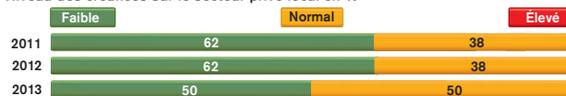
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



se situer autour de 800 000 t, selon le Ghana Cocoa Board (Cocobod), contre 890 000 t en 2011/2012.

La société espagnole Abengoa a annoncé en novembre qu'elle avait démarré la construction d'une usine de désalinisation au Ghana, la première en Afrique. D'un coût de 125 millions de dollars, l'usine aura la capacité de produire 60 000 m³ par jour. Dans le secteur financier, la banque sud-africaine, FirstRand, a acquis pour 91 millions de dollars, 75 % de la Merchant Bank Ghana.

(1) 1 EUR = 24,5 GHS au 3/12/2012.

Notre métier, l'assurance



SUNU ASSURANCES HOLDING SA
 59 bis, avenue Foch
 94100 Saint-Maur des Fossés
 France
 Tél. : + 33 (0)1.48.86.62.66
 Fax : + 33 (0)1.48.86.62.55
 E-mail : sunu-assurances@sunu-group.com
 Site internet : www.sunu-group.com



Le réseau SUNU en Afrique

BURKINA-FASO

RAYNAL S.A.
 Tél. : (226) 50.30.25.12
 E-mail : raynalsa@fasonet.bf



CÔTE D'IVOIRE

Union des Assurances
 de Côte d'Ivoire Vie (UA-Vie)
 Tél. : (225) 20.31.04.00
 E-mail : info@uavie.ci



MALI

Union des Assurances
 du Mali-IARD (UAM-IARD)
 Tél. : (223) 75.59.26.11
 E-mail : infos@uam.iard.com



BENIN

Union Béninoise
 d'Assurance Vie (UBA-Vie)
 Tél. : (229) 21.30.02.12
 E-mail : uba@ubavie.com



Le Millénium Assurances
 Internationales-IARD
 (LMA-IARD)
 Tél. : (225) 20.25.18.18
 E-mail : lma-iard@lma-iard.com



NIGER

Union Générale des Assurances
 du Niger-IARD (UGAN-IARD)
 Tél. : (227) 20.73.40.71
 E-mail : ugan-iard@ugan-iard.com



Avie

Tél. : (229) 21.31.83.55
 E-mail : infos@avieassur.com



Le Millénium Assurances
 Internationales-Vie (LMA-Vie)
 Tél. : (225) 20.25.44.44
 E-mail : lma-vie@lma-vie.com



Union Générale des Assurances
 du Niger-Vie (UGAN-Vie)
 Tél. : (227) 20.73.41.75
 E-mail : ugan-vie@ugan-vie.com



CAMEROUN

Union des Assurances
 du Cameroun Vie (UA Cam-Vie)
 Tél. : (237) 33.42.12.46
 E-mail : contact.uacam@uacamvie.com



L'Alliance Africaine
 d'Assurances Vie (3A-Vie)
 Tél. : (225) 20.33.98.20
 E-mail : aaavie@aaavie.com



SENEGAL

Union des Assurances
 du Sénégal-Vie (UASen-Vie)
 Tél. : (221) 33.889.00.40
 E-mail : uasenvie@uasen.com



CENTRAFRIQUE

Union des Assurances
 Centrafricaines-IARD (UAC-IARD)
 Tél. : (236) 21.61.31.02
 E-mail : uac-iard@uac-iard.com



GABON

Union des Assurances
 du Gabon-Vie (UAG-Vie)
 Tél. : (241) 74.34.34
 E-mail : uagvie@uagvie.com



TOGO

Union des Assurances
 du Togo-IARD (UAT-IARD)
 Tél. : (228) 221.10.34
 E-mail : uat.iard@uatiard.com



GUINÉE

Union des Assurances
 de Guinée-IARD (UA-IARD)
 E-mail : info.guinee@ua.iard.com



Union des Assurances
 du Togo-Vie (UAT-Vie)
 Tél. : (228) 222.51.95
 E-mail : uatvie@uatvie.com





Guinée (Conakry)

Chef de l'État : Alpha Condé • Premier Ministre : Mohamed Saïd Fofana
• Population (millions) : 10 • Superficie (km²) : 245 857 • PIB /hab 2011 (USD) : 502 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 3,9 • Inflation 2011 (%) : 21,4 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 178

En dépit de recettes moindres et d'investissements du secteur minier en repli, la croissance est demeurée robuste, estimée à 4,5 %, en 2012.

Une politique fiscale et monétaire prudente a permis de ramener le taux d'inflation en dessous de 15 % et le taux de change a été stabilisé ⁽¹⁾. Surtout, suite à l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE en septembre, la Banque mondiale et le FMI ont procédé à un allègement de la dette de 2,1 milliards de dollars. Dans la foulée, le Club de Paris a annulé 356,3 millions de dollars de dette envers les créanciers publics. Sur une base volontaire et bilatérale, près de 300 millions de dollars devraient faire l'objet d'une annulation additionnelle, ce qui reviendrait à remettre les compteurs à zéro. Le président Condé a affirmé que ces annulations permettront de dégager environ 150 millions de dollars par an pour la lutte contre la pauvreté et l'augmentation de 10 % des salaires de la fonction publique.

En mars 2012, le Comité interministériel chargé de la révision des conventions et contrats miniers (CIRCAM) a été créé pour examiner les accords existants et les mettre en conformité avec le nouveau code minier adopté en 2011. Mais, intervenue à un mauvais moment (baisse de la demande mondiale, chute des cours), cette révision a mis en suspens plusieurs millions de dollars d'investissements et retardé les projets, notamment dans l'exploitation du fer.

Sur plusieurs milliards d'investissements prévus, seuls 300 millions de dollars auraient été injectés dans la mise en production du gisement de fer de Forécariah par la coentreprise Bellzone et China International Fund. BHP Billiton a claqué la porte pour l'exploitation du minerai de fer du Mont Nimba, tandis que Vale ne classe plus le développement du fer de Simandou parmi ses priorités.

Selon le ministère de Finances au premier semestre 2012, la production d'or a baissé de 9,5 % par rapport à la même période de 2011, celle de diamant de 11,7 % et celle d'alumine de 17 %. La raffinerie d'alumine de Friguia, exploitée par le russe Rusal, n'a pas récupéré ses capacités de production de 640 000 t/an après le déclenchement d'une grève en avril qui aurait fait perdre 167 millions de dollars à l'entreprise.

En revanche, la production de bauxite est en hausse de 22,4 %. La Compagnie des bauxites de Guinée (CBG) a conclu en novembre un contrat d'approvisionnement à long terme avec

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 1,95 sur 5 ▼

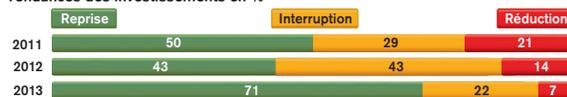
Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Réseau portuaire	▲	Eau et assainissement	
Réseau téléphonique	▲	Distribution électrique	▲
Qualité du secteur bancaire	▲	Tarifs douaniers	▼
Coût des télécoms	▼	Équité des jugements	▼
Coût de la main-d'œuvre	▼	Niveau de corruption	▲

Bilan des entreprises

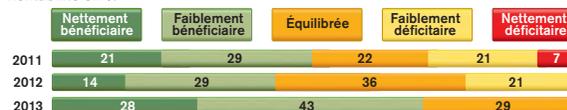
Tendances du chiffre d'affaires en %



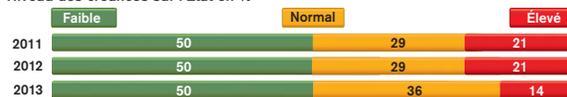
Tendances des investissements en %



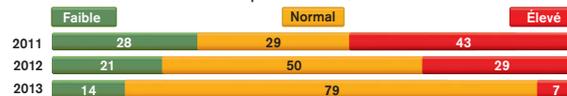
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



le Fonds d'investissement des EAU, Mubadala Development Co. La demande devrait atteindre 5 millions t en 2017.

Deux ans après l'arrivée au pouvoir d'Alpha Condé, la situation politique reste tendue entre le pouvoir et l'opposition rassemblée autour de l'Alliance pour le développement et le progrès (ADP) et le Collectif des partis politiques pour la finalisation et la transition (CPPFT), les deux camps ne parvenant pas à se mettre d'accord sur le calendrier des législatives. Une nouvelle commission électorale a toutefois prêté serment début novembre.

(1) 100 francs guinéens (GNF) = 0,01 EUR au 4/12/2012.

Les nécessaires réformes d'amélioration de la gouvernance dans les secteurs extractif et sylvicole

Les crises politiques des années 2009-2010 ont affecté le cadre fiduciaire déjà fragile de la Guinée. Le classement de la Fondation Mo Ibrahim place la Guinée au 45^e rang par rapport aux 54 pays africains en 2008/2009 en termes de gouvernance. Les principales faiblesses identifiées concernent (i) le cadre réglementaire des affaires et (ii) la gouvernance notamment. Ainsi, le développement du secteur privé, dont la majeure partie est informelle, est contrarié par un environnement des affaires considéré comme l'un des moins propices au monde. En effet, les Rapports « Doing Business » 2011 et 2012 classent le pays à la 179^e position sur 183, soit à la 47^e place en Afrique et indiquent que la Guinée souffre d'un déficit de gouvernance, d'un héritage de corruption, de lenteurs bureaucratiques, d'un faible niveau de protection des investisseurs et des difficultés d'accès au crédit. De plus, l'étroitesse du tissu économique formel fait peser l'essentiel de l'effort fiscal sur les activités extractives. A cet égard, « Doing Business 2012 » estime que le niveau de taxation en Guinée

représente près de 56% du profit des entreprises de ce secteur. Conscientes de ces lacunes, les nouvelles autorités guinéennes ont engagé, avec l'appui des institutions multilatérales de développement, un train de mesures pour améliorer l'environnement des affaires, notamment par la réduction du rôle de l'Etat dans l'exploitation minière, la promotion de l'investissement privé et l'amélioration du cadre administratif et judiciaire. Les pouvoirs publics souhaitent également lutter contre la dégradation des ressources forestières.

La Guinée possède plus du tiers des réserves mondiales de bauxite (estimées à 25 milliards de m³), ainsi que des réserves importantes de fer (4 milliards de tonnes), d'or, de diamants, d'uranium et d'autres minéraux.

Ces ressources, qui ont été jusqu'à présent faiblement exploitées, pourraient, selon les autorités gouvernementales, avec le renforcement du cadre juridique et des capacités de l'administration publique, jouer le rôle de locomotive du développement économique du pays et assurer à l'Etat

des ressources fiscales importantes. Les efforts des pouvoirs publics pour améliorer la gouvernance dans le secteur extractif portent spécifiquement aujourd'hui sur le renforcement : (a) du cadre législatif (code minier et pétrolier) et (b) la chaîne de contrôle à travers l'appui à la mise en œuvre de l'Initiative pour Transparence des Industries Extractives (ITIE), ainsi que des capacités de négociation ou renégociation des contrats miniers. En particulier, les résultats attendus dans ce secteur portent notamment sur l'harmonisation de l'approche du développement communautaire dans les zones minières, l'élaboration du code pétrolier et ses textes d'application, l'élaboration de la Lettre de Politique minière du pays, la réalisation d'audits prévus au titre de l'ITIE, la mise en place d'un fonds dédié du secteur.

En ce qui concerne le secteur sylvicole, l'actualisation de la politique forestière et la révision des codes juridique et faunique et de leurs textes d'application sont nécessaires pour mener à bien les réformes engagées.

lemoci
MAGAZINES

La librairie du Moci vous propose cette semaine :

Le Guide de l'import en 10 étapes

1^{ère} édition 2012

Le Guide de l'import en 10 étapes

1^{ère} édition 2013

Indispensable pour gagner du temps : un atout pour l'entrepreneur qui souhaite importer, la réponse à toutes les questions sur ses opérations d'importation.

Indispensable pour maîtriser les risques et les techniques de la supply chain.

Indispensable pour éviter les pièges de l'import : La stratégie, le sourcing, la douane, les contrats d'achat et de paiement, la livraison, le contrôle qualité, le transport, le dédouanement, la communication interculturelle, le recrutement de spécialistes,...



Pour tout renseignement Tél. : 01 53 80 74 40 - e.mail : abonnement@lemoci.com



Libéria

Présidente : Elle, Johnson-Sirleaf • Vice-Président : Joseph N. Boakai • Population (millions) : 4 • Superficie (km²) : 111 370 • PIB/hab (USD) 2011 : 281 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 8,2 • Inflation 2011 (%) : 8,5 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 182

La croissance économique a été boostée à 9 % en 2012, par la reprise par ArcelorMittal de l'exploitation de la mine de fer Yepeka, dans les monts Nimba : sa production a atteint 4 millions de tonnes (Mt) en 2012 et sera portée entre 10 et 15 Mt en 2014 ou 2015. Avec le retour à la paix depuis plus de 10 ans, les investissements directs étrangers (IDE) se sont multipliés dans ce pays riche en ressources naturelles. Des sociétés développent des projets : dans le domaine minier, BHP Biliton, China Union et Sable Mining Africa Ltd ; dans le caoutchouc, Firestone et SIPH ; dans l'huile de palme, Golden Agri-Resources et Sime Darby. Beaucoup d'espéros sont aussi fondés sur l'exploration pétrolière. Des contrats de prospection-exploration ont été signés avec Chevron, Anarko et African Petroleum Corp.

Retour des investisseurs, stabilité économique, inflation contenue, reconstitution des réserves de change : autant d'éléments positifs qui ont permis, notamment, d'enclencher un nouveau programme de trois ans avec le FMI (78,9 millions USD). Le

gouvernement prévoit d'introduire des bons du Trésor pour lever de nouvelles ressources et développer le marché financier.

Toutefois, les infrastructures demeurent sous-développées et une large partie de la population vit dans la pauvreté. En outre, le gouvernement doit aussi faire face à des critiques sur la conclusion des contrats et est accusé de népotisme et de corruption. En août dernier, un rapport de Global Witness soulignait que depuis 2010, le Liberia avait octroyé un quart des concessions forestières en dehors de la réglementation en vigueur...

La présidente Johnson Sirleaf, réélue pour un second mandat en novembre 2011, qui dément tout acte de népotisme, souhaite toutefois éclaircir certains points. Dans le cadre de la Liberia Extractive Industries Transparency Initiative (LEITI), un audit conduit par le cabinet britannique Moores Stephens LLC va porter sur 8 milliards de dollars de contrats conclus depuis 2009, date d'adhésion du Liberia à l'ITIE (Initiative pour la transparence dans les industries extractives). Le rapport devrait être disponible en janvier 2013.

lemoci
C O N S E I L

CONSEIL en développement international

Pour y voir plus clair dans **votre développement et demander conseil** à des spécialistes.

Étape 1

Diagnostic Export :

Êtes-vous prêt pour l'international ?



Étape 2

Préparation de l'Action :

- Montage des dossiers d'aides (COFACE, Ubifrance, Oséo)
- Sélection des marchés cibles



Étape 3

Accompagnement sur mesure :



- Recherche partenaires / clients
- Suivi de contacts
- Définition de politique tarifaire
- Externalisation

POUR EN SAVOIR PLUS, CONTACTEZ-NOUS :

CONSEIL@LEMOCI.COM - 06 47 98 57 24

WWW.LEMOCICONSEIL.COM



Mali

Président intérimaire : Dioncounda Traoré • Premier Ministre : Diango Sissoko • Population (millions) : 15,4 • Superficie (km²) : 1 241 231 • PIB/hab 2011 (USD) : 699 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 2,7 • Inflation 2011 (%) : 3,1 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 175

Le coup d'État du 22 mars, mené par le capitaine Amadou Sanogo quelques semaines avant l'élection présidentielle, contre le président élu Amadou Toumani Touré, a provoqué une grande instabilité. Il a aussi ouvert la voie aux Islamistes, dont Ansar Dine, pour prendre le contrôle du Nord du pays avec dans un premier temps l'appui du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA).

Le 6 avril, l'indépendance du Nord Mali est proclamée. À Bamako, le président de l'Assemblée nationale, Dioncounda Traoré, prête serment au poste de président de transition le 12 avril.

Une crise sans précédent qui menace toute la région avec au cœur des extrémistes, dont une partie sont liés à Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), comme le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao). Mi-novembre un plan d'intervention de l'Union africaine a été acté et est dans l'attente du feu vert de l'ONU. Toutefois, une intervention militaire ne pourrait intervenir avant la mi-2013.

Compte tenu de la situation politique, le pays a bien résisté au niveau économique grâce au coton et à l'or. Avec quelque 545 000 hectares d'emblavés, la CMDT devrait atteindre son objectif de 500 000 t de coton en 2012/13, en hausse de 12 %. En outre, elle table sur 2 millions de tonnes (Mt) de céréales. Quant à l'or, qui représente environ 15 % du PIB, la production pourrait s'établir à 50 t cette année (+ 16,2 %). Ainsi, Randgold, le plus important investisseur du pays (450 000 onces d'or en 2011), ne connaît pas de perturbation. En août dernier, a été officiellement inaugurée sa quatrième mine d'or, Goukoto, avec des réserves estimées à 5 millions d'onces. Swiss Bullion Company, en partenariat avec le malien PAMBC, a annoncé en septembre que la première raffinerie d'or (capacité de 100 t/an) démarrera fin 2013. La reprise de ces deux secteurs se conjugue avec une campagne agricole 2012/13 qui s'annonce excédentaire avec 6 Mt de céréales selon la FAO.

Toutefois, l'économie devrait se contracter de 1,5 % en 2012, selon le FMI. Une baisse des dépenses budgétaires a permis de maintenir les équilibres, compte tenu de la suspension de l'aide des bailleurs de fonds (plus de 1 milliard de dollars), suite au coup d'État. Le BTP, le tourisme, sont fortement impactés par la crise. Le groupe sud-africain Illovo Sugar s'est retiré du complexe sucrier de Makala. Toutefois, la nouvelle sucrerie N-Sukala SA à Sikasso, fruit d'un partenariat sino-malien, a été inaugurée officiellement en novembre. L'ave-

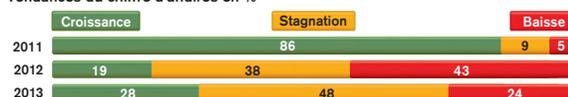
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,28 sur 5 ▲

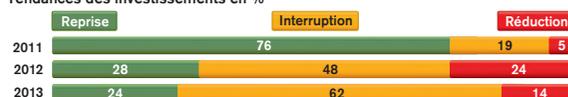
Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Réseau téléphonique	▲	Distribution électrique	▼
Réseau internet	▲	Fraude douanière	▲
Qualité du secteur bancaire	▲	Équité des jugements	▲
Droit du travail	▲	Niveau de corruption	▲
Coût de la main-d'œuvre	▲	Protection de l'environnement	▲

Bilan des entreprises

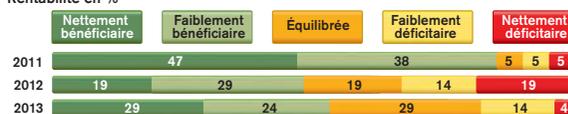
Tendances du chiffre d'affaires en %



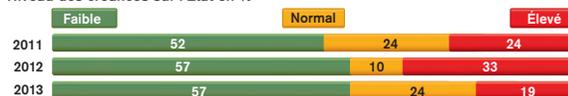
Tendances des investissements en %



Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



nir pourrait être aussi compromis dans les mines, où la majorité des sociétés en phase d'exploration ont arrêté ou réduit leur activité, comme Merrex Gold Inc ou Avion Gold Corp.

La FAO estime que 4,6 millions de personnes (32 % de la population) sont exposées à une insécurité alimentaire sans compter plus de 400 000 déplacés et les nombreuses exactions commises par les Islamistes qui appliquent la charia avec brutalité.

Niger



Chef de l'État : Mahamadou Issoufou • Vice Président : Brigi Rafini • Population (millions) : 15,5 • Superficie (km²) : 1 267 000 • PIB/hab 2011 (USD) : 374 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 2,3 • Inflation 2010 (%) : 2,9 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 186

Le démarrage de la production et du raffinage de pétrole par la China National Petroleum Company (CNPC) a permis au Niger de réaliser un taux de croissance de 11,6 % en 2012. Toutefois, aujourd'hui, la raffinerie Soraz, située à Zinder et détenue à 60 % par CNPC et 40 % par le Niger, ne tourne qu'à la moitié de sa capacité (20 000 b/j) et le prix de cession du brut est jugé trop élevé.

Cherchant à diversifier ses partenaires, le Niger a accordé neuf accords de partage de production à 5 compagnies pétrolières : les Nigériens Labana Petroleum, Sirius Energy et Advantica Gas and Energy ; l'Australien Petroleum Ltd ; Gemin basé aux Bermudes. Le gouvernement estime que le secteur pétrolier devrait rapporter 164 millions de dollars au pays cette année. En juin, il a signé un accord avec le Tchad pour la construction d'un oléoduc de 600 kilomètres reliant Agadem à l'oléoduc Tchad-Cameroun. En 2014, la production du champ d'Agadem devrait atteindre 80 000 b/j (20 000 b/j aujourd'hui), faisant du pays un exportateur de brut.

En revanche, dans l'uranium, le projet d'exploitation d'Imouren, opérée par Areva, qui doit permettre un doublement de la production à 9 000 t, a été retardé suite à l'enlèvement des salariés d'Areva à Arlit en 2010. En outre, le gouvernement nigérien a jugé en octobre le partenariat avec la société française « très déséquilibré » en spécifiant que les recettes tirées de l'uranium ne représentent que 5 % des recettes du budget national.

L'agriculture demeure très vulnérable aux conditions climatiques. En 2012/13 un excédent céréalier de 1 million de tonnes (Mt) succédera à un déficit de 700 000 t ! D'où l'objectif du ministère de l'Agriculture de semer environ 100 000 hectares de terres irrigables pour produire l'équivalent de 500 000 t de céréales.

Signe positif, le Niger a obtenu en novembre à Paris des bailleurs de fonds 4,8 milliards USD pour son Plan de développement économique et social (PDES) 2012-2015. Adopté en août dernier, le PDES, d'un montant total de 12,4 milliards de dollars, renoue avec la planification économique avec des priorités telles que la consolidation des institutions, la sécurité alimentaire, le développement agricole durable... En octobre, le pays a aussi lancé un plan Stratégie de développement et de sécurité dans les zones sahélo sahariennes du Niger (SDS-Sahel Niger) de 2,5 milliards de dollars pour développer cette région, principalement Agadez, où quelque 3 000 ex-rebelles touaregs ont été démobilisés.

En mars 2012, le gouvernement a décidé de nationaliser la Société nigérienne de télécommunications (Sonitel) et sa

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,67 sur 5 ▲

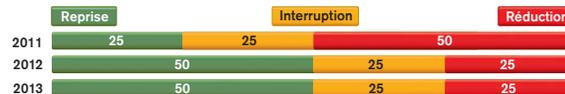
Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Réseau téléphonique	▲	Réseau routier	▶
Efficacité de l'administration	▲	Distribution électrique	▲
Droit du travail	▲	Impact du secteur informel	▲
Fiabilité des partenaires et interlocuteurs	▲	Protection de l'environnement	▼
Coût de la main-d'œuvre	▼	Système de santé	

Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



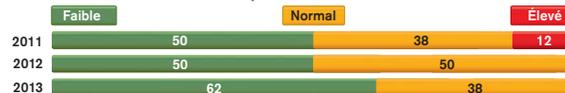
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



branche Sahelcom pour le mobile. Du côté des banques, BNP Paribas a cédé 35 % de ses parts dans la Banque internationale pour l'Afrique (BIA) à la burkinabé Coris Bank pour 2,45 milliards FCFA⁽¹⁾.

Conformément aux engagements présidentiels, le gouvernement a annoncé en février une augmentation de 5 à 10 % du salaire des fonctionnaires et une baisse des prix de l'électricité et de l'eau. Pour 2013, le taux de croissance est projeté à 6,2 %.

(1) 1 EUR = 655,957 FCFA au 3/12/2012.



Nigeria

Chef de l'État : Goodluck Ebele Azikiwe Jonathan • Vice Président : Namadi Sambo • Population (millions) : 159 • Superficie (km²) : 923 768 • PIB /hab 2011 (USD) : 1 452 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 7,4 • Inflation 2011 (%) : 11,4 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 156

La croissance demeure soutenue, anticipée à 7,1 % en 2012 (7,9 % hors secteur pétrolier). Les fondamentaux sont solides. Les réserves en devises fin novembre atteignaient plus de 44 milliards de dollars, soit leur plus haut niveau depuis trois ans. En dépit de la politique restrictive de la Banque centrale, l'inflation demeure à deux chiffres, mais le naira⁽¹⁾ est stabilisé. La corruption et le manque de transparence grippent l'économie et la situation sécuritaire se dégrade. Aux attentats répétés de la secte islamiste Boko Haram avec pour cibles le gouvernement et les églises chrétiennes, perdurent des sabotages et vols dans l'industrie pétrolière dans le Delta du Niger.

Le gouvernement a réintroduit, après une brève suspension qui a provoqué un tollé dans la population, les subventions des prix du carburant, qui pèsent l'équivalent d'environ 2 % du PIB. Une enquête réalisée en avril a démontré une fraude massive sur ces subventions, évaluée à 6,8 milliards de dollars, au sein de la Compagnie pétrolière nationale (NNPC).

La Petroleum Industry Bill (PIB), nouvelle loi pétrolière, est toujours en discussion. Approuvée en octobre par le président Goodluck Jonathan, elle ne fait pas l'unanimité auprès des législateurs, des ministres et des majors pétrolières. Ces débats interviennent après un rapport sur le secteur pétrolier, rédigé par l'ancien chef anticorruption, Nuhu Ribadu. Non-rendu public, il dénonce des pratiques douteuses au sein de l'industrie pétrolière qui auraient fait perdre des dizaines de milliards de dollars. Il mentionne notamment la perte de 29 milliards de dollars en raison de prix inférieurs à ceux du marché dans la vente de gaz à la compagnie NLNG, dont Shell, Total, ENI et NNPC sont actionnaires. L'adoption de la PIB pourrait libérer le potentiel pétrolier et gazier du pays.

Dans l'électricité, où la pénurie est chronique, une première étape a été franchie en confiant en novembre la gestion et le contrôle de la Transmission Company of Nigeria (TNC), qui gère le réseau électrique national de transport, à l'entreprise canadienne Manitoba Hydro. En outre, le gouvernement a annoncé en octobre les repreneurs de 10 entreprises de distribution d'énergie et approuvé les offres de cinq centrales électriques.

Le Nigeria a connu cette année les pires inondations depuis 40 ans, qui ont causé des pertes humaines et de gros dégâts dans la production (- 20 % pour celle de pétrole). La production cacaoyère ne devrait pas dépasser 200 000 t en 2012/13 (- 20 % aussi). Le gouvernement fédéral a approuvé en sep-

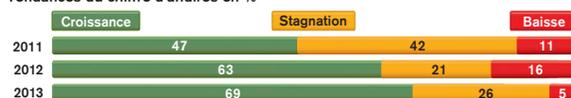
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,07 sur 5 ▼

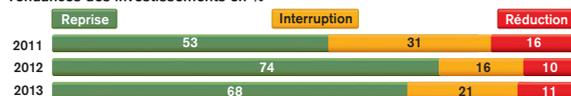
Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Réseau internet	▲	Eau et assainissement	
Qualité du secteur bancaire	▲	Distribution électrique	▶
Qualité et stabilité de l'encadrement	▲	Efficacité de l'administration	▶
Qualité et stabilité de la main-d'œuvre	▲	Fraude douanière	▼
Taux d'absentéisme	▼	Niveau de corruption	▼

Bilan des entreprises

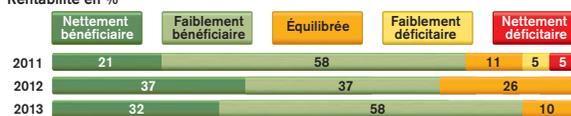
Tendances du chiffre d'affaires en %



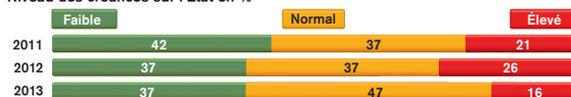
Tendances des investissements en %



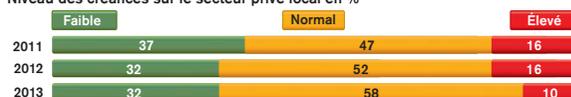
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



tembre un plan directeur pour le sucre sur 10 ans (Nigerian Sugar Master Plan - NSPM) qui vise à réduire la dépendance du pays aux importations. D'un coût de 320 millions de dollars par an, ce plan ambitionne de porter la production de sucre à 1,797 million t (contre 65 000 t en 2011/12 et moins de 10 % des besoins couverts). Le gouvernement veut aussi atteindre l'autosuffisance en riz en 2015. Il est pour l'instant l'un des premiers importateurs mondiaux.

(1) 100 NGN = 0,63 USD au 3/12/2012.



Sénégal

Chef de l'État : Macky Sall • Premier Ministre : Abdoul Mbaye • Population (millions) : 12,4 • Superficie (km²) : 197 000 • PIB/hab 2011 (USD) : 1 119 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 2,6 • Inflation 2011 (%) : 3,4 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 155

La démocratie après quelques mois d'affrontement a fini par vaincre au Sénégal. Face au président sortant, Abdoulaye Wade, Macky Sall a été élu en mars président de la République au second tour de l'élection avec 65 % des voix. Les législatives de juillet lui ont donné une large majorité à l'Assemblée nationale.

Dans son premier discours de président, Macky Sall s'est engagé à rétablir la transparence et la bonne gouvernance au Sénégal. Très vite des enquêtes ont été lancées sur des détournements de fonds de certains dignitaires et une cour de répression de l'enrichissement illicite a été créée. Karim Wade, ainsi que quatre anciens ministres, ont notamment été entendus en novembre et ont l'interdiction de quitter le territoire.

Les priorités affichées à court terme par Macky Sall sont le soutien au monde rural, la baisse des prix des denrées alimentaires, le règlement de l'éternel problème de l'approvisionnement en électricité, la réduction du train de vie de l'État et la relance du dialogue pour la paix en Casamance. Les premières mesures prises par le gouvernement, dirigé par Abdoul Mbaye, ont été d'abaisser les prix des denrées de première nécessité (riz, l'huile et le sucre), de distribuer des vivres de soudure et des aliments de bétail et de subventionner les intrants agricoles. La campagne agricole 2011/12 s'était soldée par un déficit vivrier de 238 000 t et les productions d'arachides et de coton ont chuté respectivement de 59 % et de 21 %.

En juillet, la Banque mondiale a accordé un prêt de 85 millions de dollars pour moderniser le réseau électrique. Les fonds seront investis sur 5 ans pour réduire les pertes techniques et commerciales et améliorer les services de la Senelec. Sous la présidence Wade, en janvier, a été signé un

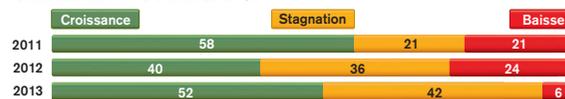
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,71 sur 5 ▲

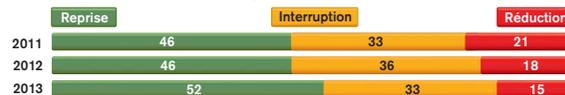
Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Réseau portuaire	▲	Distribution électrique	▲
Procédures de dédouanement	▲	Délais des procédures judiciaires	▼
Taux d'absentéisme	▲	Impact du secteur informel	▼
Sécurité des personnes	▼	Coût de l'électricité	▲
Coût de la main-d'œuvre	▲	Protection de l'environnement	▲

Bilan des entreprises

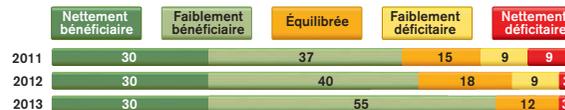
Tendances du chiffre d'affaires en %



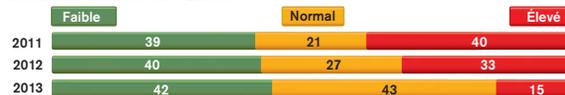
Tendances des investissements en %



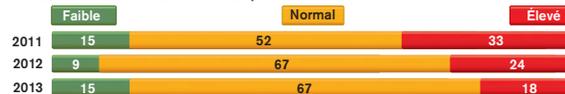
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



Annuaire MOCI des avocats d'affaires à l'international

3^{ème} édition

L'Annuaire MOCI des avocats d'affaires à l'international a pour objectif d'aider les entrepreneurs à préparer un projet à l'international en trouvant pour chaque pays, un avocat ou un conseil juridique en langue française. Cette 3^{ème} édition s'est enrichie de nouveaux pays avec près de 1200 cabinets et plus de 800 avocats français et francophones dans 55 pays.

Pour le commander

Tél : 01 53 80 74 40 - e-mail : abonnement@lemoci.com





COMILOG
The manganese source®

ERAMET

ERAMET est un des principaux producteurs mondiaux de nickel, de manganèse, d'alliages et d'aciers de haute performance, qui détient des positions de leadership mondial sur des produits à haute valeur ajoutée. ERAMET emploie 15 000 personnes dans plus de vingt pays.

Filiale du Groupe ERAMET et acteur majeur de l'économie gabonaise, Comilog est un leader mondial du secteur du manganèse. Groupe international, il déploie ses activités sur l'ensemble de la filière à travers ses implantations en Afrique, Europe, Amérique du Nord et d'Asie.

En 2012, Comilog a fêté ses 50 ans de mise en production et développe de nombreux projets au Gabon : complexe métallurgique et Ecole des Mines et de la Métallurgie à Moanda, projet Maboumine à Lambaréné...

50 ans
COMILOG
1962 - 2012

www.eramet.com

Sénégal

accord avec la société coréenne Electric Poweer Corp pour construire une centrale à charbon de 250 MW pour un coût de 300 milliards FCFA⁽¹⁾. La centrale devrait être opérationnelle en 2015.

Dans un environnement extérieur peu porteur, le Sénégal devrait enregistrer une croissance de 4,3 % en 2013, contre 3,7 % en 2012. Selon le FMI, elle sera portée par l'arrivée à maturité de grands projets dans les secteurs électriques et autoroutiers, la poursuite du redressement du secteur agricole, l'exploitation du zircon par la GCO, entreprise conjointe de l'australien Minerals Deposits et du français Eramet, et des projets de mines d'or de Golouma et Massawa, ainsi que le démarrage des projets financés par le Millennium Challenge Account. Le gouvernement s'est engagé à réduire le déficit des finances publiques à 5 % du PIB en 2013.

Au chapitre de la réduction du train de vie de l'État, le Sénat et la vice-présidence ont été supprimés. Le budget alloué au Sénat, soit environ 8 milliards FCFA sera versé aux victimes des inondations, qui ont durement frappé le pays. En outre, une dizaine d'agences et autres entités publiques ont été supprimées. Mais la réduction du nombre de ministères à 25 n'a tenu que jusqu'au remaniement ministériel d'octobre, il est passé ensuite à 30 avec notamment la création du ministère de l'Aménagement des zones d'inondation ou celui de la Promotion de la bonne gouvernance.

Signe de rupture avec le précédent pouvoir, l'accord intervenu en août entre le Sénégal et l'Union africaine pour faire juger par un tribunal spécial l'ancien président tchadien Hissène Habré, poursuivi pour crime contre l'humanité.

(1) 1 EUR = 655,957 FCFA au 3/12/2012.

Avis d'expert CMS Bureau Francis Lefebvre. Jean Jacques Lecat - Avocat Associé

La réalisation du Programme triennal d'investissements public (PTIP) 2013-2015 d'un montant de 3 090 milliards FCFA (4,71 milliards d'euros) qui vient d'être adopté par les députés sénégalais suppose que soient rétablis la transparence et le bon fonctionnement du système de passation des marchés publics qui avait valu au Sénégal d'être sélectionné dans le cadre du programme pilote d'utilisation des procédures nationales dans le cadre des projets financés par la Banque Mondiale.

A partir de fin 2010 une série de décrets ont détérioré ces règles en faisant sortir de leur champ d'application une part

importante des commandes publiques et en affaiblissant l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP). C'est au nom du principe de transparence que le nouveau Gouvernement a engagé des contrôles et a donné suite aux observations déjà formulées sur certains dossiers par les corps de contrôle d'Etat. Un Comité de suivi des audits a été mis en place et une Cour de Répression des Crimes économiques et Financiers doit être créée. Le rétablissement des procédures pour tous les acheteurs publics ainsi que le renforcement de l'indépendance de l'ARMP, déjà entamés en 2012, devrait se poursuivre.

Dans le domaine des incitations fiscales, l'étude des mesures contenues dans le Code des investissements et dans les textes sectoriels tels que le code minier, le Code pétrolier, le régime des entreprises franches d'exportation, a conduit le gouvernement à préparer une réforme visant à les rationaliser en les intégrant au Code Général des Impôts (CGI) et à en réduire le coût. Il conviendra de mesurer l'impact de ces modifications sur les entreprises existantes et leur compatibilité en particulier avec des conventions prévoyant une garantie de stabilité de la législation. Par ailleurs le taux de l'impôt sur les sociétés devrait être augmenté de 25 % à 30 %.



TOTAL, UN ACTEUR QUI S'ENGAGE EN AFRIQUE

Total s'engage pour le développement du secteur de l'énergie en Afrique et accompagne le continent dans la réalisation de ses nouveaux défis et ambitions. À travers un vaste réseau de 3 500 stations-service, Total se positionne en acteur de proximité. Le Groupe se réjouit de participer à l'amélioration des systèmes éducatifs et de l'environnement des pays dans lesquels il opère. Notre responsabilité vise à répondre à la demande croissante en énergie au moyen de solutions innovantes et durables.



Yetunde Shado, a effectué ses études à l'Institute of Petroleum Studies (IPS) grâce à une bourse accordée par Total.

**DES ÉTUDES QUI PRÉPARENT
À L'EMPLOI**



Adamou Younoussa, bénéficiaire du programme « Jeune Gérant », est aujourd'hui responsable de la station-service Total Wadala.

**ENCOURAGER
L'ENTREPRENEURIAT**



**DÉVELOPPER
UN SAVOIR-FAIRE**



**ACCÉLÉRER AUSSI NOTRE ENGAGEMENT
DANS L'ÉNERGIE SOLAIRE**



Sierra Leone

Président : Ernest Bai Koroma • Vice-Président : Sahr Sam-Sumana • Population (millions) : 6 • Superficie (km²) : 71 740 • PIB/hab 2011 (USD) : 374 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 3,3 • Inflation 2011 (%) : 18,5 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 180

Le président sortant **Ernest Bai Koroma** a remporté l'élection présidentielle du 17 novembre au premier tour, avec 58,7 % des voix contre son principal rival, le général à la retraite Julius Maada Bio (37,4 %). Le taux de participation a été de 87,3 %. Élu pour un second et dernier mandat de 5 ans, Ernest Bai Koroma a promis de stimuler les investissements, d'améliorer la redistribution des richesses et de lutter contre la corruption. **La croissance a explosé cette année**, estimée à 18,2 %, avec la mise en valeur du fer par les sociétés britanniques African Mineral à Tonkolii et London Mining à Marampa. Hors fer, la croissance est estimée à 6,3 %, portée par l'agriculture, les services et les récents investissements dans les infrastructures. En 2013, la croissance devrait être ramenée à 7,5 %.

Le pétrole devrait aussi contribuer à la croissance à moyen terme. Cette année, des permis d'exploration sur 8 blocs offshore ont été accordés. L'américain Chevron, en consortium avec Noble Energy et Odye, a remporté deux blocs, et rejoint le canadien Talisman Energy, le russe Lukoil, et l'américain Anadarko Pétroleum déjà présents. Les autres bénéficiaires sont : African Petroleum Corp, Kosmos, Elinilto Ltd, Signet Petroleum, Minexco, Masters Energy, GNBH Sierra Leone Exploration et Vadara Petroleum and Hydrocarbons.

La production de diamants, principale ressource d'exportation, devrait aussi croître avec le développement de la mine à ciel ouvert de Koidu (district de Kono). Une nouvelle usine de traitement de la société Octéa (groupe israélien BSG Resources Ltd) a été inaugurée en août et devrait faire passer la production de 10 000 à 45 000 carats par mois.

Dans l'énergie, Addax Bioenergy (groupe suisse Addax & Oryx), développe un projet de carburant à base de canne à sucre à Makeni. Il devrait être opérationnel en 2013. Il permettra d'exporter du bioéthanol (190 000 m³ par an) vers les marchés européens et d'alimenter le réseau national. L'investissement s'élève à 267 millions d'euros, en partenariat avec 8 institutions financières européennes et africaines. Il s'étale sur 14 300 hectares, dont 10 000 de plantations, avec une raffinerie d'éthanol et une centrale électrique à biomasse de 32 MW.

La question de la juste répartition des revenus issus des richesses minières et la lutte contre la corruption sont au cœur des défis du nouveau mandat. Plus de la moitié de la population est pauvre et le chômage touche la moitié des jeunes. Ernest Bai Koroma a promis, durant sa campagne électorale, qu'il optimiserait les recettes fiscales du secteur minier, qui

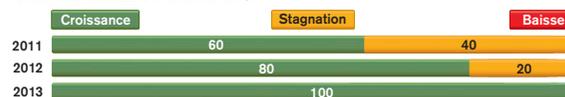
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,02 sur 5

Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Réseau téléphonique		Eau et assainissement	
Incitation à l'investissement		Efficacité de l'administration	
Environnement fiscal		Fraude douanière	
Qualité du secteur bancaire		Coût de l'électricité	
Coût de la main-d'œuvre		Protection de l'environnement	

Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



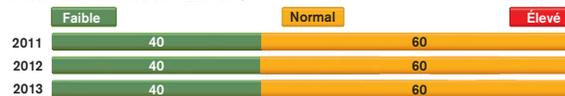
Tendances des investissements en %



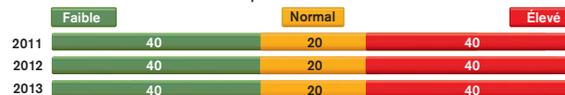
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



aujourd'hui ne représentent que 2 % des ressources fiscales en raison de la faiblesse de la redevance.

A noter que Charles Taylor, ancien président du Liberia, a été déclaré en avril coupable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité par le tribunal spécial chargé de juger les responsables des atrocités commises durant la guerre civile au Sierra Leone (1991-2002). C'est le premier ancien chef d'État africain condamné par une juridiction internationale.



Togo

Chef de l'État : Faure Essozimme Gnassingbé • Premier Ministre : Kwesi Séléagodji Ahoomey-Zunu • Population (millions) : 6 • Superficie (km²) : 56 785 • PIB/hab (USD) 2011 : 584 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 4,9 • Inflation 2011 (%) : 3,6 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 162

Le Togo consolide sa croissance qui devrait atteindre 5 % en 2012 et pourrait s'accélérer à 5,3 % en 2013, portée par le dynamisme du port de Lomé et de bonnes campagnes agricoles. Une performance dans le contexte d'une conjoncture internationale peu favorable et des retards dans le budget d'investissements de l'État.

Depuis septembre, le pays s'est doté d'une Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) qui couvrira la période 2013/17.

Depuis 4 ans, le Togo enregistre des excédents céréaliers. En 2011/12, la production s'est élevée à 1,058 million de tonnes (Mt), dont 65 % de maïs. La reprise de la production de coton se confirme avec 100 000 t attendues en 2012/13, contre 79 000 t en 2011/12.

Cette année a été lancé officiellement le Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA), qui fixe le cadre de référence pour les investissements agricoles.

Le port de Lomé (PAL) est en cours de modernisation et d'extension. Depuis décembre 2011 est engagée la construction d'un troisième quai, réalisé par Vinci et financé par Bolloré pour 300 milliards FCFA (1), et d'un nouveau terminal à conteneur, d'une capacité de 900 000 conteneurs de 20 pieds, à court terme, par Lomé Container Terminal (LTC). En outre, Eco Delta a obtenu en septembre une concession sur une zone de 40 km² près de Lomé pour construire un parc éolien de 25,2 MW pour un coût de 45 millions d'euros. Entre 2010 et 2011, le PAL a connu une croissance annuelle moyenne de 6 % de son trafic. En 2011, il a totalisé 8,2 Mt, tiré par les importations qui représentent environ 80 % du trafic.

Dans le secteur minier, la société australienne Ferrex, qui a levé sur l'Alternative Investment Market (AIM) de Londres 1,015 millions GBP, pourrait démarrer sa production de mangnèse (250 000 t/an) dans la mine de Nayega en 2013. Une usine de clinker à Tabligbo (1,5 Mt/an) et une usine de ciment à Dapaong (200 000 t/an) devraient être opérationnelles en 2015 grâce à l'investissement de 250 millions de la société allemande Heidelberg Cement (250 millions de dollars). À l'issue de sa première phase d'exploration dans le Bassin du Dahomey, la société italienne ENI a confirmé l'existence de pétrole et s'emploie maintenant à forer deux puits.

Dans le cadre de son programme de privatisation, le Togo a cédé en août la Banque togolaise de développement (BDT)

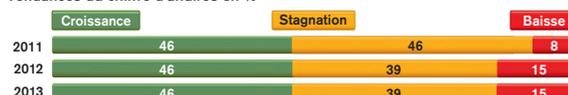
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,41 sur 5 ▼

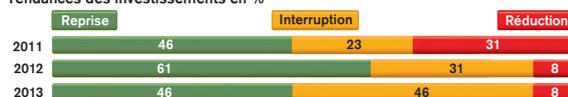
Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Réseau portuaire	▲	Impact du secteur informel	▼
Efficacité de l'administration	▼	Système de formation	
Qualité et stabilité de l'encadrement	▼	Protection de l'environnement	▲
Sécurité des personnes	▲	Niveau de corruption	▼
Coût du transport maritime	▲	Coût de l'électricité	▼

Bilan des entreprises

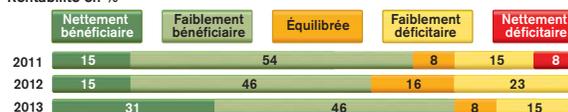
Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



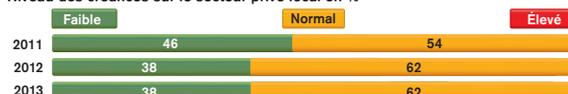
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



à Oragroup pour 36 millions de dollars. Restent les trois autres banques publiques à céder : l'UTB, la BTCI et la BIA Togo.

Au plan politique, la situation est tendue se cristallisant sur les modalités du processus électoral et se matérialisant par des manifestations notamment du Collectif « Sauvons le Togo » et de la Coalition « Arc-en-ciel ». La date des élections législatives, qui devaient normalement se dérouler en octobre, n'est à ce jour pas fixée.

(1) 1 EUR = 655,957 FCFA au 3/12/2012.



Cameroun

Chef de l'Etat : Paul Biya • Premier ministre : Philémon Yang • Population (millions)¹ : 19,6 • Superficie (km²) : 475 440 • PIB/hab 2011 (USD)³ : 1 271 • Croissance réelle du PIB 2010 (%)² : 4,2 • Inflation 2011 (%)² : 1,7 • Classement IDH 2011 (sur 187)⁴ : 150

La reprise amorcée en 2011 s'est confirmée en 2012 avec un taux de croissance de 4,7 %, (4,3 % hors pétrole). Toutefois, la situation budgétaire reste préoccupante en raison de l'accumulation d'arriérés et des passifs conditionnels des entreprises publiques et des banques en difficultés, estime le FMI.

L'exploitation de la mine de fer de Mbalam pourra démarrer suite à la convention signée fin novembre entre le Cameroun et l'australien Sundance Resources. Ce méga projet (8,7 milliards de dollars d'investissements), comprend la construction d'un chemin de fer et d'un port minéralier à Kribi. En revanche, la chute du prix du cobalt (- 50 % entre 2011 et 2012), retarde la mise en exploitation de la mine de cobalt, nickel et manganèse de Nkamouna, prévue fin 2012, par le canadien Geovic Mining Group. Ce dernier cherche à vendre sa participation (60,5 %). Le projet d'extraction de la bauxite et d'une raffinerie d'alumine par Cameroon Alumina Ltd (CAL), coentreprise entre l'indien Hindalco, Dubai Aluminium Company et l'américain Hydromine Inc, est toujours dans l'attente du permis d'exploitation des réserves de Minim-Martap et des dépôts de Ngaoundal (région de l'Adamaoua au nord).

Le Cameroun a obtenu cette année le certificat du processus de Kimberley. Bien que la production de diamants (environ 5 000 carats par an) soit pour l'instant artisanale, Botswana Diamond et C & K Mining exploitent le gisement de Mobilong et l'exploitant coréen prévoit d'ouvrir une mine d'une capacité d'environ 1 million de carats par an.

Le groupe Bolloré, gestionnaire de la Compagnie nationale des chemins de fer, devrait investir 50 milliards FCFA⁽¹⁾ en 2012 et 2013 dans un projet de train à grande vitesse reliant Yaoundé à Douala.

La reprise de la production de coton se confirme : 185 000 t en 2011/12, en hausse de 36 %, 227 000 t anticipées en 2012/13. En revanche, la production de cacao (220 000 t en 2011/12) pourrait chuter de près de 40 % cette année avec le développement de la pourriture brune. L'américain Herakles, qui développe un projet de production d'huile de palme de 350 millions de dollars sur 70 000 hectares, s'est retiré de la Roundtable on Sustainable Palm Oil (RSPO), qui certifie que l'huile est durable. Justin Sugar Mills, coentreprise indo-camerounaise, devrait construire un complexe sucrier sur 155 000 hectares à Bertoua, à l'est, pour 60 milliards FCFA. Il comprendrait des plantations de cannes à sucre, une raffinerie d'une capacité de 60 000 t/an et une centrale électrique de 16 MW alimentée par la bagasse.

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,42 sur 5 ▼

Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Réseau téléphonique	▲	Équité des jugements	▼
Qualité du secteur bancaire	▼	Système de santé	
Qualité et stabilité de la main-d'œuvre	▼	Délais des procédures judiciaires	▼
Sécurité des personnes	▼	Niveau de corruption	▲
Coût de la main-d'œuvre	▼	Protection de l'environnement	▼

Bilan des entreprises

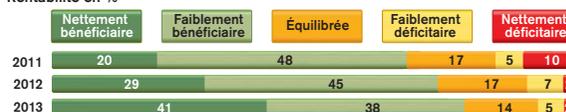
Tendances du chiffre d'affaires en %



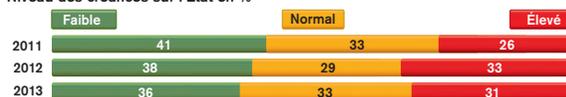
Tendances des investissements en %



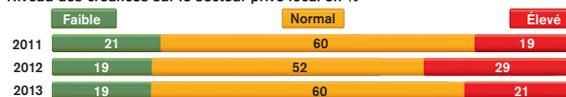
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



Le projet de budget 2013 prévoit une hausse de 16 % des dépenses pour financer des grands projets d'infrastructures, en misant pour partie sur la hausse des revenus pétroliers (production prévue à 79 000 b/j). Les élections législatives, qui devaient se tenir en 2012, ont été reportées à une date non précisée, le mandat des députés ayant été prorogé d'au moins six mois avec l'accord de l'opposition.

(1) 1 EUR = 655,957 FCFA au 3/12/2012.

Le cadre juridique de passation et de contrôle des marchés publics a été modifié en 2012 en vue d'introduire plus de transparence dans les modes d'appel à la concurrence, de renforcer le rôle et les moyens de l'Agence de régulation des Marchés Publics (ARMP) tout en réduisant les délais de passation des marchés. Un ministère spécialement chargé des Marchés Publics a été créé et doté notamment d'organes de contrôle interne (Direction des Contrôles des Marchés Publics, Inspection Générale).

La conclusion et le contrôle de la passation des délégations de services publics relèvent du Code des marchés publics, les droits et obli-

gations des parties étant essentiellement régis par les conventions, alors qu'une loi de décembre 2006 régit les contrats de partenariats, qui ont pour objet le financement et/ou la conception et/ou la construction et/ou l'exploitation et/ou l'entretien d'infrastructures dans le cadre de « projets d'une très grande envergure technique et financière ». La sélection de l'opérateur s'effectue en trois phases : pré-sélection, dialogue de pré-qualification, attribution.

Depuis le début 2012, les conditions de déductibilité des sommes versées par des entreprises camerounaises à des entreprises étrangères ont été encore renforcées.

Ainsi lorsque ces sommes sont versées à des sociétés détenant directement ou indirectement plus de 25 % du capital de la société camerounaise ou détenu par l'entreprise camerounaise dans ces proportions, le débiteur camerounais doit communiquer à l'administration fiscale, dès l'ouverture d'une procédure de vérification, une documentation détaillée présentant la politique de prix de transfert appliquée dans les relations entre les deux entreprises. De plus, les sommes versées par une entreprise camerounaise à des personnes domiciliées ou établies dans un paradis fiscal ne sont désormais pas déductibles.

POUR VOS PROJETS EXPORT



Export-in



- Externalise vos missions de prospection par un expert polyvalent, selon votre cahier des charges
- Solutionne les problématiques d'ordres réglementaires et coutumiers
- Optimise votre visibilité et simplifie votre logistique dans toute l'Afrique
- développe vos activités rapidement et anime votre réseau sur ce « Far South »
- Facilite votre implantation sur les nouveaux marchés de croissance du continent
- Fait bénéficier votre entreprise de VIE en temps partagés pour activer votre réussite
- Offre une gamme complète de services et outils adaptée à vos ambitions export Africaines



Your Export Team

Profitez d'une journée de consulting gratuite*

**L'Afrique,
le nouvel El Dorado**

Export-in, Sté d'Accompagnement à l'International
Tél. : +33 (0)3 20 49 77 36 *Mob : +33 (0)6 32 65 85 20
www.export-in.com*

République du Congo



Chef de l'Etat : Denis Sassou Nguesso • Premier ministre : Pas de Premier ministre • Population (millions) : 4 • Superficie (km²) : 342 000 • PIB /hab 2011 (USD) : 3 563 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 3,4 • Inflation 2011 (%) : 1,8 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 137

L'économie congolaise devrait rebondir en 2012 à 4,9 % (3,4 % en 2011). La croissance hors pétrole est dynamique, estimée à 9,7 %, portée par les importants investissements publics dans la construction, les télécommunications et les transports. Les fondamentaux macroéconomiques sont stabilisés, le solde budgétaire est excédentaire et la position extérieure solide, bénéficiant des prix élevés du pétrole et de l'allègement de la dette obtenu en 2010. Les réserves en devises correspondent à 8 mois d'importations. Toutefois, plus de la moitié de la population vit dans la pauvreté.

Un Plan national de développement (PND) sur 2012-2015 a été adopté en mai. Il vise à accroître la croissance inclusive, améliorer le climat des affaires, accroître le rôle du secteur financier dans le développement et améliorer l'éducation.

La production pétrolière des champs matures décline. Toutefois, il est anticipé officiellement une production de 127 millions de barils en 2012 (+ 21 % sur 2011). De nouveaux projets de développement sont en cours. C'est le cas du champ pétrolier Moho-Nord, dont les réserves récupérables sont estimées à 325 millions de barils, et qui devrait entrer en production en 2015, selon Total. Le groupe français détient 53,5 % des parts en partenariat avec Chevron (31,5 %) et la SNPC (15 %). De même, les premières gouttes d'huile devraient couler en 2015 du champ de Lianzi, opéré par Chevron, en partenariat avec Total, Eni, Sonanghol, SNPC et GALP (2 milliards de dollars d'investissements). Étant situé au large, à la frontière maritime du Congo et de la province angolaise du Cabinda, les revenus seront équitablement répartis entre les deux pays.

Les industries extractives devraient monter en puissance, notamment dans le fer. Congo Mining, filiale d'Equatorial Resources, devrait commencer à produire du fer en 2013 avec, dans une première phase, 30 000 tonnes de minerais par mois. Equatorial Resources détient aussi 100 % de la mine de fer de Badondo, où elle a réalisé ses premiers forages en juin. Une convention d'exploration a été signée en juillet entre African Iron Ltd, filiale du sud-africain Exxaro Resources, et l'Etat pour le projet de Mayoko, à Niari. Deux conventions de recherche pour de l'or et du manganèse dans les départements du Kouilou, du Niari et de la Lékoumou, ont été signées en novembre avec les sociétés minières SREM (Société de recherche et d'exploitation minière) et Soneco SA. Le projet du canadien Mag industrie Corp. pour l'exploitation du gisement de potasse de Mengo, devrait démarrer en 2013.

Le Chemin de fer Congo-Océan (CFCO) va jouer un rôle prépondérant pour acheminer les minerais vers le port de Pointe Noire. Il fait l'objet d'un important programme d'investissements

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,38 sur 5 ▲

Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Réseau portuaire	▲	Eau et assainissement	
Qualité du secteur bancaire	▼	Procédures de dédouanement	▼
Droit du travail	▲	Droit foncier	▲
Sécurité des personnes	▲	Impact du secteur informel	▼
Respect de l'humain		Niveau de corruption	▼

Bilan des entreprises

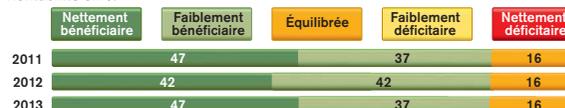
Tendances du chiffre d'affaires en %



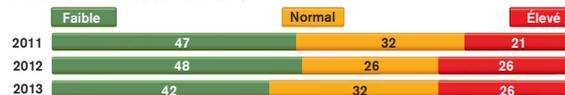
Tendances des investissements en %



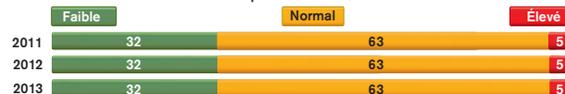
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



et devrait s'orienter vers une gestion en partenariat public privé (PPP), peut-être en 2013.

Les fermiers sud-africains de la société Congo Agriculture, qui ont signé en décembre 2011 avec le gouvernement la mise à disposition de 80 000 hectares dans le Niari, pour une durée de 25 ans, devraient réaliser une production de près de 5 Mt de maïs en 2012 sur 1 200 ha.

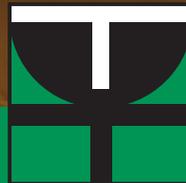
Des élections législatives se sont déroulées en juillet et août. Elles ont donné la majorité absolue au Parti congolais du travail (PCT), parti au pouvoir, avec 89 sièges sur 136.

Pour l'essor de notre continent.



Depuis sa création, le Groupe BANK OF AFRICA s'étend progressivement sur le continent africain. Sa dimension en fait aujourd'hui l'un des acteurs bancaires majeurs du continent. Son appartenance au Groupe marocain BMCE Bank renforce encore son rôle central d'une banque au service de l'économie et du citoyen. Son ambition est de couvrir à terme l'ensemble des pays africains.

Avec une vaste gamme de produits et de services pour les particuliers, les professionnels et les entreprises, le Groupe BOA participe à l'essor de l'Afrique.



**BANK
OF
AFRICA**

GRUPE BANK OF AFRICA

Gabon



Chef de l'Etat : Ali Bongo Ondimba • Premier ministre : Raymond Ndong Sima • Population (millions) : 1,6 • Superficie (km²) : 258 667 • PIB/hab 2011 (USD) : 1114 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 6,6 • Inflation 2011 (%) : 1,3 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 106

Malgré la crise internationale qui l'a sévèrement affecté, le Gabon connaît une stabilité remarquable de sa croissance, à 6 % annuellement de 2010 à 2012, grâce aux investissements publics et à un rebond du secteur minier. Pour 2013, les analyses divergent, le FMI prévoyant seulement 2 % alors que le gouvernement l'anticipe à 7 %, avec comme facteurs de croissance l'expansion des secteurs non pétroliers, notamment le programme d'infrastructures. L'inflation demeurerait très faible à 1,3 % et augmenterait d'un point en 2013.

L'année 2012 a été marquée par les audits de compagnies pétrolières qui ont ensuite conduit le gouvernement à faire des redressements fiscaux ou à renégocier d'anciens contrats arrivant à expiration. Il est demandé à ce que la nouvelle compagnie nationale, Gabon National Oil Company, ait des parts (jusqu'à 20 %) dans les nouveaux champs ou ceux dont les licences arrivent à expiration. Le Gabon devrait lancer, en juin 2013, lorsqu'une nouvelle législation sera votée, une série d'appels d'offres pour des licences portant sur de nouvelles découvertes pétrolières en eaux profondes. D'ores et déjà, Total, Perenco et Shell se sont déclarées intéressées, Shell ayant, pour ce faire, déjà conclu des accords de coentreprise avec des entreprises chinoises, dont Cnooc. La production pétrolière est de 225 000 b/j et se maintiendrait à 230 000 b/j en 2013 et 2014.

Le projet d'exploitation du minerai de fer de Belinga attire nombre d'investisseurs et une concession devrait être accordée une fois que l'évaluation du gisement sera achevée, en 2014. La production de manganèse (n° 2 mondial) bondirait de 54 %, à 5,7 millions de tonnes (Mt) d'ici 2015, contre 3,7 Mt actuellement, notamment par la filiale d'Eramet, la Compagnie minière de l'Ogooué (Comilog). Eramet construit une usine de transformation avec pour objectif 85 000 t de pro-

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,24 sur 5 ▼

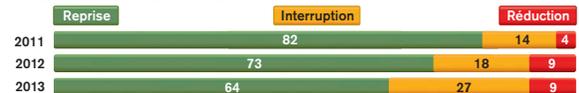
Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Réseau téléphonique	▲	Réseau portuaire	▼
Qualité du secteur bancaire	▼	Eau et assainissement	
Droit du travail	▶	Incitation à l'investissement	▼
Sécurité des personnes	▲	Équité des jugements	▼
Respect de l'humain		Système de formation	

Bilan des entreprises

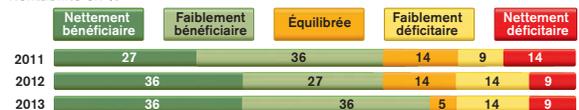
Tendances du chiffre d'affaires en %



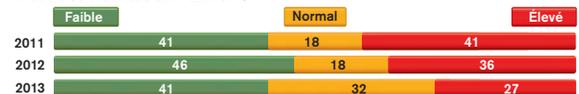
Tendances des investissements en %



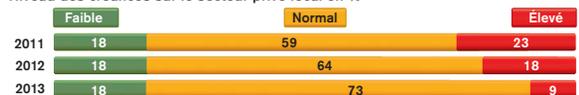
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



25€
+5€
de frais de port

4^{ème} édition

Atlas des risques pays du MOCI

L'Atlas des risques pays du Moci a plus que jamais son rôle à jouer pour aider les entreprises à forger leur politique de gestion des risques de non-paiement. Il fournit des informations et des recommandations claires et précises sur des notions clés telles que les meilleures pratiques de paiement ou les conditions de la logistique et des transports dans 104 pays répartis sur tous les continents.

Le membre de commerce international

Atlas des risques pays

Jun 2012

Paiement, sécurité, logistique et douane

Pour tout renseignement - Tél : +33 1 53 80 74 40 - e-mail : abonnement@lemoci.com

Gabon

duits raffinés à partir de 2014. Le pays entend aussi exploiter ses réserves de phosphate, niobium et tantalé.

La diversification de l'économie (le pétrole représente 52 % du PIB) conduit à miser, entre autres, sur l'agriculture. Le pays projette de devenir exportateur net d'huile de palme d'ici 2020, en portant sa production à 250 000 t contre 50 000 t actuellement, avec le belge Siat (11 000 t/an) et le singapourien Olam comme principaux acteurs. Olam développe 50 000 ha avec une option sur 100 000 ha, son investissement atteignant 788 millions de dollars. En outre, il investit 183 millions de dollars dans une coentreprise avec le gouvernement pour développer 28 000 ha d'hévéas. Les autorités mettent en avant l'existence de 5 millions d'ha de terres

arables, dont 1 million immédiatement disponible. Elles sont prêtes à accorder des exemptions de TVA, de droits de douane et d'impôts sur les sociétés.

Dans le secteur forestier, le groupe Rougier a cédé (24 millions d'euros) 35 % de sa filiale Rougier Afrique International à la Caisse des dépôts et consignations du Gabon, qui entend s'investir dans la diversification de l'économie.

Le président Ali Bongo Ondimba a nommé en février un nouveau Premier ministre, Raymond Ndong Sima, précédemment ministre de l'Agriculture et surtout, pour la première fois dans l'histoire du pays, un homme originaire du Nord. Il succède à Paul Biyoghé Mba.

Avis d'expert CMS Bureau Francis Lefebvre. Jean Jacques Lecat - Avocat Associé

L'environnement des affaires au Gabon bénéficie de son appartenance à des organisations régionales telles que l'OHADA, rendant applicable un ensemble de règles de droit des affaires claires et modernes ou la CEMAC, et à travers cette dernière union économique et douanière, à la Zone Franc.

La modification de la constitution en 2011 a notamment permis de créer des établissements publics et des sociétés d'Etat par voie réglementaire, et non plus législative, en vue d'accélérer la modernisation du secteur public. La volonté de promouvoir la mise en valeur au Gabon de ses ressources pétrolières, minières et forestières se reflète dans plusieurs dispositions récentes. Un agrément préalable du ministre chargé de l'Economie est désormais requis pour tout investissement lié à l'exploitation durable de ces ressources. De même, le nouveau Code pétrolier adopté en 2012 prévoit qu'une plus grande

part des ressources dégagées de l'exploitation des hydrocarbures doit revenir au Gabon.

Un nouveau Code des marchés publics adopté en juin 2012 incorpore notamment les dispositions de la réglementation de l'UEAC. Ce Code définit en particulier les délégations de services publics et autres partenariats public-privé et prévoit qu'ils sont désormais attribués sur la base de procédures d'appel à la concurrence.

Les bénéfices des sociétés demeurent imposables au taux de 35 %. Cependant, un régime fiscal dérogatoire, introduit en 2011 pour les sociétés membres d'un groupe, prévoit notamment l'imposition des plus-values intragroupes au taux réduit de 20 %, l'exonération des dividendes intragroupes, une imposition au taux réduit de 10 % des dividendes distribués par la société de tête à son actionnaire et une exonération de retenue à la source sur les sommes versées par une société

gabonaise à une société étrangère en rémunération d'opérations intragroupes. D'autres régimes fiscaux dérogatoires ont été introduits en 2012 concernant les entreprises de transformation du bois dont le programme d'investissement a été agréé par la Commission pour l'industrialisation du secteur forestier ainsi que pour la construction et l'exploitation de cimenteries.

Par ailleurs, le Gabon a lancé un programme de création de zones économiques spéciales (ZES) bénéficiant de conditions fiscales et douanières particulièrement favorables (exonération totale de l'impôt sur les sociétés pendant les dix premières années puis taxe de 10 % pour les cinq années suivantes, exonération totale sur les droits et taxes douanières). La première ZES, a été lancée à Nkok en partenariat avec le groupe Olam, et la zone franche de Port-Gentil devrait être réactivée sur la base du nouveau régime.



Alink Telecom

offre à votre entreprise
le bijou dont elle rêve

Présent dans plus de 13 pays d'Afrique, le Groupe Alink Telecom est un opérateur alternatif spécialisé depuis 1994 dans les solutions de Connectivité, Interconnexion de Sites, Téléphonie IP, Convergence IP...

Performantes, économiques et fiables, nos solutions conçues sur mesure s'adaptent aux besoins spécifiques de nos marchés et de chacun de nos clients.

commercial@alinktelecom.net | www.alinktelecom.net | Tél.: +225 20 31 14 30



Afrique du Sud | Bénin | Burkina Faso | Cameroun | Congo | Côte d'Ivoire | Ghana | Guinée | Libéria | Mali | Niger | Tanzanie | Togo



Guinée équatoriale

Chef de l'Etat : Teodoro Obiang Nguema Mbasogo • Premier Ministre : Vicente Ehaté Tomi • Population : 520 000 • Superficie (km²) : 28 051 • PIB hab 2011 (USD) : 27 478 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 7,8 • Inflation 2011 (%) : 6,3 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 136

Après le rebond de 2011, la croissance devrait s'établir à 5,7 % en 2012 et 6,1 % en 2013. Hors hydrocarbures, elle est également dynamique, estimée à 8,5 % en 2012, portée par les secteurs de la construction et des services. Sans atteindre les niveaux de 2010, le taux d'investissements est toujours soutenu, représentant environ 35 % du PIB, avec la mise en œuvre des grands projets publics d'infrastructure. Le taux d'inflation demeure relativement élevé en raison de la hausse des dépenses publiques et l'augmentation des produits importés. A noter que les salaires des militaires ont été doublés depuis juin.

La production de pétrole a fléchi de 2,6 % en 2011, à 13,9 millions de tonnes (Mt). Toutefois, Noble Energy a lancé début 2012 la production du champ d'Aseng, avec 50 000 b/j dans un premier temps et celle du champ d'Alen devrait l'être en 2013. Ces deux champs devraient augmenter de près d'un tiers le volume de brut. Un accord de partage de production offshore a été signé en juin sur le bloc A-12 à Bioko avec Marathon et GEPetrol et un memorandum of understanding avec Murphy Worldwide Inc. (opérateur), Vanco Oil and Gas Ltd., Dana Petroleum (E&P) Limited and GEPetrol sur les blocs J-14, J-15, K-14 et K-15 à Rio Muni.

Des avancées ont été obtenues sur le deuxième train de liquéfaction de gaz de l'île de Bioko, avec la signature en janvier 2012 d'accords de principe entre le ministère des Mines, de l'industrie et de l'énergie d'une part, et d'autre part Sonagas Ge, les partenaires des blocs O&I (Noble Energy, GEPetrol, Glencore, Atlas Petroleum et Osborne Resources), les partenaires du bloc R (Ophir Energy et GEPetrol), ainsi que 3G Holdings et EGLNG Holdings. Sont en cours la définition de la taille du projet et le calendrier.

Les grands projets d'investissements se poursuivent. A noter qu'un pont de plus d'un kilomètre, réalisé par le chinois China Road, relie la ville de Mbini et Bolondo. La première pierre de la centrale hydroélectrique de Sendje, d'une capacité de 200 MW, a été posée en février. Elle est financée par le gouvernement pour 446 millions d'euros et construite par l'ukrainien Douglas Alliance. Elle doit être opérationnelle en 2014-2015. En octobre, a été inaugurée l'usine hydroélectrique du barrage de Djibloho, d'une capacité de 120 MW, réalisée par le chinois Sinohydro pour 900 millions de dollars.

Le groupe Ecobank devrait très prochainement s'installer en Guinée équatoriale, constituant la cinquième banque dans le pays (avec Bange, BGFI Bank Guinée équatoriale, CCEI Bank GE et SGBGE).

L'adoption de la réforme constitutionnelle en novembre 2011, limitant le nombre de mandats présidentiels à deux et

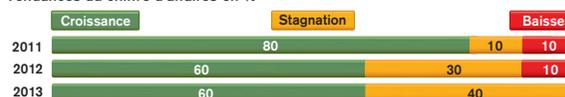
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,44 sur 5 ▲

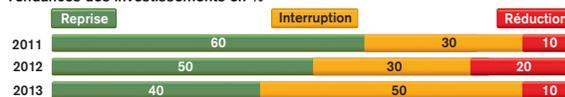
Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Réseau routier	▲	Réseau internet	▲
Réseau aérien local	▲	Équité des jugements	▲
Environnement fiscal	▲	Système de formation	
Coût du fuel	▲	Protection de l'environnement	▼
Sécurité des personnes	▲	Qualité et stabilité de l'encadrement	▲

Bilan des entreprises

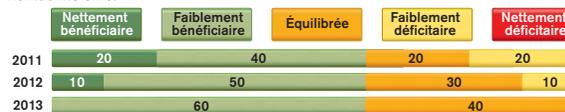
Tendances du chiffre d'affaires en %



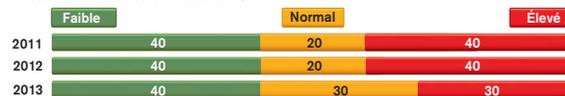
Tendances des investissements en %



Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



créant un poste de vice-président ainsi que cinq organismes (Sénat, Cour des Comptes, Conseil d'Etat, Conseil pour le développement économique et social et Défenseur du peuple) a conduit à la nomination d'un nouveau gouvernement en mai 2012. Le fils du président, Teodoro Nguema Obiang Mangue, a été nommé deuxième vice-président – un poste non prévu par la Constitution – chargé de la Défense nationale et de la sécurité de l'Etat. A noter qu'avec le feuilleton de « l'affaire des biens mal acquis », qui concerne Teodoro Nguema Obiang, la tension entre la France et la Guinée équatoriale est montée d'un cran.



République Centrafricaine

Chef de l'Etat : François Bozizé Yangouvonda • Premier Ministre : Faustin-Archange Touadéra • Population (millions) : 4,5 • Superficie (km²) : 622 980 • PIB/hab 2011 (USD) : 456 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 3,3 • Inflation 2011 (%) : 1,2 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 179

La Centrafrique figure parmi les pays les moins avancés (PMA) avec un PIB/Hab de 456 dollars en 2011. La sécurité, bien assurée dans la capitale, reste précaire dans de nombreuses régions frontalières. L'armée ougandaise et des conseillers issus des forces spéciales américaines ont continué à aider l'armée centrafricaine, sous-équipée et peu entraînée, à débusquer les derniers partisans de Joseph Kony, l'insaisissable chef et gourou de la LRA (Armée de Résistance du Seigneur, qui sévissait en Ouganda) qui est recherché depuis des années par la Cour pénale internationale. En mai, le général Caesar Achellam, l'un des principaux chefs de la force de 200 miliciens dirigée par Kony, a été capturé sur les rives du fleuve Mboun, en RCA.

La stabilisation du pays après des années de guerre civile a contribué à une croissance autour des 4 %, à 4,1 % estimés pour 2012 et 4,2 % anticipés pour 2013, selon le FMI. La hausse de la production cotonnière et la bonne tenue du tertiaire ont compensé le ralentissement du secteur manufacturier. En revanche, l'inflation a fait un bond à 6,8 % à cause de ruptures d'approvisionnement en début d'année qui se sont ensuite résorbées. Le taux devrait retomber à 1,6 % en 2013, selon le FMI, revenant ainsi en dessous des 3 % de critère de convergence de la CEMAC.

Si les exportations ont fortement augmenté en volume, le déficit commercial s'est aggravé car les cours mondiaux du coton ont fléchi tandis que ceux du pétrole et produits alimentaires à l'import progressaient. Toutefois, le déficit courant devrait baisser de 1,3 point en 2013, à 6,3 % du PIB, grâce à la hausse de l'aide publique permise par le retour des bailleurs de fonds. La politique de développement des secteurs agricoles et industriels s'est traduite dans les chiffres d'importations avec la France, son principal partenaire commercial : en 2011 les achats de machines industrielles et agricoles ont augmenté de plus de 50 %. Les exportations françaises dans le pays sont toutefois restées stables en 2011, à 43,3 millions d'euros.

Dans le secteur coton, le prix au producteur est de 185 FCFA le kilo pour la campagne en cours 2012/2013, soit 10 FCFA de plus que la campagne précédente. La production a quasiment doublé entre les saisons 2010/2011 et 2011/2012. À fin juin 2012, la production de coton graine approchait 20 000 tonnes. En août dernier, une convention de partenariat a été signée entre la RCA et la Chine pour développer la culture et son traitement. Une nouvelle usine d'égrenage construite par la Chine devrait être opérationnelle d'ici la fin de l'année.

Dans la filière bois, avec la prochaine mise en œuvre du Règle-

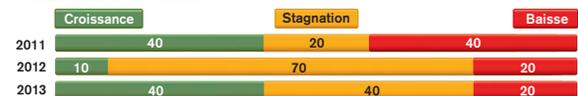
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 1,73 sur 5 ▼

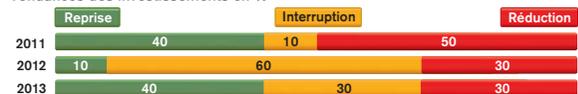
Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Qualité du secteur bancaire	▼	Distribution électrique	▼
Financement des importations	▼	Efficacité de l'administration	▼
Taux d'absentéisme	▼	Environnement fiscal	▼
Coût des télécoms	▼	Système de santé	▼
Qualité et stabilité de l'encadrement	▲	Coût du transport routier	▼

Bilan des entreprises

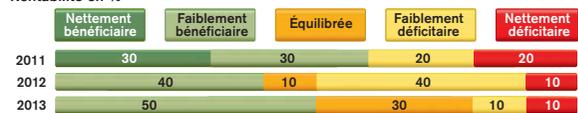
Tendances du chiffre d'affaires en %



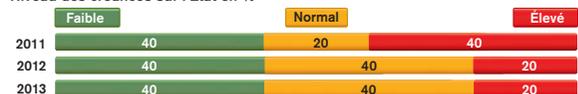
Tendances des investissements en %



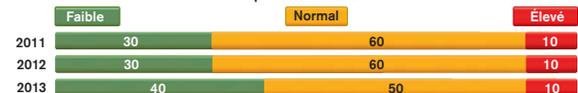
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



ment européen sur le bois, le 3 mars prochain, la production a fléchi au premier semestre (-9 %) en raison du recul de la production de grumes (-11 %).

Dans le secteur minier, 2012 a été marquée au premier semestre par une hausse de 21 % de la production de diamants, qui constitue l'essentiel du secteur. En revanche, le secteur des télécoms est moins porteur en 2012. Orascom Telecom souhaite vendre tout ou partie de ses intérêts dans divers pays d'Afrique, dont la RCA, à l'instar de Vimpelcom qui voudrait se concentrer sur la Russie et l'Italie.



Soudan

Chef de l'Etat : Omar Hassan Ahmed Al-Bashir • Premier Vice-président : Ali Othman Mohamed Taha • Population (millions) : 34,3 • Superficie (km²) : 2,5 millions • PIB /hab 2011 (USD) : 1234 • Croissance réelle du PIB en 2011 (%) : / • Inflation 2011 (%) : 45% • Classement IDH 2011 (sur 187) : 169

Sept ans après les accords de paix (2005) et quelques mois seulement après la sécession du Soudan du Sud (juillet 2011), les relations entre les deux pays se sont dégradées suite, notamment, au désaccord sur la redevance que paierait le Sud enclavé pour faire transiter son pétrole jusqu'à la Mer rouge. L'acheminement du pétrole a été suspendu et les bombardements ont repris en avril. Sous la forte pression de la communauté internationale, dont la Chine, le dialogue a repris et des accords ont été signés en septembre. Mais début décembre, les exportations de brut n'avaient toujours pas repris, Khartoum exigeant que Juba coupe tout lien avec les rebelles anti-Khartoum du SPLM-Nord et expulse ses chefs. Lien que Juba réfute.

La sécession du Sud a plongé le Soudan dans la récession, les trois-quarts des 500 000 b/j que le Soudan unitaire produisait lui échappant (le pétrole représentait 50 % des recettes de l'État). La livre soudanaise a été dévaluée en juillet mais l'écart avec le marché noir n'a cessé de croître ⁽¹⁾. L'inflation demeurait à 45 % en octobre, avec pour objectif 20 % en 2013. La croissance du PIB serait de 1,36 % en 2012, avec un déficit commercial de 3,2 milliards de

dollars. Khartoum mise sur le relèvement de sa production de pétrole, des 115 000 b/j actuels à 150 000 b/j dès 2013. Des contrats sur 9 blocs (1 milliard de dollars) ont été signés entre la compagnie nationale Sudapet et des groupes canadien, français, chinois, nigérian, brésilien et australien.

Les exportations d'or ont été de 47-48 t en 2012 et seraient de 50 t en 2013, générant 2,5 milliards de dollars (+ 66,6 %) ; une raffinerie d'or (270 t/an) a été inaugurée. Plus de 85 entreprises ont reçu des licences de prospection aurifère. L'Arabie saoudite (Manafa International) avec le canadien Diamond Fields, explorent la mer Rouge pour extraire de l'or (3-4 t/an), de l'argent, du cuivre, à 2 000 m de profondeur. L'égyptien Naguib Sawiris a racheté le canadien La Mancha Resources qui gère la plus importante mine d'or du pays, Ariab Mining.

La Chine, principal partenaire du Soudan, développe une zone de libre échange de produits agricoles et de bétail. Des entreprises turques et algériennes se lancent dans la culture de la canne.

(1) 1 USD = 6,50 livres sur le marché noir contre 4,4 livres au taux officiel début décembre 2012.



Sud Soudan

Chef de l'Etat : Salva Kiir Mayardit • Vice-président : Riek Machar • Population (millions) : 10,3 • Superficie (km²) : 644 329 • PIB /hab 2011 (USD) : 984 • Croissance réelle du PIB en 2011 (%) : 1,4 • Inflation 2011 (%) : 47,3 • Classement IDH 2011 (sur 187) : /

La croissance est attendue négative à - 55 % en 2012, mais pour bondir à 69,6 % en 2013 avec la reprise attendue du pétrole, souligne le FMI, que le Soudan du Sud a rejoint le 18 avril. L'inflation caracole à 54,8 % mais redescendrait à 22,2 % en 2013. Un pays tout neuf, pour lequel un fonds de formation de 11 millions de dollars coordonné par le FMI a été mis en place pour 4 ans afin de familiariser ses fonctionnaires à la gestion financière publique. L'économie repose sur le pétrole (98 % des revenus de l'État) et sur l'agriculture de subsistance.

Indépendant depuis juillet 2011, ses tensions avec le Soudan se sont accrues et la production pétrolière de 350 000 b/j est suspendue depuis janvier 2012 puisque l'exportation se fait exclusivement par le Nord vers les ports de la Mer Rouge. Rien n'avait redémarré début décembre. Des négociations concernant la concession de Total, le Bloc B (120 000 km² ; obtenu en 1980) que Juba veut diviser en 3, se sont poursuivies. Les détenteurs des 42 licences d'exploration signées avant l'indépendance

auraient 60 jours pour renouveler prioritairement leurs licences, après que la loi a été ratifiée. Il s'agit de licences sur 5 ans, dont l'État peut détenir un maximum de 15 %.

Fin novembre, une nouvelle législation minière a été votée pour attirer des investisseurs dans l'or, les diamants, le chrome, le cuivre, l'uranium, le manganèse, le minerai de fer mais aussi le pétrole dont les réserves baissent. Deux projets de génération électrique (350 millions de dollars) devraient être achevés d'ici 2015 : le barrage de Fula (100 millions de dollars) près de l'Ouganda et une unité thermique pétrolière dans l'État d'Unity (250 millions de dollars). L'important projet du barrage de Bedden (540 MW ; 1,5 milliard de dollars) est en stand-by comme celui des 5 universités à construire avec la Chine qui financera aussi un nouvel aéroport à Juba.

Un projet d'oléoduc (2,4 milliards d'euros ; 2 000 km) a été signé en janvier avec le Kenya pour l'exportation de brut via Mombassa afin de ne plus dépendre du Soudan.



Tchad

Chef de l'Etat : Idriss Deby Itno • Premier Ministre : Emmanuel Nadingar • Population (millions) : 11,5 • Superficie (km²) : 1 284 000 • PIB/hab 2011 (USD) : 823 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 1,8 • Inflation 2011 (%) : 1,9 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 183

La croissance évolue en dents de scie au Tchad en fonction de la production pétrolière et du cours du baril. Elle a été de 1,8 % en 2011, année affectée par la baisse de la production pétrolière. Elle devrait rebondir à 7,3 % en 2012, du fait de la hausse de cette même production d'hydrocarbures et du démarrage de la raffinerie de pétrole, d'une nouvelle cimenterie à Baore et du renforcement de la production d'électricité. La croissance pourrait revenir à 2,4 % en 2013 en fonction de l'évolution du cours du pétrole.

L'inflation serait de 5,5 % en 2012 et de 3 % prévue en 2013. Le déséquilibre budgétaire se redresse un peu, du fait des surplus pétroliers. L'économie a aussi été affectée par le retour des personnes qui ont fui la Libye.

La production pétrolière devrait progresser de 120 000 b/j en 2012 à 160 000 b/j en moyenne sur la période 2013-2017, avec l'entrée en production de nouveaux champs. L'ouverture de la raffinerie de Djarmaya (20 000 b/j) a permis de rendre le pays autonome en matière de produits raffinés. Elle avait été fermée en janvier en raison d'un désaccord sur le tarif à la pompe entre les autorités tchadiennes et leur partenaire chinois, China National Petroleum Corp., mais a repris ses activités en février, notamment après le limogeage des ministres du Plan et du Pétrole, Mahamat Ali Hassa et Tabé Eugène. L'usine avait d'ailleurs été temporairement fermée en 2011, quelques mois seulement après sa mise en service, en raison de ses pertes financières.

Par ailleurs, en juin, le Tchad a signé avec le Niger un accord permettant à ce dernier de se raccorder à l'oléoduc Tchad-Cameroun. L'oléoduc nigérien serait long de 600 km, dont 400 km à travers le Tchad. Le Niger commencerait à produire à Agadem (80 000 b/j, dont 60 000 b/j seraient exportés) début 2014.

La compagnie aérienne nationale Toumai Air Chad, qui assurait principalement des liaisons régionales, a été suspendue de vol suite à un rapport défavorable de l'agence internationale de l'aviation (IATA).

Le groupe français Vilgrain, à travers sa filiale agro-alimentaire Somdiaa, investirait 300 millions d'euros dans une nouvelle raffinerie de sucre couplée à une unité en biocarburants, dans le sud du pays. Globalement, on dénombre une vingtaine d'implantations françaises auxquelles il convient d'ajouter quelques entreprises locales appartenant à des nationaux français, essentiellement dans la restauration, les services et le BTP. Les sociétés françaises interviennent principalement dans l'agroalimentaire (Compagnie sucrière du Tchad, du groupe Vilgrain, Brasseries du Tchad du groupe Castel), le BTP (Sogea-Satom, du groupe Vinci), le commerce (CFAO,

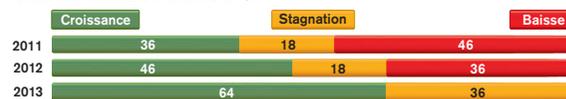
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 1,78 sur 5 ▼

Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Réseau routier	▼	Incitation à l'investissement	▼
Qualité du secteur bancaire	▼	Délais des procédures judiciaires	▼
Financement des importations	▼	Système de santé	▼
Taux d'absentéisme	▼	Niveau de corruption	▼
Respect de l'humain	▼	Coût de l'électricité	▼

Bilan des entreprises

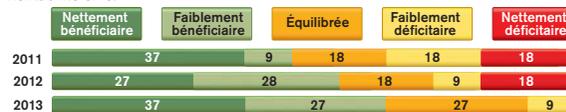
Tendances du chiffre d'affaires en %



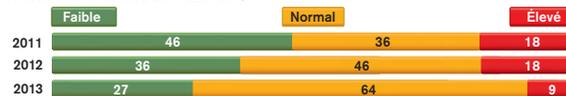
Tendances des investissements en %



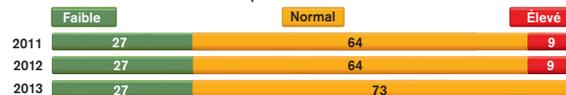
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



récemment racheté par Toyota Tsusho Corporation), la distribution des produits pétroliers (Total), la gomme arabique (Colloïdes Natures International), la banque (SGBT du groupe Société Générale), l'assurance (Gras Savoye), la logistique et le transport (Geodis, SDV, bureau d'Air France), l'hôtellerie (Novotel la Tchadienne) et le catering (CIS).

Côté politique, le ministre de la Moralité et de la bonne gouvernance, Ahmadaye Al Hassan, a été démis de ses fonctions et accusé de corruption.



Mr. ISSA ALI TAHER
Directeur Général de l'ANIE

B.P. 424 N'DJAMENA – TCHAD - Tél : +235 22 52 34 - contact@anie-tchad.com - www.anie-tchad.com

Qui sommes-nous ?

La création de l'Agence Nationale des Investissements et des Exportations au Tchad (ANIE) est le résultat d'un long processus de réflexion suite à la recommandation faite par les opérateurs économiques et partenaires au développement, réunis en séminaire national sur le secteur privé, demandant la création d'une structure chargée de promouvoir les exportations et les investissements au Tchad.

La genèse de l'ANIE s'est ainsi concrétisée avec la promulgation de la Loi N° 004/PR/2007 signée par le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence *IDRISS DEBY ITNO* le 4 janvier 2008, suivi de décret N° 747/PR/PM/MCI/2010 portant sur les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'ANIE.

Quelles sont nos Missions ?

Placée sous la tutelle du Ministère du Commerce et de l'Industrie, l'ANIE est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et d'une autonomie financière. Elle a pour objectif principal d'encourager, de promouvoir et de développer les investissements, dans les différents secteurs économiques et l'exportation des produits et services nationaux.

L'ANIE a, principalement, pour missions de :

- Encourager et promouvoir les activités industrielles, commerciales et artisanales au Tchad ;
- Apporter conseil et assistance technique intégrés aux promoteurs économiques dans la conception, la formulation, la réalisation et la gestion de leurs projets d'investissement et d'affaires conformément à la réglementation en vigueur ;
- Informer, sensibiliser et encourager tous les opérateurs économiques en collaboration avec la Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture, des Mines et d'Artisanat ;
- Aider les entreprises à accroître la compétitivité de leurs produits sur le marché national et international ;
- Constituer et mettre à la disposition des investisseurs une banque de données sur les opportunités d'investissements et les informations techniques ;
- Délivrer aux opérateurs économiques toutes les pièces administratives nécessaires à leurs activités, en liaison avec les départements ministériels et institutions concernés.

Quelques Réalisations

Depuis son ouverture officielle, le 26 juillet 2011, l'ANIE a à son actif les quelques réalisations ci-après :

- La création et l'opérationnalisation d'un **Guichet**

Unique, qui est le point d'entrée unique permettant à l'opérateur économique d'accomplir en un seul lieu toutes les formalités liées à la création et à la vie d'une entreprise;

- La création d'un **Centre des Formalités des Entreprises** (CFE) permettant aux opérateurs économiques d'effectuer en un seul lieu et sur un document unique les déclarations auxquelles ils sont tenus par les lois et règlements dans les domaines afférents à la création, la reprise et l'extension des entreprises, et en assurer le traitement en liaison avec le Guichet Unique ;

- L'ouverture des **Guichets Uniques Régionaux** dans les principales villes du pays (Abéché, Mongo, Moundou et Sarh) pour permettre aux opérateurs économiques régionaux de réaliser leurs projets d'affaires sur place;

- La réalisation et la publication d'un document intitulé "**Potentialités et Opportunités d'Affaires au Tchad**", édition 2012. Ce document, unique en son genre, fait une présentation de toutes les opportunités et potentialités du Tchad et devra répondre aux besoins et attentes des investisseurs aussi bien sur la situation économique, juridique que géographique du pays. Sa principale valeur ajoutée est le recensement sectoriel des projets dans le pays de Toumaï ;

- Création d'un **site internet en trois (3) langues** (français, arabe et anglais) permettant l'accès aux informations économiques, juridiques et géographiques, utiles au développement des projets d'affaires au Tchad ;

- L'organisation, le 16 Novembre 2012, pour la première fois de l'histoire du pays, d'une **conférence sur le climat des affaires au Tchad**, sous le haut patronage de Son Excellence *EMMANUEL NADINGAR*, Premier Ministre. Cette conférence a permis l'adoption d'un chronogramme des réformes prioritaires à réaliser pour améliorer le climat des affaires au Tchad.;

- La participation dans l'élaboration du **Programme Stratégique du Développement du Tchad (PSD 2012-2015)**, notamment le volet relatif au Développement du Secteur Privé;

- L'organisation d'un séminaire sur « Comment faire les affaires avec les Etats-Unis », dans le cadre de la loi AGOA (African Growth and Opportunity Act), le 12 Septembre 2012, en collaboration avec l'ambassade des USA au Tchad. L'ANIE élabore un document d'information et d'accompagnement intitulé « Exporter aux USA: Guide pour les entreprises tchadiennes » afin d'offrir une meilleure visibilité sur les

conditions d'exportation aux Etats-Unis ;

L'équipe de l'ANIE a aussi réalisé diverses **missions à l'étranger** en quête des échanges d'expériences et des bonnes pratiques en matière de promotion d'investissement et d'exportation (Burkina Faso et Côte d'Ivoire, France, Sénégal, Tunisie).

Quelques Perspectives

- Poursuivre les efforts entrepris en matière de l'amélioration du climat des affaires pour traduire la volonté du Gouvernement dans la promotion du développement du secteur privé ;

- Poursuivre la démarche « 3R » : Réduire le nombre des procédures, Réduire les délais et Réduire les coûts liés à la création d'entreprises ;
- Veiller à la bonne application des dispositions de la Charte Nationale des Investissements;

- Rendre le Tchad une destination privilégiée des investissements privés, notamment les investissements directs étrangers (IDE);

- Etre la « Maison de l'Investisseur et de l'Exportateur », et comme telle un lieu d'accueil, d'assistance, d'échanges et d'orientation des entrepreneurs nationaux et internationaux.

Prochain Rendez-Vous

En sa qualité d'une structure publique d'appui aux investisseurs et exportateurs, l'ANIE organise en 2013 un Forum International de l'Investissement des Affaires au Tchad (*FIAT 2013*).

Placé sous le haut patronage de Son Excellence *IDRISS DEBY ITNO*, Président de la République du Tchad, le *FIAT 2013* est conçu par l'ANIE pour les entrepreneurs qui souhaitent obtenir des financements pour leurs projets, pour les investisseurs privés en quête de projets et d'opportunités d'affaires, ainsi que pour les décideurs, les financiers et les banquiers. L'amélioration de l'environnement des affaires étant pleinement en marche au Tchad, ce forum constitue une rencontre incontournable et prestigieuse pour découvrir les immenses potentialités et opportunités d'investissement et d'affaires au Tchad.

Une combinaison de **Sessions plénières, Ateliers Techniques, Rencontres d'Affaires pré-organisées, des Rendez-vous d'Affaires VIP et B2B et d'un Village de Stands**, le *FIAT 2013* présentera aux participants les nombreuses potentialités et opportunités d'investissement dans divers secteurs porteurs au Tchad : Agro-business, Agro-industrie, Mines, Pétrole, Energie, Environnement, NTIC, Finance, Assurances, Microcrédit, Infrastructure, Transport & Logistique, Tourisme.

AFRIQUE AUSTRALE, ORIENTALE ET OCÉAN INDIEN

1. Banque mondiale. 2. FMI, Perspectives économiques mondiales, octobre 2012. 3. UNDP, African Human Development Report 2012. 4. UNDP, Human Development Report 2011.



Afrique du Sud

Président : Jacob Zuma • Vice-président : Kgalema Motlanthe • Population (millions)³ : 50,7 • Superficie (km²) : 1 219 912 • PIB/hab 2011 (USD)¹ : 8 070 • Croissance réelle du PIB 2011 (%)² : 3,1 % • Inflation 2011 (%)² : 5 % • Classement IDH 2011 (sur 187)⁴ : 123

Le pilotage de l'Afrique du Sud a été délicat face à la crise européenne et au manque de visibilité sur l'Amérique et l'Asie. La croissance s'est contractée à 2,5 % (3,1 % en 2011) mais devrait remonter à 3 % en 2013. L'inflation tient le cap, à 5,7 %, avec un déficit budgétaire de 4,8 % du PIB pour l'exercice à fin mars 2013. Le déficit de compte-courant atteindrait 5,9 % du PIB cette année (3,3 % en 2011) avec des dépenses gouvernementales en 2012/13 estimées à 1,1 trillion R (32,5 % du PIB)⁽¹⁾. L'endettement net du gouvernement atteindrait 1,16 trillion R (32,8 % du PIB) à fin 2012/13, le ministère des Finances estimant les besoins nets d'emprunt à 165 milliards R en 2012/13.

La situation se ressent du mouvement de grève démarré dans le secteur minier en août (34 morts le 16 août à la mine de Marikana) et qui perdurait encore mi-novembre, s'étant étendu aux secteurs manufacturiers, logistiques et des services. Les revendications sont essentiellement salariales, avec, pour toile de fond, les inégalités croissantes et un chômage officiel atteignant 25 %. Un tel mouvement ne s'était plus vu depuis la fin de l'apartheid en 1994. D'ailleurs, Standard & Poor's a emboîté le pas de Moody's et a abaissé en octobre la note de l'Afrique du Sud de BBB+ à BBB, avec une perspective négative. À noter que sur le premier semestre 2012, les investissements directs étrangers (IDE) ont chuté de 43,6 % par rapport au début 2011 (1,7 milliard de dollars).

Côté production, entre janvier et août 2012, le secteur minier a enregistré une baisse de 3,3 % de sa production, la belle performance des exportations du minerai de fer vers la Chine étant annulée par la chute de 15,3 % dans le platine et les médiocres performances de l'or et d'un charbon peu compétitif.

L'électricité demeure un défi. La capacité maximum de génération est de 41 000 MW, dont 2 400 MW de réserves d'ur-

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,99 sur 5 ▼

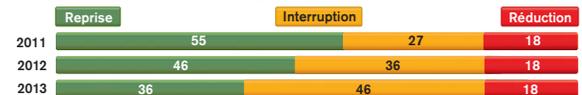
Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Réseau aérien local	▲	Efficacité de l'administration	▼
Financements des importations	▲	Qualité et stabilité de la main-d'œuvre	▼
Environnement fiscal	▲	Sécurité des personnes	▼
Coût du transport maritime	▲	Niveau de corruption	▲
Protection de l'environnement	▲	Coût de l'électricité	▼

Bilan des entreprises

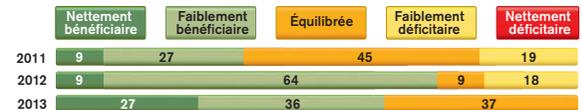
Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



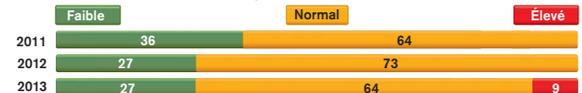
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



lemoci
MAGAZINES

La librairie du Moci vous propose cette semaine :

Le Moci réédite son Guide des Incoterms 2010

Le Moci réédite son Guide des Incoterms 2010

Les règles Incoterms de l'International Chamber of Commerce (ICC), sont souvent mal connues alors qu'elles servent de base pour définir, lors d'une opération internationale, des points aussi cruciaux que le partage des coûts, des responsabilités ou la fourniture des documents.

Pour tout renseignement Tél. : 01 53 80 74 40 - e.mail : abonnement@lemoci.com



gence à partir du gaz. Mais la demande est de 37 000 MW. Des mesures de conservation d'énergie ont été mises en place et Eskom a poursuivi son programme d'investissements (460 milliards R) dans de nouvelles centrales, le but étant de doubler la capacité installée d'ici 2030. Eskom a d'ailleurs demandé en juillet une hausse annuelle de 14,6 % des tarifs d'électricité sur les 5 prochaines années. L'appel d'offres tant attendu pour la production de 9 600 MW d'énergie nucléaire - l'équivalent de 6 réacteurs EPR - devait être lancé fin 2012.

Le BTP a bien tenu, notamment grâce aux investissements publics lourds pilotés par une Commission présidentielle. Transnet a accéléré son programme d'investissements (300 milliards R sur 7 ans) pour rénover les infrastructures portuaires et ferroviaires. Le gouvernement entend consacrer 845 milliards R sur les infrastructures ces trois prochaines années. Le secteur manufacturier (15 % du PIB), quant à lui, est fortement impacté par la crise européenne. Sur le marché intérieur, les consom-

mateurs sont prudents. Toutefois, les ventes de véhicules neufs ont progressé de 11,6 % sur les 7 premiers mois de l'année, Renault étant au 7^e rang des marques vendues, avec Toyota en tête. Les entreprises sud-africaines continuent à se déployer sur le continent, à l'instar du groupe d'emballage Nampak (482 millions de dollars d'investissements prévus ces 3 prochaines années), ou Pretoria Portland Cement (prise de participation dans l'éthiopien Habesha Cement). Les prestataires de services logistiques et portuaires se positionnent dans le cadre du boom gazier en Afrique de l'Est.

Côté agriculture, la sécheresse entre janvier et avril a fortement impacté les cultures notamment de maïs, contribuant à la hausse des cours sur les marchés mondiaux et à l'inflation locale.

Des élections à l'ANC devaient se tenir en décembre, l'actuel président Jacob Zuma devant briguer un nouveau mandat.

(1) 100 rands sud-africains (R) = 8,68 EUR au 24/11/2012.

lemoci
MAGAZINES

La librairie du Moci
vous propose cette semaine :



Réf. n°1928 - 10 €



Réf. n°1927 - 10 €



Réf. n°1926 - 25 €



Réf. n°1925 - 10 €



Réf. n°1924 - 25 €



Réf. n°1923 - 10 €

Pour tout renseignement Tél. : 01 53 80 74 40 - e.mail : abonnement@lemoci.com

lemoci
.COM

lemoci
MAGAZINES

lemoci
ÉVÉNEMENTS

lemoci
FORMATIONS

lemoci
CONSEIL



Angola

Chef de l'État : Jose Eduardo dos Santos • Premier ministre : Fernando da Piedade Dias dos Santos • Population (millions) : 19,6 • Superficie (km²) : 1 246 700 • PIB/hab 2011 (USD) : 5 148 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 3,9 • Inflation 2011 (%) : 11,4 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 148

L'Angola enregistrerait une croissance de 6,8 % en 2012, selon le FMI, avec un rebond du secteur pétrolier et surtout un début de régularité dans les versements du pétrolier Sonangol au Trésor public. C'est une nette progression sur 2011, qui avait été affectée par une baisse de la production pétrolière. L'inflation s'établirait à 9,6 %, selon le FMI, sachant que 80 % des biens consommés dans le pays sont importés.

La situation globale est plutôt satisfaisante, selon le Fonds, qui note un « réalisme » fiscal du budget 2012, basé sur un baril à 77 dollars, des niveaux de réserves internationales confortables (27 milliards de dollars fin 2011 ou 6 mois d'importations) et un taux de change stable. Une bonne partie de la dette intérieure a été réglée et des réformes ont été introduites fin 2011 pour améliorer la transparence fiscale (notamment de Sonangol) et la comptabilité nationale. Fitch a revu sa note de BB - à BB +.

À l'instar de nombreux autres pays pétroliers, le gouvernement a créé un fonds souverain, Fundo Soberano de Angola (FSDEA), qui remplace l'ancien Oil for Infrastructure Fund. Doté de 5 milliards de dollars, il est destiné aux infrastructures et à la diversification de l'économie. L'Angola a émis un emprunt obligataire de 1 milliard de dollars via la banque russe VTB, un deuxième de 2 milliards de dollars étant prévu.

La production pétrolière (95 % des recettes d'exportation, 45 % du PIB) serait de 1,8 million de b/j en 2012 contre 1,74 million de b/j en 2011, et devrait atteindre 2 millions de b/j en 2014 grâce au redémarrage de certains champs. La signature cette année d'accords avec des majors afin d'explorer l'ultra profond devrait dynamiser le secteur. Chevron investira 2 milliards de dollars dans le champ de Lianzi (réserves de 70 millions de barils) sur la frontière maritime entre le Congo et l'Angola, qui entrerait en production en 2015 et dont les revenus seraient partagés pour moitié entre les deux pays. A noter que l'Afrique du Sud, privée du brut iranien, cherche à sourcer du brut angolais.

La production de concentré de minerai de fer/manganèse à Kassala-Kitungo et Cassinga devrait démarrer d'ici 2 à 3 ans, la société étatique Ferrangol-EP ayant conclu un partenariat avec le négociant Trafigura/DT Group. Côté diamants, Endiama s'est associée avec Eskom, Tchegi, Organizacoes BK, Hipergesta, Somia et Ysakama pour explorer les régions Lunda Norte et Sul. En 2011, ses revenus ont progressé à 1,16 milliard de dollars (+ 13 % sur 2010).

L'agriculture a été fortement impactée par la sécheresse. Le pays entend développer son secteur caféier (4 000 t actuellement) avec l'aide du Vietnam, n° 1 mondial du Robusta : 6 000 ha seraient plantés ces 3 prochaines années.

D'importants programmes d'investissements publics sont en route, dont 17 milliards de dollars dans la génération et distribution d'électricité d'ici 2016. La production (1 200 MW) serait portée à

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,13 sur 5 ▼

Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Environnement fiscal	▲	Eau et assainissement	
Droit du travail	▲	Distribution électrique	▼
Fiabilité des partenaires et interlocuteurs	▼	Efficacité de l'administration	▲
Coût du fuel	▼	Équité des jugements	▼
Coût des télécoms	▼	Système de formation	

Bilan des entreprises

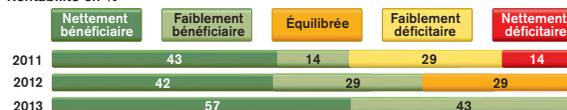
Tendances du chiffre d'affaires en %



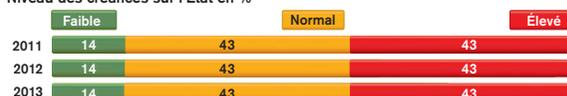
Tendances des investissements en %



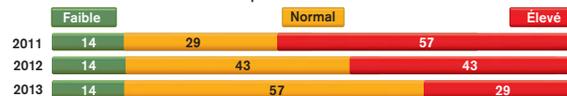
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



5 000 MW d'ici 2016. Le barrage de Gove (60 MW) à Huambo a enfin été inauguré. Sa construction avait démarré en 1969. En outre, 1,8 milliard USD serait injecté dans la création de PME.

La filiale angolaise de Standard Bank a établi un partenariat stratégique avec l'assureur AAA Activos afin de parvenir à son objectif d'être la banque leader du pays.

Au plan politique, le MPLA a remporté fin août les élections (72 % des voix), reconduisant son chef, le président Jose Eduardo dos Santos, pour 5 années. Manuel Vicente, ancien patron de Sonangol, a été nommé vice-président, un successeur potentiel au président dos Santos, au pouvoir depuis 33 ans.



Botswana

Chef de l'État : Ian Khama • Vice-président : Mompoti Merafhe • Population (millions) : 1,9 • Superficie (km²) : 567 730 • PIB/hab 2011 (USD) : 8 680 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 5,1% • Inflation 2009 (%) : 8,5 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 118

Le redressement du Botswana après la crise financière internationale de 2008/09 a été un des plus forts parmi les pays à revenus intermédiaires. Mais avec la crise européenne, sa croissance est tombée à 5,1 % en 2011 (7 % en 2010) et le FMI la voit se stabiliser autour des 4,5 % ces prochaines années. Le gouvernement table sur 3,5 % en 2012 et 5 % en 2013.

L'inflation a régressé mais était encore de 7 % au troisième trimestre 2012. Le déficit budgétaire doit être divisé par 4, à 2,2 milliards de pulas (BWP) ⁽¹⁾ en 2011/12. Le taux d'endettement était, à fin avril, de 25,4 % du PIB, les réserves en devises se maintenant, grosso modo, à 60 milliards BWP à fin juin 2012.

La baisse de la croissance découle de la poursuite du déclin minier. La production a baissé de 9,5 % au premier trimestre 2012 par rapport à la même période en 2011 et de 7,6 % au second. La vente de diamants devrait chuter de 13 % en volume et de 19 % en valeur sur 2012.

Les autres secteurs économiques se sont bien portés, témoins de la diversification – encore modeste – de l'économie. Le BTP a progressé de 19,7 % au premier semestre et les services de 11,2 %. En revanche, la performance de l'agriculture a été médiocre. Si le nombre d'abattages de bêtes a augmenté de 47 % au premier trimestre 2012 par rapport à début 2011 et si le nombre d'unités d'élevage agréées par l'UE a crû, la filière élevage continue d'être impactée par les maladies et la sécheresse. La sécheresse a aussi touché l'horticulture. Rappelons que fin 2011 a été créé le Conseil national de la diversification économique avec pour axes centraux le cuir, les produits laitiers, les textiles.

Sur l'exercice 2011/12, le pays a enregistré un niveau record d'investissements directs étrangers (IDE) avec 1,4 milliard BWP et d'investissements nationaux (415 millions), notamment dans l'acier, l'agriculture, les mines, le tourisme, l'immobilier, les NTIC et l'énergie renouvelable.

(1) 100 BWP = 9,94 EUR au 11/11/2012.

lemoci
MAGAZINES

La librairie du Moci vous propose cette semaine :

Le Guide L'export en 10 étapes

3^e édition

L'export en 10 étapes

3^e édition

Guide à l'usage des nouveaux exportateurs

Stratégie diagnostic, étude de marché, communiquer, prospector, préparer l'expédition, préparer le contrat, expédier, s'implanter, recruter. Toutes les réponses dans ce numéro.

Ce guide se présente comme une check-list intelligente de tous les sujets que tout nouvel exportateur devra, à un moment donné, traiter pour mener à bien son projet. Des réponses et des solutions sont fournies.

Des experts-consultants ont contribué à la rédaction de ce guide chacun dans son domaine d'expertise afin de rédiger chaque étape en se mettant dans la peau d'un entrepreneur.



Pour tout renseignement Tél. : 01 53 80 74 40 - e.mail : abonnement@lemoci.com

lemoci
.COM

lemoci
MAGAZINES

lemoci
ÉVÉNEMENTS

lemoci
FORMATIONS

lemoci
CONSEIL



Burundi

Chef de l'Etat : Pierre Nkurunziza • Premier Vice-président : Terence Sinunguruzza • Population (millions) : 8,5 • Superficie (km²) : 26 000 • PIB/hab 2011 (USD) : 271 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 4,2 • Inflation 2011 (%) : 14,9 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 185

Le Burundi enregistrerait une croissance stable à 4,2 % en 2012 et 4,5 % en 2013 (4,5 %), mais insuffisante face à sa croissance démographique de 3 %. L'inflation a fait un bond ces deux dernières années, passant de 4,1 % en 2010 à 14,9 % en 2011 et encore 14,7 % en 2012. Elle devrait redescendre en dessous des 10 %, à 8,4 %, en 2013. Aussi la politique monétaire a-t-elle été resserrée avec une hausse de 350 points de base des taux en mai, à 14 %. Le taux de crédit au secteur privé est passé de 40 % fin 2011 à 28 % en avril 2012.

Le déficit budgétaire s'est aggravé fin 2011 avec le retard des décaissements de la Banque mondiale (la moitié du budget est financée par l'aide internationale), l'alourdissement de la facture pétrolière et la suspension de mai à décembre 2012 de taxes à l'import de produits alimentaires pour atténuer la très forte hausse des prix à la consommation et calmer les mouvements sociaux. Fin avril, l'UE a octroyé 18 millions d'euros pour alléger les pénuries alimentaires. En effet, en 2011, la sécheresse a provoqué une chute de 30 % de la production agricole, ce qui a obligé d'importer davantage à un coût élevé puisque le franc burundais a perdu la moitié de sa valeur ces 3 dernières années⁽¹⁾. En outre, les prix de l'électricité et de l'eau ont doublé avec la fin des subventions.

Si à fin septembre, les recettes d'exportations, essentiellement du thé et du café, avaient progressé de 17 % à 86 millions de dollars, les importations avaient sur la même période fait un bond de quelque 25 %, à 533 millions de dollars, pesant gravement sur la balance des paiements. En novembre, les bailleurs de fonds se sont engagés sur 2 milliards de dollars d'aide sur 2012-2015, soit un tiers de plus que ce que demandait le gouvernement, pour encourager le pays sur la voie des réformes engagées. Notamment, en 2010, une Autorité des revenus a été créée avec succès : les revenus fiscaux devaient doubler en 2012, à près de 400 millions de dollars, et doubler encore d'ici 5 ans.

L'électricité demeure un des obstacles majeurs au développement avec 3 % de la population qui y a accès et une demande en hausse de 13 % par an. La production actuelle, uniquement hydroélectrique, n'est que de 32 MW alors que sa capacité installée est de 42 MW mais le niveau d'eau est bas. L'entreprise publique Regideso a instauré un rationnement sur 8 heures/jour jusqu'en octobre. Le pays importe aussi 20 MW du Congo. Mais des projets pour la génération de 100 MW supplémentaires (hydroélectriques) ces cinq prochaines années sont en cours. La disponibilité en électricité faciliterait, entre autres, l'exploitation (50 000 t/an) des réserves de nickel à la frontière avec la Tanzanie.

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,69 sur 5 ▶

Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Réseau routier	▼	Réseau ferré	▲
Tarifs douaniers	▲	Distribution électrique	▼
Taux d'absentéisme	▲	Droit foncier	▲
Fiabilité des partenaires et interlocuteurs	▲	Système de formation	▲
Coût de la main-d'œuvre	▲	Niveau de corruption	▼

Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



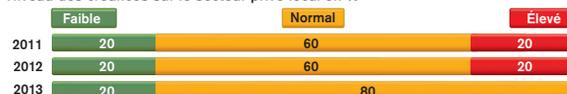
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



Les performances agricoles ont été bonnes en 2012, avec des recettes d'exportations, notamment du thé et du café, en hausse de 17 % à 86 millions de dollars sur les 9 premiers mois de l'année. L'exportation de thé se porte bien, avec 22,7 millions de dollars entre janvier et octobre (dernier chiffre disponible). En revanche, la baisse des cours internationaux de l'arabica devrait entraîner une stagnation des recettes caféières sur 2012/13 (avril à mars) autour de 61 millions de dollars.

(1) 100 BIF = 0,05 EUR au 3/12/2012.



Djibouti

Chef de l'État : Ismail Omar Guelleh • Premier Ministre : Dileita Mohamed Dileita • Population : 905 000 • Superficie (km²) : 23 200 • PIB/hab 2009*(USD) : 1 203 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 4,4 • Inflation 2011 (%) : 5 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 165

*Dernier chiffre Banque mondiale disponible

L'économie djiboutienne croît régulièrement : 4,4 % en 2011, 4,8 % attendus pour 2012 et 5 % en 2013, selon les prévisions du FMI. Le nouveau dynamisme portuaire, lié à la reprise des activités de transit avec l'Éthiopie enclavée, le BTP et les investissements directs étrangers (IDE) en sont les moteurs. L'inflation redescendrait à 4,7 % en 2012 (5 % en 2011) suite au renchérissement des produits alimentaires importés.

L'interconnexion en 2011 avec le réseau électrique éthiopien, qui permet de couvrir quasiment la moitié de la demande en électricité de Djibouti, a permis de réduire les tarifs de consommation. La coopération intrarégionale – avec Djibouti comme hub – s'est encore renforcée avec la signature d'un accord de construction (3,2 milliards de dollars) d'une ligne ferroviaire entre l'Éthiopie et le port djiboutien de Tadjourah avec la China Communications Construction et le turc Yapi Merkezi.

Le vaste projet de dessalement de l'eau de mer (80 millions d'euros ; 45 000 m³/jour) qui fonctionnerait grâce au courant généré par un parc éolien (capacité de 20 MW/jour) au port de Doraleh, a reçu l'appui du FED (25 millions de dollars) et de l'IDA (38 à 56 millions de dollars).

Le port de Doraleh, en plein développement, comprend un terminal pétrolier, un port sec et un terminal à conteneurs. La Chine va financer la construction sur deux ans d'un terminal minéralier au Goubet pour l'exportation du sel (5 000 t/an, 64 millions de dollars) du Lac Assal vers l'Asie du Sud-Est. Autre projet interrégional, fin septembre a été signé l'accord tripartite entre Djibouti, l'Éthiopie et le Sud Soudan concernant la construction sur 2 ans et la gestion de l'oléoduc sud soudanais (3 milliards de dollars).

Pour sa part, Singapour a des projets de grande envergure (4,3 milliards de dollars, de 2012 à 2015) à Djibouti dont un terminal de réparation et de maintenance des navires (400 millions de dollars), un terminal pétrolier (50 millions de dollars), le développement des nouveaux ports de Tadjourah et du Goubet (180 et 64 millions de dollars respectivement), la création de zones franches à Khor Ambado et Jabanas, un terminal de traitement de GNL au port pétrolier de Doraleh, sans oublier un port de débarquement de bétail à Damerjog, la construction d'un village aéroportuaire et de cargo/fret à Damerjog, ainsi qu'une nouvelle société, la Djibouti Shipping Company.

lemoci
MAGAZINES

La librairie du Moci vous propose cette semaine :
Le Guide Foires et salons France - monde 2013

Foires et salons France-monde 2013

3 400 Rendez-vous professionnels triés sur le volet, dont 190 en France et 3 240 dans 97 pays étrangers, et 180 des pavillons France prévus en 2013 sont ainsi détaillés dans un guide unique réalisé avec le concours de Eventseye, l'Union des foires internationales (UFI), Ubifrance, la Fédération française des foires, salons, congrès et événements de France (FSCEF) et Promosalons.



Pour tout renseignement Tél. : 01 53 80 74 40 - e.mail : abonnement@lemoci.com

lemoci
.COM

lemoci
MAGAZINES

lemoci
ÉVÉNEMENTS

lemoci
FORMATIONS

lemoci
CONSEIL



Éthiopie

Chef de l'État : Girma Wolde-Giorgis • Premier Ministre : Hailemariam Desalegn • Population (millions) : 84,7 • Superficie (km²) : 1 100 000 • PIB/hab 2011 (USD) : 374 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 7,5 • Inflation 2011 (%) : 33,1 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 174

La croissance économique éthiopienne reste soutenue : 7 % en 2012, 6,5 % prévu pour 2013, tandis que l'inflation demeurerait à des niveaux élevés (22,9 %) mais inférieure aux 40 % d'août 2011. D'importants projets d'infrastructures sont lancés, dont la production hydroélectrique de 20 000 MW ces 10 prochaines années, ce qui fait partie d'un projet plus large (12 milliards de dollars) pour générer 40 000 MW d'ici 2035.

A court terme, le grand barrage Grand Renaissance (4,1 milliards de dollars), qui suscite une vive polémique environnementale, serait achevé en 2015 ainsi que deux autres, plus petits, Gilgel Gibe III (1 870 MW) et un troisième (254 MW), dans l'Oromiya. Au total, 8 124 MW seraient générés d'ici 2 ans contre les 2 167 MW existants. Par ailleurs, la Banque mondiale (684 millions de dollars) et la BAD (348 millions de dollars) financent le projet de ligne de transmission transfrontalière Éthiopie-Kenya.

Sept entreprises publiques ont été mises en vente (pour 121 millions de dollars) en 2012 dans le cadre d'un programme triennal de privatisation plus vaste touchant une quarantaine d'entités. Dans ce cadre, Midroc Ethiopia, détenu par le saoudien Mohammed Al Amoudi, a racheté une des plus grandes

fermes du pays, Upper Awash Agro-Industry Enterprise.

La filière potasse se développe avec la construction par le canadien Allana Potash d'une usine et la signature de deux accords (3,2 milliards de dollars) avec China Railway Engineering/China Civil Engineering Construction et le turc Yapi Merkezi pour construire un chemin de fer jusqu'au port djiboutien de Tadjourah pour exporter la potasse.

Les découvertes aurifères et diamantifères se poursuivent pour le canadien Tigray, tandis que le britannique Nyota finalise son projet aurifère (250 millions de dollars). L'américain Marathon Oil a conclu avec Agriterra (pour 40 millions de dollars) le rachat de 20 % dans la concession de South Omo.

Dans l'agriculture, les exportations de café ont atteint 200 000 t (+59 %) et la céréiculture a bénéficié d'une bonne pluviométrie. L'indien Karuturi Global, qui loue des terres agricoles comme 31 autres entreprises (Shapoorji, BHO, Saudi Star Agricultural Development, Huana Dafengyuan Agriculture) sur 3,6 millions d'hectares, doit exporter des céréales, du sucre et des huiles au Sud Soudan et au Kenya à partir de 2014.

Le Premier ministre Meles Zenawi, 57 ans, est décédé en août d'une maladie.

Annuaire MOCI des avocats d'affaires à l'international

3^{ème} édition

L'Annuaire MOCI des avocats d'affaires à l'international a pour objectif d'aider les entrepreneurs à préparer un projet à l'international en trouvant pour chaque pays, un avocat ou un conseil juridique en langue française.

Cette 3^{ème} édition s'est enrichie de nouveaux pays avec près de 1200 cabinets et plus de 800 avocats français et francophones dans 55 pays.

Pour le commander

Tél : 01 53 80 74 40

e-mail : abonnement@lemoci.com





La meilleure compagnie
aérienne d'Europe

A STAR ALLIANCE MEMBER 

Découvrez toutes les couleurs de l'Afrique avec Turkish Airlines

Le continent le deuxième plus grand et le deuxième plus peuplé du
monde attend pour vous.

Découvrez l'Afrique avec les vols réguliers de Turkish Airlines.



* Ouverture de ligne en 2013

turkishairlines.com
0825 800 902 (appel à 0,15euro TTC/mn)
 twitter.com/TK_FRANCE
 facebook.com/TurkishAirlinesFR

Globally Yours

TURKISH AIRLINES 



Kenya

Chef de l'État : Mwai Kibaki • Premier ministre : Raila Amollo Odinga
• Population (millions) : 41,6 • Superficie (km²) : 569 500 • PIB/hab 2011 (USD) : 808 • Croissance réelle du PIB 2010 (%) : 4,4 • Inflation 2011 (%) : 14 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 143

Au Kenya, la croissance s'est accélérée pour atteindre un taux annuel de 5,1 % (5,6 % pour 2013), grâce à une plus grande stabilité macroéconomique, des investissements directs étrangers (IDE) importants dans le gaz et le pétrole, et des conditions météorologiques favorables après la sécheresse de 2011. L'inflation baisserait à 10 % et la Banque centrale a baissé de 500 points son taux de base entre juillet et novembre, faisant chuter les taux bancaires de 25 à 19 %.

Le Kenya veut créer un mix énergétique afin de réduire sa dépendance à l'égard de l'hydraulique. La géothermie se développe, notamment dans la vallée du Rift. En 2017 serait lancée la construction (3/3,5 milliards de dollars) de la première centrale nucléaire qui générerait 1 000 MW à partir de 2022. Quant au projet de ligne à haute tension (1,26 milliard de dollars ; 1 068 km) pour l'importation d'électricité d'Éthiopie, il suit son cours.

Le britannique Tullow Oil et le canadien Africa Oil ont annoncé fin octobre une découverte pétrolière historique à Twiga South-1, l'américain Apache ayant trouvé en septembre du gaz offshore mais non rentable commercialement. Anadarko commencerait des forages exploratoires (280 millions de dollars) en décembre. **KenGen investira** (320 millions de dollars) dans une aire de stockage et d'importation de GNL dans la région de Dongo Kundu, opérationnelle d'ici 2016 ; elle alimentera la centrale de Mombassa (680 millions de dollars). En juillet 2013, National Oil Corporation commencera à réhabiliter (500 millions de dollars) ses infrastructures pétrolières au port de Mombassa, tandis qu'en janvier, le Sud Soudan et le Kenya ont décidé de construire un oléoduc (2 000 km ; 3 milliards de dollars) pour acheminer le pétrole soudanais vers le port kényan de Lamu. La fiscalité pétrolière sur les plus-values lors de la cession d'actifs miniers a été portée à 20 %.

L'australien Base Resources démarrerait fin 2013 l'exploitation de sa mine de sables à Kwale, dont on attend 80 000 t de rutile par an (14 % de l'offre mondiale), 330 000 t d'ilménite et 40 000 t de zircon, ce qui triplerait les revenus miniers du pays.

L'économie en général se porte bien. Au premier semestre, le trafic de conteneurs à Mombassa a progressé de 24 % (10,7 Mt) et les bénéfices du cimentier Athi River Mining de 24 %. Keroche Breweries investira 29,27 millions de dollars dans une nouvelle brasserie et Safaricom, dans la téléphonie mobile, a vu ses bénéfices avant impôts bondir de 113 %, à 134,6 millions de dollars ; il investit 94,8 millions de dollars dans un câble de fibre optique de 2 300 km.

Les exportations de café, qui ont généré 306,24 millions de dollars en 2010/11, augmenteraient de 5 à 10 % en valeur en 2011/12 (octobre-septembre), et les revenus du thé de 12 %, à 723,20 millions de dollars. Les rendements en blé ont chuté

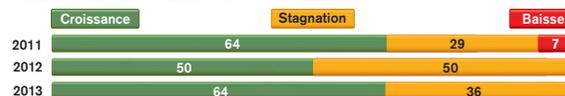
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,59 sur 5 ▲

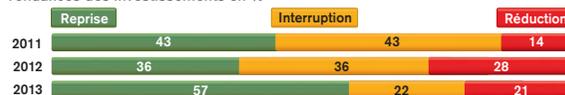
Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Réseau aérien local	▶	Eau et assainissement	
Qualité du secteur bancaire	▲	Délais des procédures judiciaires	▲
Droit du travail	▼	Sécurité des personnes	▼
Système de santé		Niveau de corruption	▼
Coût de la main-d'œuvre	▲	Coût de l'électricité	▲

Bilan des entreprises

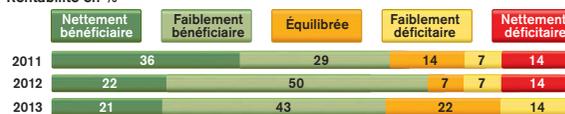
Tendances du chiffre d'affaires en %



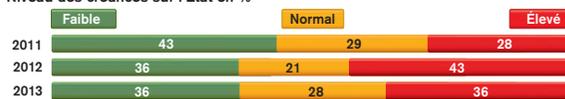
Tendances des investissements en %



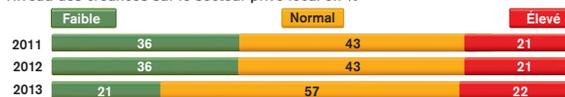
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



par manque d'intrants et à cause d'une plantation tardive, la récolte étant attendue à 330 000 t (- 30 %). L'horticulture a profité des bonnes pluies, ses revenus et volumes augmentant de 10 % (1,09 milliard de dollars pour 380 000 t exportées en 2011). Le sucrier Muma investira 400 millions de dollars dans de nouvelles plantations et raffineries pour quasiment doubler sa production, à 450 000 t.

Les élections présidentielle et législative se tiendront en mars 2013 dans un climat marqué par la découverte de charniers (38 personnes) près de Tana River, par les violences (100 morts) autour de questions foncières et d'eau, par les émeutes suite à l'assassinat d'un imam à Mombassa en août.

Et la Chambre régionale de commerce et d'industrie Paris - Ile-de-france

FORUM AFRIQUE 2013

Forum dédié aux investissements français en Afrique



L'AFRIQUE, OUI, MAIS À QUEL PRIX?

Le vendredi 8 février 2013 de 08h30 à 13h00

Information

Avant le vendredi 1er février 2013

conference.afrique@lemoci.com - Tél. : 01 49 70 12 73



Madagascar

Chef de l'État : Andry Nirina Rajoelina • Premier ministre : Jean Omer Biziky • Population (millions) : 21,3 • Superficie (km²) : 582 100 • PIB/hab 2011 (USD) : 467 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 1,8 • Inflation 2011 (%) : 10 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 151

La situation continue à être très délicate à Madagascar. Les relations sont toujours gelées avec la Banque mondiale et le FMI, même si la Banque a accordé fin novembre une aide d'urgence de 167 millions de dollars face à une situation sociale et humaine qui ne cesse de se dégrader, 77 % de la population étant sous le seuil de pauvreté, un des taux les plus élevés d'Afrique. Les États-Unis se sont opposés à cette aide, leur position s'étant rigidifiée depuis le rapport en début d'année de la mission américaine à Madagascar faisant état de trafics humains en hausse depuis le coup d'État de 2009 et d'une situation de quasi non droit qui règne depuis lors. Le pays a en plus été frappé par la tempête tropicale Irian en février 2012, qui a fait plus de 72 morts, 78 000 déplacés et détruit quelque 1 400 maisons.

La croissance économique atteindrait 1,9 % en 2012, selon le FMI qui entrevoit une embellie avec 2,6 % en 2013. L'inflation demeurerait en dessous de la barre des 10 %, à 6,5 % en 2012 et 7 % prévu en 2013. A noter que début 2012, les prix des carburants à la pompe ont été relevés. Pour l'État, sur le premier trimestre, la facture pétrolière a gonflé de 37 % à 211 millions de dollars. Mais, bonne nouvelle, sur ce premier trimestre 2012, selon les derniers chiffres disponibles de la Banque centrale, la valeur des exportations a bondi de 32,4 % (+10,4 % début 2011) grâce aux bonnes performances des produits agricoles, des minerais et de certaines entreprises franches. Le nombre de touristes a progressé de 7,1 %.

Au premier trimestre, les exportations de minerais de titane ont progressé (100 246 t au premier trimestre, + 119 %) et le zirconium encore davantage (+42 % à 6 822 t). En revanche, les exportations de chrome ont chuté à 24 500 t.

Le britannique Madagascar Oil démarrerait début 2013 une production pilote à Tsimiroro. Il s'agit d'extraire des sables, à l'aide de vapeur, quelque 3,9 milliards de barils de brut lourd. Le groupe va ainsi tester la viabilité du système qui, s'il est déclaré positif fin 2013, permettra d'exporter à compter de 2020. Quant au nickel, en septembre, le canadien Sherritt International a reçu un permis de six mois pour démarrer l'exploitation à Ambatovy, l'un des plus grands gisements au monde avec une capacité de production de 60 000 t de nickel raffiné sur trois décennies.

Dans l'agriculture, la production rizicole s'est améliorée grâce aux meilleures conditions météo et à la hausse des prix au producteur. Au premier trimestre 2012, les exportations de girofle ont quasiment doublé, à 11 109 t, à l'instar des prix (9,4 de

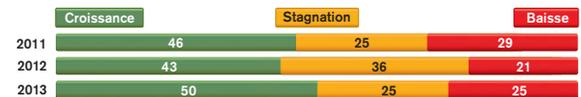
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,17 sur 5 ▼

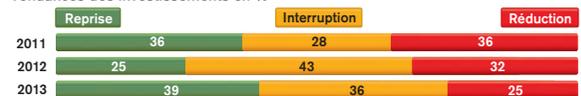
Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Réseau téléphonique	▲	Réseau ferré	▼
Réseau internet	▶	Incitation à l'investissement	▲
Qualité du secteur bancaire	▲	Sécurité des personnes	▼
Taux d'absentéisme	▼	Niveau de corruption	▲
Coût de la main-d'œuvre	▼	Protection de l'environnement	▲

Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



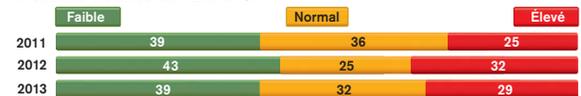
Tendances des investissements en %



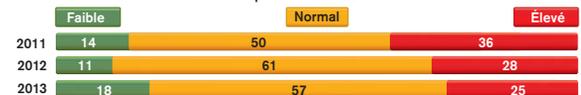
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



dollars/kg, + 104,3 %). En revanche, le café a chuté à 200 t (3 167 t début 2011). La vanille stagne en volumes exportés (481,7 t sur le premier trimestre 2012). La crevette poursuit son déclin avec 45,7 t exportées au premier trimestre contre 260 t en 2011.

Au plan politique, les principaux partis politiques ont signé en septembre une feuille de route, confirmant Andry Rajoelina comme chef de l'État. L'élection présidentielle se tiendrait le 8 mai 2013.

(1) 1 000 ariary = 0,34 EUR au 04/12/2012



OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES EN CÔTE D'IVOIRE DANS LE CADRE DU PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT (PND) 2012-2015

Participez aux rencontres avec les opérateurs du secteur privé et les bailleurs de fonds internationaux en Côte d'Ivoire.

→ → → → → 8 - 10 avril 2013 à Abidjan → → → → →

UBIFRANCE vous propose une prestation de qualité :

- Des programmes de rendez-vous avec les opérateurs et experts sectoriels publics, privés associés au PND : FED, Banque Africaine de Développement, Nation-Unies, Banque Mondiale, AFD...
- Un atelier d'information de présentation des bailleurs intervenant en Côte d'Ivoire,
- Des entretiens personnalisés avec les bailleurs pour valoriser votre expérience et votre savoir-faire,
- Un abonnement d'un an à PROAO, outil de sourcing des projets et appels d'offres internationaux vous permettant d'optimiser votre veille des marchés publics,
- Un accompagnement du Bureau UBIFRANCE d'Abidjan tout au long de votre séjour.

VOS CONTACTS

Laurence HAUTEFEUILLE
+331 40 73 38 14

laurence.hautefeuille@ubifrance.fr

Patricia BALLUM
+331 40 73 39 91

patricia.ballum@ubifrance.fr

Vincent BARRAUD
+225 20 20 05 56

vincent.barraud@ubifrance.fr

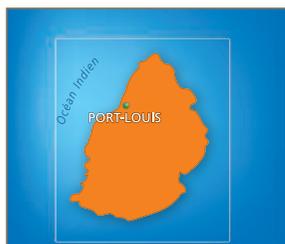
www.ubifrance.fr

Flashez ce QRcode
avec votre mobile
pour accéder
directement au site



En partenariat avec :





Maurice

Chef de l'État : Rajkeswar Purryag • Premier ministre : Navinchandra Ramgoolam • Population (millions) : 1,3 • Superficie (km²) : 2 040 • PIB/hab 2011 (USD) : 8 797 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 4,1 • Inflation 2011 (%) : 6,5 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 78

L'île Maurice connaîtrait un ralentissement de son économie en 2012, à +3,4 % d'après le FMI et 3,7 % (4 % selon le gouvernement) pour 2013, en raison de la crise européenne qui affecte le tourisme mais aussi les secteurs textile et sucrier. Le taux de chômage est de 8 %. Pour réduire l'impact de ce ralentissement, la Banque centrale a ouvert fin juin, et pour 5 ans, une ligne de crédit en devises de 600 millions d'euros destinée aux banques de détail pour aider leurs clients exportateurs à refinancer leurs dettes en leur proposant un taux égal au Libor + 2,5%.

Les indicateurs macroéconomiques sont toutefois bons : inflation ramenée à 4,5 % et le FMI table sur 5,2 % en 2013 ; déficit global réduit à 2,5 % du PIB (2,2 % prévu en 2013) ; excédent de la balance des paiements de 73,5 millions d'euros ; fermeté de la roupie face au dollar et à l'euro ⁽¹⁾.

Malgré la crise européenne, les investissements directs étrangers (IDE) se maintiendraient à leurs niveaux de 2011 (320 millions de dollars), misant sur la diversification de l'économie : activités bancaires offshore, business outsourcing, immobilier de luxe, tourisme médical. Au premier trimestre, les IDE ont augmenté de 15,5 %, à 39 millions d'euros, avec en tête les Sud-Africains, suivis par les Français.

Nombre d'indicateurs sont au vert. Le nombre de primo accédants à la propriété aurait progressé de 20 %, le nombre de conteneurs importés serait en progression de 6,3 % et les immatriculations de voitures neuves seraient en hausse de 32 % sur les 9 premiers mois de l'année. Toutefois, Mauritius Telecom a enregistré une faible progression de son bénéfice avant impôts en 2011 et retarde sa cotation en bourse. Quant aux infrastructures, le gouvernement entend lever 683 millions de dollars au travers de partenariats public-privé pour financer d'ambitieux projets notamment routiers.

Maurice continue à se déployer sur l'Afrique. Courts, le plus important magasin d'électronique et de mobilier de l'île, envisageait d'ouvrir fin octobre son premier magasin en Afrique, au Kenya. Alteo, nouvelle entité sucrière (la plus grande de l'île), née de la fusion en juillet de Deep River Beau Champ (4 000 ha ; 80 000 t de sucre) et de Flacq United Estates (8 000 ha), veut augmenter sa production sucrière en Tanzanie de 11 %.

A Maurice, la production de sucre (1,2 % du PIB) baisserait de 5,8 % en 2012, à 410 000 t, en raison de la faible pluviométrie. Ce qui n'a pas empêché Terra Mauricia, premier producteur de l'île (qui détient par ailleurs 25 % de Sucroivre en

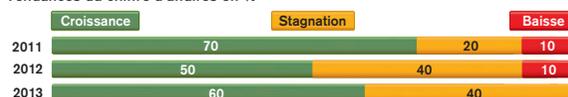
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 3,48 sur 5 ▲

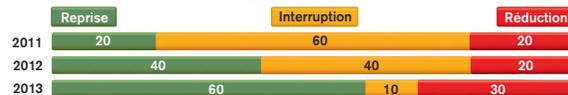
Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Réseau téléphonique	▲	Eau et assainissement	
Environnement fiscal	▲	Efficacité de l'administration	▼
Qualité du secteur bancaire	▲	Délais des procédures judiciaires	▲
Sécurité des personnes	▲	Système de formation	
Respect de l'humain		Protection de l'environnement	▼

Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



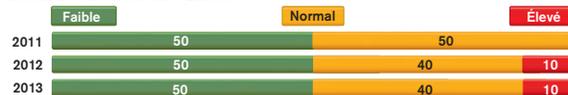
Tendances des investissements en %



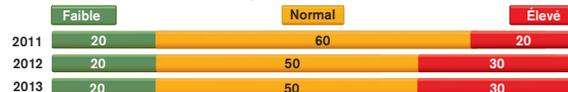
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



Côte d'Ivoire), de doubler ses bénéfices avant impôts, à 876 millions d'euros en 2011.

La baisse des touristes européens (- 6 %, à 279 643 entrées) a été compensée par les Asiatiques (+16,7 % à 51 353 entrées), permettant une hausse globale de 0,5 % des arrivées sur le premier semestre 2012. Toutefois, Air Mauritius est toujours dans le rouge, avec une perte de 11,35 millions de dollars avant impôts sur les 6 premiers mois de son exercice, moitié moins cependant que l'exercice précédent.

(1) 100 MUR = 2,47 EUR au 5/12/2012.



ACCORHOTELS.COM



Nous connaissons nos 120 hôtels en Afrique.
Nous pouvons donc vous donner toutes
les informations nécessaires pour faire votre
choix ainsi que les meilleurs prix
et services. Tout ça en un clic.



ACCORHOTELS.COM

Book at Accorhotels.com and know what you're really booking when you book.

SOFITEL
LUXURY HOTELS

PULLMAN



NOVOTEL

Suite NOVOTEL

Mercure

adagio

ibis

ibis
STYLES

ibis
Budget

hotelF1





Mozambique

Chef de l'État : Armando Guebuza • Premier ministre : Ayres Ali • Population (millions) : 23,9 • Superficie (km²) : 446 300 • PIB/hab 2011 (USD) : 535 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 7,3 • Inflation 2011 (%) : 10,4 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 184

La croissance du Mozambique est attendue à 7,5 % en 2012, selon le FMI, stimulée par le démarrage rapide de la filière charbon (23 milliards de tonnes de réserve). De 16,6 % fin 2010, l'inflation chuterait à 3 % en 2012, le plus faible taux dans la région. Les investissements directs étrangers (IDE) sont en hausse (2,1 milliards de dollars en 2011) et les exportations sont élevées, renforçant les réserves en devises. Le déficit fiscal se maintiendrait à 6 % du PIB ces 3 prochaines années en raison de dépenses en capital et sociales accrues. L'aide extérieure devrait baisser de 10 % en 2013, à 606 millions de dollars.

Entre 3 à 4 millions de tonnes (Mt) de charbon ont été exportées cette année des mines de la province de Tete, exploitées par les brésiliens Vale et Rio Tinto. Un volume moins élevé que les prévisions initiales en raison des difficultés d'acheminement sur 670 km du charbon au port de Beira, dont la profondeur insuffisante nécessite un transbordement par barge vers les vraquiers. 2012 a capitalisé sur les découvertes massives de gaz fin 2011 et le gouvernement devrait lancer un appel d'offres pour l'exploration de 12 nouveaux blocs pétroliers et gaziers début 2013, dont 3 dans le bassin de Rovuma où Anadarko et Eni ont découvert quelque 130 trillions de pied cube de gaz (bcf) ; la production démarrerait en 2018. Quelque 50 milliards de

dollars – 5 fois le PIB mozambicain ! –, devraient affluer ces 5 prochaines années dans ce secteur, le pays étant appelé à devenir le 3^e producteur mondial de GNL. De la mine de Benga, opérée par Tata et Riversdale Mining (Rio Tinto), les premières 35 000 t de minerai de fer ont été expédiées en octobre.

Les investissements sont massifs dans les transports et les communications mais prennent du temps, voire du retard : reprise en main par le gouvernement de la réhabilitation de la ligne ferroviaire de Sena et construction d'une deuxième ligne ferroviaire ; augmentation des capacités ferroviaires sur Tete ; réhabilitation du terminal charbon du port de Beira ; accroissement de la capacité portuaire de Maputo et réhabilitation du port de Nacala, au Nord ; investissements dans les aéroports de Nacala, Vilanculos, Pemba, Tete.

Dans l'énergie, un accord historique a été signé en avril portant sur le rachat d'ici 2014 par le Mozambique des 15 % détenus encore par le Portugal dans le barrage de Cahora Bassa.

Le boom énergétique et minier a relégué au second plan le secteur agricole (32 % du PIB). La production de noix de cajou ne serait que de 112 000 t mais un plan ambitieux de relance est en cours comme pour la canne à sucre, le blé et le riz. Le secteur pêche devait croître de 18,4 % en 2012.



Vous voulez vous développer à l'international ?

Nous collectons vos questions puis nous contactons nos meilleurs experts en totale indépendance

Import, Export et Investissement : Droit, réglementation, fiscalité, douane, fichier de prospection ou listing d'entreprises françaises ou étrangères, transport et logistique, financements, aides, assurance-prospection, paiement, couverture des risques, change, recrutement, inter-culturalité, droit du travail, sur un ou des pays et/ou sur un ou des secteurs d'activité,

contactez-nous, tout simplement...

lemoci
COM

lemoci
MAGAZINES

lemoci
ÉVÉNEMENTS

lemoci
FORMATIONS

lemoci
CONSEIL



Namibie

Chef de l'Etat : Hifikepunye Pohamba • Premier ministre : Nahas Angula • Population (millions) : 2,1 • Superficie (km²) : 825 418 • PIB/hab réel 2011 (USD) : 5293 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 4,9% • Inflation 2011 (%) : 5,8% • Classement IDH 2011 (sur 187) : 120

Après la forte croissance de 6,6 % en 2010, l'économie namibienne semble avoir trouvé un rythme de croisière autour des 4-5 % (4,9 % en 2011), 4 % étant prévus par le FMI en 2012 et 4,1 % en 2013.

En 2011, le gouvernement a lancé une ambitieuse politique sur 3 ans destinée à stimuler la croissance et l'emploi, ce qui a creusé le déficit budgétaire à 11,2 % du PIB sur l'exercice 2011/12. Mais il devait être ramené à 4,4 % sur 2012/13 grâce, notamment, à une taxe à l'exportation des ressources naturelles qui devait être introduite fin 2012. La dette publique est passée de 16,2 % du PIB sur 2010/11 à 24,5 % fin 2011/12, selon le FMI. La Namibie devait émettre son premier emprunt obligataire en rands, son endettement actuel étant essentiellement en dollars namibiens et américains. En juin, Fitch Ratings lui a assigné un « AA - » sur l'échelle nationale de rating de l'Afrique du Sud.

La crise européenne a impacté les exportations de fruits, viande de bœuf, uranium et poisson, tandis que les ventes de diamants et de viande vers l'Afrique australe et les États-Unis se sont maintenues. En revanche, l'exportation de bœufs sur pied

pour engraissement en Afrique du Sud a chuté en raison du prix élevé des produits d'emboche chez son voisin.

De janvier à septembre 2012, la production diamantifère a atteint 1,2 million de carats (+ 21,5 % sur 2011), l'exportation de 1,22 million de carats générant 655 millions de dollars contre 895 000 carats pour 436 millions de dollars.

Côté uranium, China Guangdong Nuclear Power Corp (CGNPC) a racheté (2,3 milliards de dollars) Kalahari Minerals and Extract Resources, lui donnant accès à la mine de Husab, un des plus grands gisements au monde ; la production démarrerait d'ici fin 2015. En revanche, Areva a suspendu le démarrage de sa production à Trekkopje (1 milliard de dollars) jusqu'à ce que les conditions de marché s'améliorent. Quant au canadien Forsys Metals, il a entrepris de consolider ses deux mines de Valencia et Namibplaas afin d'accroître de 30 % ses réserves.

Dans le secteur bancaire, la fusion des activités africaines de Barclays avec le sud-africain Absa l'a conduite à suspendre son opération de reprise de 49,9 % dans Bank Windhoek.

lemoci
MAGAZINES

La librairie du Moci vous propose cette semaine :

Le Guide de l'import en 10 étapes
1ère édition 2012

Le Guide de l'import en 10 étapes
1ère édition 2013

Indispensable pour gagner du temps : un atout pour l'entrepreneur qui souhaite importer, la réponse à toutes les questions sur ses opérations d'importation.
Indispensable pour maîtriser les risques et les techniques de la supply chain.
Indispensable pour éviter les pièges de l'import : La stratégie, le sourcing, la douane, les contrats d'achat et de paiement, la livraison, le contrôle qualité, le transport, le dédouanement, la communication interculturelle, le recrutement de spécialistes,...



Pour tout renseignement Tél. : 01 53 80 74 40 - e.mail : abonnement@lemoci.com



Ouganda

Chef de l'État : Yoweri Kaguta Museveni • Premier Ministre : Amama Mbabazi • Population (millions) : 34,5 • Superficie (km²) : 241 040 • PIB/hab 2011 (USD) : 487 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 5,1 • Inflation 2011 (%) : 18,7 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 161

La croissance ne serait que de 4,2 % en 2012, selon le FMI, l'Ouganda pâtissant de la crise internationale mais aussi de certaines politiques monétaires menées en réponse à la flambée de l'inflation en 2011 et d'une position fiscale plus étroite que budgétée. La croissance pourrait regimber à 5,7 % en 2013 si, notamment, d'importants projets comme la centrale de Karuma (700 MW ; 708 millions de dollars ; 2 % du PIB) ne prennent pas plus de retard.

De bonnes pluies, la baisse des prix des denrées alimentaires et un resserrement de la politique monétaire ont permis à l'inflation de redescendre à 14,6 % en 2012, avec 6 % en perspective pour 2013. Elle a atteint 30 % en octobre 2011.

Au premier trimestre, les investissements ont plus que triplé (806 millions de dollars) notamment dans l'énergie et les infrastructures. En 2011 une coupure d'électricité de 24 heures avait provoqué une flambée de contestations. Sur 2012/13, le gouvernement a alloué 86,6 millions de dollars pour financer le barrage de Karuma, les Suédois apportant 78 millions de dollars. Parallèlement, le gouvernement recherche 1 milliard de dollars sous forme de PPP (partenariats public privé) pour construire 1 900 km de routes.

En mars, le britannique Tullow Oil a cédé (2,9 milliards de dollars) à Total et au chinois CNOCC les deux tiers de ses trois permis pétroliers (10 000 km²) dans le bassin du Lac Albert. Ils investiraient 750 millions de dollars dans les infrastructures nécessaires (dont une raffinerie dont la capacité est en discussion avec le gouvernement) pour démarrer la production, si possible en 2015-2016. Toutefois, l'oléoduc acheminant le brut jusqu'à la mer ne sera en place qu'en 2018. À noter qu'en octobre, à l'expiration de la licence de 6 mois, le gouvernement a repris le bloc de Kanywataba exploré par les trois groupes ; il sera sans doute reproposé aux enchères avec de nouveaux blocs début 2013. Globalement, la faiblesse des infrastructures, les désaccords contractuels et revirements fiscaux, et la lenteur législative expliquent le retard pris dans l'exploitation pétrolière depuis la découverte de gisements en 2006. Les réserves seraient de 3,5 milliards de barils.

Le gouvernement a lancé des appels d'offres pour redémarrer la production de cuivre à Kilembe, écartant l'offre du chinois Gingko Energy et ses 100 millions de dollars d'investissements sur 5 ans.

Les exportations de café augmenteraient de 11 % en 2012/13, à 180 000 t, grâce à une meilleure pluviométrie, à l'instar du cacao dont la récolte 2011/12 serait en hausse de 6,1 %, à 19 000 t. La production de sucre atteindrait 327 075 t (+ 26 %

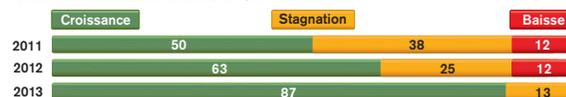
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,31 sur 5 ▼

Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Réseau téléphonique	▲	Délais des procédures judiciaires	▼
Incitation à l'investissement	▲	Impact du secteur informel	▼
Qualité du secteur bancaire	▲	Système de santé	▼
Droit du travail	▲	Niveau de corruption	▼
Sécurité des personnes	▲	Coût du transport routier	▼

Bilan des entreprises

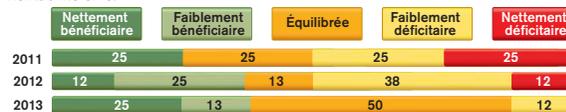
Tendances du chiffre d'affaires en %



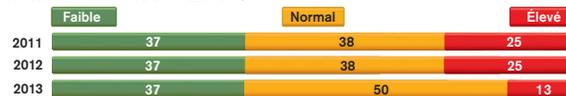
Tendances des investissements en %



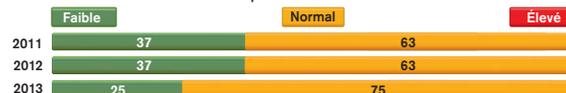
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



en 2012. Le n° 3, Scoul entend doubler sa production d'ici 2015, à 100 000 t (prêt de 23 millions de dollars de Proparco). En revanche, on n'aurait récolté que 52 000 t de thé (- 7,1 %).

La tension régionale est montée d'un cran suite au rapport de l'ONU accusant l'Ouganda (officiellement médiateur) et le Rwanda de soutenir le mouvement rebelle M23 qui sévit en RDC. Autre dossier brûlant, la disparition de 13 millions de dollars d'aide internationale qui a conduit en novembre le Royaume Uni, l'Irlande, le Danemark et la Norvège à suspendre leur aide. La Banque mondiale a annoncé réévaluer la sienne.



Rwanda

Chef de l'État : Paul Kagame • Premier ministre : Bernard Makuz • Population (millions) : 10,9 • Superficie (km²) : 26 340 • PIB/hab 2010 (USD) : 583 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 8,6 • Inflation 2010 (%) : 5,7 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 166

Dopé par le secteur minier qui prend le relais de l'agriculture, la croissance du Rwanda serait de 9,4 % sur l'exercice 2011/12, clos en juin (7,4 % en 2010/11), avec + 12 % dans l'industrie (les exportations minières ont créé un excédent de la balance des paiements plus élevé que prévu en 2011), + 12 % dans les services, +19 % dans l'électricité, gaz et eau et + 6 % dans l'agriculture.

En 2011, le Rwanda était le seul en Afrique de l'Est à ne pas connaître une inflation galopante et un affaiblissement de sa monnaie.

L'exercice 2012/13 s'annonce plus délicat. En septembre, l'Union européenne a gelé son soutien budgétaire et les États-Unis, la Suède, les Pays-Bas et la Belgique une partie de leur aide, notamment militaire, suite au rapport de l'Onu selon lequel Kigali (notamment son ministre de la Défense, le général James Kabarebe) soutiendrait les rebelles du M23 en RD Congo. Or, 40 % du budget du Rwanda dépend de l'aide internationale. Mais selon Standard and Poor's – qui a révisé sa note de positive à stable – ce gel ne porterait que sur 15 % des dons budgétés en 2012/13. Seul le Royaume Uni a accordé quelque 12 millions de dollars, saluant les efforts de Kigali pour déblo-

quer la situation. A noter que le Rwanda a été élu membre non permanent du Conseil de sécurité pour 2013 et 2014.

Selon le Rwanda Natural Resources Authority, 500 mines produisent entre 8 000 et 9 000 t de minerais par an, notamment du cassitérite exploité entre autres par Tinco dans la concession de Rutongo et exporté en grande partie à la Malaysian Tin Corporation.

Par ailleurs, un accord (283 millions de dollars) a été signé avec l'entreprise turque Hakan Mining and Generation Industry pour générer à terme 100 MW/an à partir de tourbe dont le pays aurait 155 millions de tonnes en réserve, suffisamment pour produire 450 MW durant 25 ans.

De son côté, la Banque de Kigali, dont l'État a vendu par appel d'offres 45 % (62,5 millions de dollars), a enregistré un bénéfice net en hausse de 55 % au premier semestre, et Bralirwa, filiale du brasseur Heineken, a vu son bénéfice bondir de 45 % au premier semestre, à 7,9 milliards de francs rwandais⁽¹⁾.

La production caféière devrait avoir progressé de 50 %, avec des exportations projetées à 24 000 t en 2012 et de nouveaux marchés tels que les États-Unis et les pays nordiques.

(1) 100 FRW = 0,00158 USD au 31/12/2012.

lemoci
C O N S E I L

CONSEIL en développement international

Pour y voir plus clair dans
votre développement et demander conseil
à des spécialistes.



Étape 1

Diagnostic Export :



Êtes-vous prêt pour l'international ?

Étape 2

Préparation de l'Action :



- Montage des dossiers d'aides (COFACE, Ubifrance, Oséo)
- Sélection des marchés cibles

Étape 3

Accompagnement sur mesure :



- Recherche partenaires / clients
- Suivi de contacts
- Définition de politique tarifaire
- Externalisation

POUR EN SAVOIR PLUS, CONTACTEZ-NOUS :

CONSEIL@LEMOCI.COM - 06 47 98 57 24

WWW.LEMOCICONSEIL.COM



Tanzanie

Chef de l'État : Jakaya Mrisho Kikwete • Premier ministre : Mizengo Kayanza Peter Pinda • Population (millions) : 46,2 • Superficie (km²) : 945 087 • PIB/hab 2011 (USD) : 529 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 6,4 • Inflation 2011 (%) : 12,7 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 152

La croissance de la Tanzanie en 2012 est estimée 6,8 %, le dynamisme des secteurs minier, télécoms et maintenant gazier ayant atténué l'impact de la sécheresse et de la pénurie d'énergie. L'inflation serait de 15,6 %, ce qui a conduit le gouvernement à porter à 30 % (contre 20 %) les réserves obligatoires des banques. Pour la première fois en 4 ans, le déficit public a baissé à 5 % du PIB en 2011-2012, mais le déficit en comptecourant s'est aggravé de 20 % d'août 2011 à août 2012, à - 3,596 milliards de dollars. En 2011/12, les investissements dans le secteur minier ont atteint 3 milliards de dollars (+ 42,8 %). L'aide internationale serait de 3,16 trillions de shillings ⁽¹⁾ sur un budget total 2012/13 de 15,12 trillions.

Nouvel eldorado énergétique, la Tanzanie compte sur ses réserves en gaz, estimées à 33 trillions de pieds cubiques et la création d'un fonds souverain pour gérer les revenus à venir est à l'étude. Un accord a été signé avec la Chine pour construire un pipeline de 532 km (1,2 milliard de dollars). Au total, 18 entreprises ont des permis d'exploration. Toutefois, en septembre, le ministre de l'Énergie a annoncé la révision de tous les contrats pétroliers et gaziers et de la fiscalité. Tanzania Petroleum Development Corp a retardé l'octroi de licences sur 9 blocs en eau profonde jusqu'au vote d'une nouvelle loi sur le gaz.

Les recettes d'exportations aurifères du 4^e producteur africain ont augmenté de 16,5 % entre août 2011 et 2012, les volumes s'élevant à 40,2 t, avec pour principaux acteurs African Barrick Gold, AngloGold Ashanti et Resolute Mining. Les négociations avec le gouvernement sur les modifications fiscales sont demeurées serrées. African Eagle lancerait en 2014 le projet de mine de nickel à Dutwa avec un potentiel de 110 millions de tonnes (Mt). Uranium One's démarrerait sa mine de Mkuju River en 2013 (119,4 millions lb), le pays pouvant devenir le n° 3 africain en uranium. L'australien Mantra Resources a reçu le feu vert pour la sienne (400 millions de dollars) dans la réserve naturelle de Selous.

Face à une production énergétique essentiellement hydraulique, donc sensible aux sécheresses, et insuffisante (800 MW alors que la demande serait 1 853 MW d'ici 2015), le mix énergétique est la priorité. La première centrale géothermique serait lancée en 2013, avec le premier forage d'un puits à vapeur à Mbeya qui produirait 100 MW d'ici 2016, 100 MW supplémentaires à terme. En 2012/13, 598 millions de dollars seront investis dans une nouvelle centrale thermique au gaz.

Au plan agricole, certaines filières ont de belles perspectives : + 72 % en 2012, 13 000 à 55 000 t pour le café, tandis que le

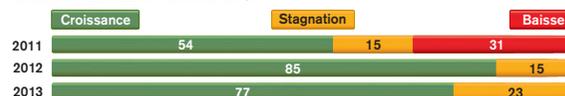
Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,01 sur 5 ▼

Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Réseau aérien local	▲	Efficacité de l'administration	▲
Réseau internet	▼	Équité des jugements	▼
Coût du transport maritime	▼	Qualité et stabilité de la main-d'œuvre	▲
Sécurité des personnes	▼	Niveau de corruption	▲
Droit du travail	▼	Protection de l'environnement	▼

Bilan des entreprises

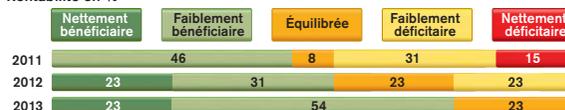
Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



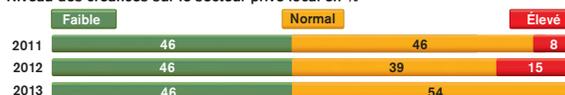
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



mauricien Alteo entrevoit une production sucrière à 100 000 t (+ 11 %).

La chasse à la corruption a provoqué le limogeage du directeur général de la Tanzania Electric Supply Co. (Tanesco) William Mhando, la commission parlementaire de l'énergie étant démantelée. Un accord a été conclu avec Zanzibar pour le partage des revenus pétroliers, et une médiation avec le Malawi concernant la frontière du lac Malawi, riche en gaz et pétrole, a été acceptée.

(1) 1 EUR = 2075,80 shillings tanzaniens au 31/12/2012.

Prêts pour l'effet **très haut débit?**

Doté d'une expertise éprouvée, Afrique Telecom s'impose comme **l'opérateur très haut débit par satellite de référence sur le continent africain.**

Des très grandes entreprises aux résidentiels, Afrique Telecom propose des solutions ultra-performantes et sur-mesure, même dans les zones les plus enclavées.

www.afrique-telecom.com

+33 (0)1.78.91.95.80

AfriqueTelecom 
L'opérateur très haut débit



Zambie

Chef de l'État : Michael Chilufya Sata • Vice-président : Guy L. Scott • Population (millions) : 13,4 • Superficie (km²) : 740 724 • PIB/hab 2011 (USD) : 1 425 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 6,6 • Inflation 2011 (%) : 8,7 • Classement IDH 2011 (sur 187) : 164

La croissance économique zambienne serait de 7,3 % en 2012 (6,6 % en 2011) et 8,2 % attendus en 2013, selon le FMI. L'inflation excéderait l'objectif de 7 % fixé par la Bank of Zambia en raison de la hausse des denrées alimentaires, mais demeure contenue, à l'instar du déficit budgétaire (4,1 % du PIB). Standard & Poor's et Fitch accordent une note souveraine de B+ à la Zambie.

La Zambie a lancé sa première émission euro-obligataire (750 millions de dollars, sursouscrite 15 fois) destinée à l'énergie et aux infrastructures de transport surtout ; 120 millions de dollars sont destinés à la rénovation de la ligne ferroviaire jusqu'au port de Durban, d'où le cuivre est exporté. Au total, 5,6 milliards de dollars seraient consacrés aux routes ces 5 prochaines années. À noter que le gouvernement demande aux entreprises publiques d'être cotées en bourse afin de dynamiser la place de Lusaka.

Au premier semestre 2012, le secteur minier a été ébranlé par le renforcement de la fiscalité. La production de cuivre a baissé (-3,4 %, 421 280 t) mais les exportations ont augmenté (+3,4 %, 412 530 t). La production de cobalt est tombée à 3 036 t (-3 %) et les exportations à 3 534 t (19,8 %). Toutefois, les investissements étrangers restent dynamiques. Le brésilien Vale a démarré en octobre sa production de concentré de cuivre à Lumbambe (45 000 t/an). Le canadien First Quantum a reçu le feu vert environnemental (procédure obligatoire pour tous les projets miniers) pour développer sa raffinerie de Kansanshi (300 000 t/an), ce que n'a pas obtenu l'australien Zambesi Resources qui projetait d'exploiter le cuivre dans le parc national du Bas Zambèze. Glencore a procédé à des études pour doubler sa production de cuivre à Mopani (1,5 milliard de dollars) tandis que China Nonferrous Mining entame son projet de South East Ore Body (832 millions de dollars, 60 000 t/an). L'australien Zamanco projette, quant à lui, de construire une unité de transformation de manganèse (60 millions de dollars). À noter que le Chinois Jinchuan, à l'instar de Barrick Gold, Glencore, Vedanta Resources, a accepté des hausses de salaires allant jusqu'à 18 %.

Afin d'accroître la concurrence, le gouvernement envisage de rouvrir le marché de la téléphonie mobile actuellement investi par MTN, Airtel Zambia et Zamtel. Dans l'industrie, la nouvelle unité (90 millions de dollars) de Zambian Breweries, filiale de SAB-Miller, devait ouvrir en novembre à Ndola (100 millions litres/an). Enfin, la Zambie a lancé des projets (2 milliards de dollars) dans l'électricité ce qui ajouterait 750 MW en puissance d'ici 2017.

Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,50 sur 5

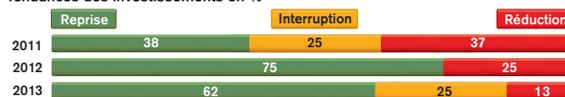
Points forts	Var/2011	Points faibles	Var/2011
Environnement fiscal		Réseau ferré	
Qualité du secteur bancaire		Efficacité de l'administration	
Sécurité des personnes		Système de santé	
Coût de la main-d'œuvre		Coût du fuel	
Protection de l'environnement		Coût du transport aérien	

Bilan des entreprises

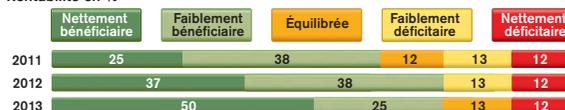
Tendances du chiffre d'affaires en %



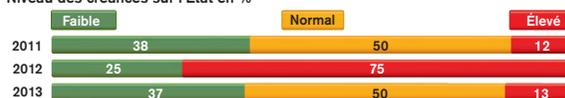
Tendances des investissements en %



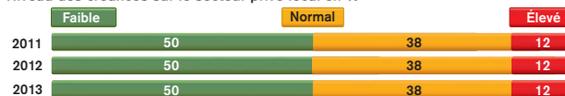
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



Après la récolte record de maïs en 2011, la production a baissé de 6 % à 2,8 Mt en 2011/12. La flambée des cours internationaux a conduit le gouvernement à doubler ses réserves stratégiques à 1 Mt et à régler étroitement les exportations.

Le 1^{er} janvier 2013, un nouveau kwacha ⁽¹⁾ devrait voir le jour. Avec de nouveaux billets à compter de juin 2013 : trois zéros devraient disparaître.

(1) 100 ZMK = 0,014 EUR au 3/12/2012.



Zimbabwe

Chef de l'Etat : Robert Mugabe • Premier ministre : Morgan Tsvangirai • Population (millions) : 13 • Superficie (km²) : 387 757 • PIB/hab reel 2011 (USD) : 776 • Croissance réelle du PIB 2011 (%) : 9,4% • Inflation 2011 (%) : 3,5% • Classement IDH 2011 (sur 187) : 173

A deux reprises en 2012 le gouvernement a revu à la baisse ses prévisions de croissance en raison de la sécheresse, d'une électricité toujours défaillante et de faibles disponibilités monétaires. Le FMI prévoit une croissance de 5 % (9,5 % en 2011). L'inflation était à 4 % en juin 2012. Le déficit du compte courant serait de 20,5 % en 2012 (36 % en 2011), mais la dette extérieure demeure abyssale, à 10,7 milliards de dollars fin 2011, soit 113,5 % du PIB (67 % sont des arriérés). A ceci s'ajoute un manque de liquidités du gouvernement et une dette intérieure croissante liée notamment à deux hausses de salaires des fonctionnaires qui ont accru de 22 % la masse salariale de la fonction publique.

Les sanctions internationales se desserrent peu à peu. En octobre, le FMI a autorisé une assistance technique. Ceci, ajouté à la restauration de ses droits de vote en 2010, pave le chemin vers une normalisation de ses relations avec le FMI. Côté bancaire, une crise de liquidités a mis en difficultés 3 banques mi-2012. Le ratio de liquidités prudentielles a donc été relevé de 25 à 30 % ainsi que le taux de capital minimum requis.

Alors que la production minière cette année devait bénéficier de la levée des restrictions à l'exportation des diamants de Marange, qui ont intégré le processus de Kimberley, les recettes diamantifères ont été en baisse au premier semestre 2012. En novembre, se conformant à la législation, Anglo American Platinum a cédé 51 % de sa mine d'Unki à des entités locales. Début 2012, Impala Platinum avait fait de même concernant Zimplats. Suite à la sécheresse, un tiers de la récolte de maïs (1 million de tonnes) a été perdu, la production de blé n'étant que de 75 000 t. L'importation de produits alimentaires se heurte au manque de liquidités du gouvernement. Le chinois Guangdong Bureau of Coal Geology a annoncé investir 3,5 milliards de dollars dans une centrale thermique de 1 200 MW. Le pays génère actuellement 1000 MW, la moitié de sa demande de pointe.

La question politique demeure entière. Fin septembre, le président Mugabe a annoncé la tenue d'élections en mars 2013 mais son adversaire politique et Premier ministre, Morgan Tsvangirai, chef du parti Movement for Democratic Change, veut une révision constitutionnelle avant toute élection.

Annuaire MOCI des avocats d'affaires à l'international

3^{ème} édition

L'Annuaire MOCI des avocats d'affaires à l'international a pour objectif d'aider les entrepreneurs à préparer un projet à l'international en trouvant pour chaque pays, un avocat ou un conseil juridique en langue française.

Cette 3^{ème} édition s'est enrichie de nouveaux pays avec près de 1200 cabinets et plus de 800 avocats français et francophones dans 55 pays.

Pour le commander

Tél : 01 53 80 74 40

e-mail : abonnement@lemoci.com

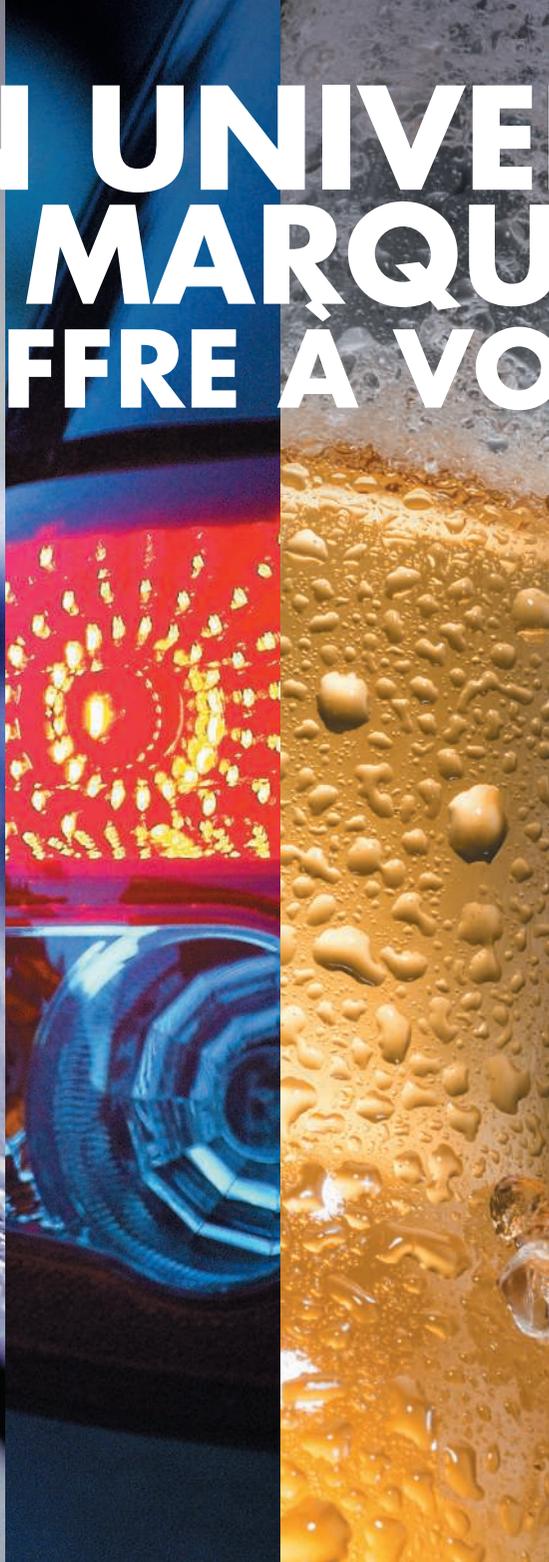


L'avenir est dans le panafricanisme

Ecobank peut faire prospérer votre activité,
en vous donnant accès à 33 pays africains
à partir d'un seul point de contact.



UN UNIVERS DE MARQUES S'OFFRE À VOUS



Ceity Images • TERRE DE SIENNE

Depuis 125 ans, CFAO est le partenaire privilégié des plus grandes marques internationales en Afrique. Répondre aux besoins de mobilité et aux envies de consommation courante, promouvoir l'accès aux médicaments de qualité, accompagner le développement des infrastructures et participer à l'essor des nouvelles technologies. À travers ses métiers, CFAO satisfait les besoins de ses clients. CFAO, au service de la rencontre des plus grandes marques et d'un continent en mouvement.

www.cfaogroup.com

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. À consommer avec modération.



CFAO

distributeur de marques